

Tension croissante entre le Vietnam et la Thaïlande

(Lire page 6 l'article de R.-P. Farinoux)

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 2,30 F; Tunisie, 2,20 F; Allemagne, 1,40 F; Autriche, 1,40 F; Belgique, 1,70 F; Canada, 2,10 F; Côte d'Ivoire, 2,50 F; Espagne, 4,70 F; Israël, 50 F; Italie, 35 F; Japon, 55 F; Liban, 50 F; Pays-Bas, 1,50 F; Portugal, 35 F; Royaume-Uni, 2,50 F; Suède, 3,70 F; Suisse, 1,20 F; U.S.A., 95 cts; Yougoslavie, 35 cts.

Tarif des abonnements page 8
S. RUE DES ÉTALIENS
75002 PARIS CEDEX 02
C.O.F. 4207-23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Procès à Séoul

La « campagne de purification » qui a frappé (entre des « éléments corrompus » qui sont officiellement seuls poursuivis) des centaines de fonctionnaires, de membres du corps enseignant et de journalistes, simplement suspects de sympathie pour l'opposition, s'amplifie à Séoul. Les militaires sud-coréens, qui « administrent » la loi martiale, viennent, en effet, avec l'ouverture de ce procès contre M. Kim Dae-jung et vingt-trois autres personnalités, de franchir un nouveau pas sur une voie qui les éloigne manifestement de plus en plus de la démocratie.

Principale figure de l'opposition, tenu aujourd'hui pour l'instigateur des émeutes de Kwangju, qui, en mai, furent durement réprimées par l'armée, il risque la peine de mort. Tentant de dissocier une personnalité qui jouit, en particulier dans le sud du pays, d'un grand prestige, les autorités ont diffusé ces jours derniers un document faussant de nouveau d'« insinuation complaisante » des communistes du Nord.

Accusation grave dans une nation divisée depuis trente-deux ans et déchirée par une impitoyable guerre idéologique après avoir connu un cruel affrontement armé. On a peine à croire que ses adversaires eux-mêmes voient en M. Kim « un communiste dissimulé sous le masque du démocrate ». On comprend mal, dans une telle hypothèse, pourquoi le président Carter, lors de sa visite en Corée du Sud, en juin 1979, aurait demandé, d'ailleurs en vain, à rencontrer le chef de l'opposition, alors assigné à résidence. On comprendrait encore plus mal pour quelles raisons certains milieux d'affaires sud-coréens aient contribué à alimenter la cause du Neweast Parti démocratique, dirigé par M. Kim Dae-jung depuis sa libération en décembre.

En fait, le général Chun, homme fort du pays dont le rôle s'est encore renforcé depuis la répression des émeutes de Kwangju, souhaite écarter de sa route vers le pouvoir l'adversaire le plus dangereux de la dictature militaire. Certains responsables de l'application de la loi martiale, tel le général Lee Hui-sung, n'ont pas caché le peu de cas qu'ils faisaient du personnel politique civil appartenant au non à l'opposition.

Le Parlement demeure fermé. M. Kim Jong-pil, ancien dirigeant du parti gouvernemental, est sorti d'isolement d'une affaire de corruption. M. Kim Yong-sam, actif opposant, aujourd'hui assigné à résidence, vient de renoncer à toute activité politique « dans les conditions actuelles ». M. Kim Dae-jung, enfin, est menacé du sort que l'on sait : quels hommes, quelles forces pourraient porter ombrage à l'autocratie des militaires ?

Les « trois Kim » ne sont sans doute pas « toute la Corée », comme le dit le général Lee. Le tour pris par les événements n'en est pas moins inquiétant et préoccupe les amis les plus fidèles de Séoul, à commencer par le Japon et les États-Unis. Le département d'État n'avait-il pas ouvertement soutenu, en mai, la formation rapide d'un gouvernement civil ayant une large assise populaire ?

Les menaces qui pèsent sur M. Kim Dae-jung ont été jugées suffisamment sérieuses par le gouvernement américain pour qu'il intervienne en sa faveur auprès du général Chun. Mais ce dernier sait que la marge de manœuvre de Washington est limitée.

L'impératif de la sécurité nationale de la Corée du Sud qui définit depuis trente ans l'attitude des États-Unis à l'égard de leur allié reste déterminant dans la situation qui prévaut en Asie du Sud-Est. La condamnation à mort des accusés de Séoul dans un procès manifestement politique et « à l'orient » leur exécution n'en seraient pas moins fort embarrassantes pour Washington.

(Lire nos informations page 6.)

Le sénateur Kennedy a apporté un soutien sans enthousiasme à la candidature de M. Carter

M. Carter a été désigné dans la nuit du mercredi 13 au jeudi 14 août par la convention démocrate de New-York comme candidat de son parti à l'élection présidentielle de novembre. Les partisans du sénateur Kennedy ont maintenu leur opposition jusqu'à la dernière minute. M. Kennedy lui-même, dans une courte déclaration, ayant apporté un soutien sans enthousiasme à la réélection du président il est difficile de parler de réconciliation entre les deux camps.

M. Carter a fait circuler parmi les délégués un texte assez ambigu, qui, sans rejeter explicitement certaines des propositions de M. Kennedy, rappelle que la responsabilité principale, en matière de lutte contre le chômage par exemple, incombe au président et au congrès. Il a obtenu d'autre part que la convention rejette la résolution, présentée par les partisans du sénateur, hostile au déploiement des missiles mobiles MX. La convention devrait s'achever ce jeudi par les « discours d'acceptation » de M. Carter et Mondale.

De notre correspondante

New-York. — M. Carter est arrivé à New-York mercredi 13 août, pour accepter sa nomination comme candidat du parti démocrate à l'élection présidentielle. Encore sous le coup du discours prononcé mardi par le sénateur Kennedy et de l'accueil enthousiaste que lui ont réservé les délégués, la convention a attendu toute la journée la nouvelle que les deux adversaires allaient se rencontrer pour tenter d'aplanir leurs différends et parer, côte à côte, jeudi soir, sur le podium.

Mais les choses ne se sont pas tout à fait passées comme dans la tradition car, bien que M. Kennedy ait renoncé, dès lundi, à obtenir la nomination de son parti, ses partisans ont continué à voter pour lui. M. Carter, qui était resté, théoriquement, seul en lice, n'a ainsi obtenu sa nomination, mercredi soir, que par deux mille cent vingt-neuf voix contre mille cent quarante-sept à son adversaire. Par la suite, à la demande du sénateur Kennedy, transmise par la délégation de son État natal du Massachusetts, la nomination de M. Carter a été déclarée, à l'unanimité, « par acclamations ».

Le candidat présidentiel indépendant, M. Anderson, est arrivé, lui aussi, mercredi à New-York, visiblement pour commencer à gagner les voix des « kennedystes » qui refuseront de se rallier à M. Carter.

Les négociations sur le programme électoral se sont poursuivies entre les deux camps et les « cartéristes » ont obtenu un succès notable avec l'adoption de la motion en faveur de la construction des missiles MX à la quelle les « kennedystes » étaient opposés. Pour le reste, le président s'est efforcé de se montrer conciliant, mais la déclaration qu'il a publiée dans la soirée reste réservée sur plusieurs points : elle ne repose pas positivement le programme de création d'emplois de 12 milliards de dollars, demandé par M. Kennedy, mais souligne les efforts de son administration à déjà faits dans ce domaine et ajoute : « La responsabilité dans ce domaine incombe au président et au

Congrès. » Elle ne rejette pas non plus explicitement la subvention des avortements aux femmes pauvres par des fonds fédéraux, mais le président rappelle qu'il a lui-même été toujours opposé à ce principe.

Une clause, votée par les fédéralistes, demandant qu'aucun fonds fédéral ne soit versé aux candidats refusant de souscrire à l'ERA (amendement de la Constitution prévoyant l'égalité des hommes et des femmes devant la loi) embarrassa le président : huit des quinze États qui n'ont toujours pas ratifié l'ERA appartiennent au Sud et sont des États « cartéristiques ».

NICOLE BERNHEIM.

(Lire la suite page 3.)

La guerre civile au Salvador

L'ordre de grève générale est plus suivi dans les provinces que dans la capitale où l'armée est omniprésente

(Lire page 3 l'article de notre envoyé spécial Francis Pisani.)

Le pape chez les pauvres

par JACQUES MADAULE

Le voyage du pape au Brésil sera certainement un des temps forts de ce pontificat, que certains ont eu tort de juger trop vite. Il est facile, en effet, d'opposer le pape au Prophète, Jean-Paul II à Helder Camara. Mais, à chacun son rôle. Celui-ci, à l'origine, est sans doute, mais de gouverner une Église en marche dans un contexte particulièrement dangereux. Non seulement parce que la tension internationale est à son comble, mais parce que la situation économique du monde tout entier est extrêmement critique. Ceci, d'ailleurs, est étroitement lié à cela. En d'autres termes, nous sommes entrés dans une période de troubles, de changements profonds et radicaux, dont nul ne peut dire quand elle prendra fin et quand se consolidera un nouvel équilibre.

Tout cela concerne l'Église qui pègre en ce monde, même si elle n'est pas de ce monde pour les croyants. Un pape qui vient de Polésie est, sans doute, particulièrement attentif au conflit Est-Ouest, qu'il a vécu depuis plus de trente ans. On s'explique ainsi que le danger lui paraisse venir d'abord d'un pouvoir qui se proclame athée et qui se veut antireligieux quand il le peut. C'est pourquoi les multiples condamnations de la violence paraissent s'être surtout adressées, jusqu'ici, aux masses populaires, qui ont de trop bonnes raisons de ressentir l'injustice et de vouloir lutter contre elle par des soulèvements, au risque de mettre en péril le précaire équilibre des pouvoirs d'Occident, pour le plus grand avantage de la puissance orientale, que n'aurait plus qu'à recueillir cette maison offerte.

Mais j'ai l'impression que le pape brésilien a complètement changé ces perspectives. On a

vu s'affirmer et s'affirmer une pensée nouvelle, à mesure que s'en déroulaient les étapes. En apparence, le pape aurait dû se trouver confirmé dans sa position antérieure par les éléments conservateurs de l'Église brésilienne (ils ne manquent pas) et par la pression discrète du gouvernement dont on sait que la lutte contre la subversion communiste est un des principes essentiels. Mais qui veut trop prouver... Le pape a vu autre chose au Brésil que ce que certains voulaient bien lui montrer. Il a vu de près, il a senti ce que c'est qu'un grand pays dont on obtient le décollage économique selon les recettes « libérales » de l'école de Chicago.

Cela signifie, pour commencer (demain on ramera gratis !), une mise en œuvre des plus misérables, une situation proche de la famine, et permanente dans les régions les moins favorisées ; les favelas innombrables autour des grandes villes, le sacage de la grande forêt amazonienne et les dernières tribus indiennes massacrées ou étiolées. Voilà comment le monde occidental, livré à lui-même, traite l'homme, cet homme pour lequel Jean-Paul II ne cesse d'exiger le respect. J'ai l'impression que cet

ordre, qu'il lui paraissait si dangereux de troubler devant la menace de l'Est, lui est apparu au Brésil pour ce qu'il est vraiment : le pire des désordres établis, l'état le plus anti-évangélique qu'on puisse imaginer, où la force est mise systématiquement au service des privilégiés, où l'on n'hésite pas à user des pires violences (tortures en tout genre et « bataillon de la mort ») pour maintenir l'injustice à tout prix.

(Lire la suite page 2.)

«MARIE», D'ISAAC BABEL, A LA TÉLÉVISION

Un manifeste esthétique

Bernard Sobel, metteur en scène, a fait jouer « Marie » d'Isaac Babel pour la première fois en France, au Théâtre de Gennevilliers, en avril 1975.

Réalisateur de télévision, il a remonté complètement la pièce. Il a tourné dans le salon de la gare d'Orsay, dans ce décor lointain de tout naturalisme, il n'a pas filmé du théâtre, il a construit autre chose, un long métrage. Il a entraîné dans ses scénarios, ses

gros plans, ses détournements de l'espace et de la coulisse une équipe de comédiens — parmi lesquels François Simon, Philippe Clévenot, Denise Peron, Anne-Marie Philippe, Emmanuelle Stochl. Il leur a demandé de ne pas seulement interpréter des personnages mais de servir un manifeste, un manifeste esthétique.

Et, au creux de l'été, mercredi sur Antenne 2, le télé-spectateur s'est retrouvé dans la maison du général Moukouvine à Petrograd, en 1920, à attendre en vain le retour du front de Marie, la militante bolchevique, à assister aux intrigues sordides des léninistes de révolution. Le télé-spectateur a eu droit, en somme, à une excellente dramaturgie télévisuelle, à un film à part entière. Lisible, clair comme le cinématographe d'un Robert Bresson. Emouvant aussi.

MATHILDE LA BARDONNIE.
(Lire page 14.)

POINT

S.O.S. pour la forêt

Voici revenu comme chaque été le temps des épreuves pour la forêt méditerranéenne. Ce qui fait son charme cause aussi sa perte. Le soleil, le chapeau, les asséses corrélatrices, le vent qui agite les cimes et pousse les volières, l'ombre des sous-bois qui attire les promeneurs, tout est réuni pour que le feu démarre puis devore des collines entières. Il en est ainsi depuis des siècles. Phénomène nouveau toutefois et qui ne peut qu'accroître les risques : l'afflux d'un nombre toujours plus important de visiteurs et de campeurs parfois imprudents.

Les 50 000 hectares qui sont partis en fumée l'an dernier ont tout de même servi à quelques choses. Ils ont provoqué une bien tardive mais salutaire réflexion. Le rapport de la commission d'enquête parlementaire n'a menagé personne. Les protecteurs de l'environnement ont avancé leurs propres propositions. Le gouvernement s'est enfin décidé à « mettre la main à la pâte ». Le commandement de la lutte anti-feu, trop critiqué, a été revu et renforcé. Les collectivités locales ont acheté deux cents véhicules supplémentaires. Cent cinquante équipes de pompiers sont placées en alerte aux carrefours stratégiques où que les conditions météorologiques se gâtent. Quatre unités de forestiers sapeurs ont été créées. Les cartes ont été refaites et de nouveaux avions engagés dans la bataille. Voilà pour l'immédiat, et l'on sait qu'il n'y aura pas de miracle.

Pour prévenir à longue échéance le développement des incendies, on sait aussi ce qu'il convient de faire : débroussailler largement le long des routes et aux abords des habitations, installer de jeunes agriculteurs cultivant des bandes pare-feu, replanter avec de nouvelles essences moins combustibles, arroser les collines avec les eaux d'épuration des communes littorales.

Toutes ces actions sont programmées ou en cours d'expérimentation. Il faudra des années pour les développer et en toucher les dividendes. On ne bouscule pas la nature.

(Lire page 20.)

LE TAUX DE BASE DES BANQUES FRANÇAISES EST RAMENÉ DE 12,75 % A 12,25 %
(Lire page 20.)

LUNDI PROCHAIN

«Le Monde» commencera la publication de

«Said et moi»

un roman-reportage de Poirot-Delpech

Le Monde

ÉGLISE

Les derniers voyages de Jean-Paul II en Afrique et surtout au Brésil, marquent un « temps fort » de son pontificat, comme le note Jacques Madaule. Julia Juruna évoque le rôle particulier de l'Eglise brésilienne non seulement dans son pays, mais aussi en Afrique lusophone. A la lumière des écrits et de l'histoire du Père Dabosville, Jean-Marie Mayeur décrit l'itinéraire d'un religieux qui fut étroitement mêlé aux querelles de son temps.

Le pape chez les pauvres

(Suite de la première page.)

Cela n'est pas seulement vrai au Brésil, mais dans toute l'Amérique latine. A Porto-Alegre, le pape a reçu une députation de femmes argentines qui venaient lui dire comment, en dehors de toute légalité, elles avaient perdu, depuis des années, leurs pères, leurs maris, leurs frères ou leurs fils et ne savaient plus rien de leur sort. Peut-être, au Brésil, en dépit de son écrasante mission, a-t-il mieux entendu les nouvelles du San-Salvador où, à tort ou à raison, les hommes et les femmes tombent par centaines chaque mois, ou celles du Guatemala, où les choses vont tout aussi mal. Cette violence, qu'il condamne si justement, elle ne vient pas d'un seul côté. Il se peut que le problème essentiel, en cette fin du vingtième siècle, ne soit pas la rivalité de l'Est et de l'Ouest, mais la conflictualité entre l'opulence des uns et la misère des autres.

Tout alors change brusquement de mesure. Nous nous trouvons devant l'urgence d'une formidable révolution qui intéresse la planète tout entière. Le Tiers est devenu trop petit et trop peuplé pour que les hommes continuent de s'y disputer comme des scorpions au fond d'un bocal. Les éreintants voyages qu'il entreprend sont certainement, pour le pape, l'occasion de prendre l'exacte mesure d'un monde où il n'est pas vrai que la véritable opposition soit entre l'Est et l'Ouest, entre des régimes qui se réclament du marxisme et ceux qui se réclament du libéralisme (dans tous les sens du terme). Ils tendent, au fond, à se ressembler de plus en plus. Si, de part et d'autre du rideau de fer, ce ne sont pas les mêmes injustices, il y en a autant des deux côtés. On n'a que l'embarras de choisir entre la peste et le choléra. Les uns ont, pour le moment, perdu les pédales et ne savent plus comment maîtriser les flux monétaires qu'ils ont lâchés dans le monde au seul profit de leur intérêt particulier. Mais les autres ne sont pas mieux lotis avec leurs pénuries permanentes et une économie ruinée par le surarmement.

Si c'est cela que les uns et les autres ont à proposer aux peuples qui souffrent, il n'y a aucun espoir pour le monde. Voilà ce que j'imagine que le pape Jean-Paul II a compris au Zaïre, qu'il avait visité avant de venir en France. Le monde actuel ne se laisse pas enfermer dans une querelle qui date du siècle dernier et qui ne sert plus, aujourd'hui, qu'à pourvoir d'étriquettes une de ces vieilles rivalités de puissances comme l'humanité n'en a que trop connues au cours de son histoire.

Je crois que le pape Jean-Paul II, après le Brésil, ne s'y enfoncera plus. Mais ce n'est pas à lui de nous dire la route à suivre. Et nous proposons un idéal : celui de l'évangile. A nous de découvrir par nous-mêmes, avec notre imagination et notre intelligence, cette voie périlleuse et malaisée.

JACQUES MADAULE.

Du Brésil à l'Afrique

par JULIA JURUNA (*)

La visite du pape au Brésil doit être rapprochée de son voyage en Afrique, quelques semaines auparavant, et du détour qu'il a amené à éviter les deux régions qui, jusqu'à une date récente, constituaient les deux plus solides bastions du catholicisme en Afrique : l'Angola et le Mozambique.

La rapide érosion de l'empire colonial portugais a fait beaucoup de perdants, dont le moindre ne fut pas l'Eglise catholique. Voilà cinq siècles que le Vatican déployait un travail d'évangélisation ardu et incessant dans ces régions, occupées par les Portugais dans la foulée de la Reconquête et depuis lors colonisées par un pouvoir politique étroitement imbriqué à l'Eglise. De fait, le salazarisme perpétuait une conception archéo-imperialiste du rôle de la religion, qui tranchait nettement avec l'idéologie impérialiste laïque et « civilisatrice » des autres puissances coloniales au cours du dix-neuvième siècle.

Pour les autorités portugaises, la « civilisation » consistait tout d'abord à imposer le catholicisme à un Angola ou à un habitant du Mozambique n'était considéré comme « civilisé » que lorsqu'il était reconnu comme catholique. Cette pratique n'a d'ailleurs pas manqué de susciter des conflits avec les missionnaires protestants implantés en Afrique australe. La décolonisation de 1974 a réduit en miettes le mythe de l'adaptation des Portugais aux tropiques, idéologie formulée par

l'écritain brésilien Gilberto Freyre, mais elle disloqua aussi les bases du catholicisme en Afrique.

Mieux avisée que beaucoup de chancelleries occidentales, les diplomates du Vatican avaient pris un certain nombre d'initiatives. Dès 1962 le pape Paul VI recevait, au grand dam du gouvernement portugais, les leaders du P.A.I.G.C. (Guinée-Bissau et Cap-Vert), du FRELIMO (Mozambique) et du M.P.L.A. (Angola). Cet événement aurait pu constituer une étape décisive pour l'avenir de l'Eglise sur les terres africaines, et même pour l'évolution de la politique coloniale de Lisbonne. C'était oublier le conservatisme de la hiérarchie catholique portugaise, qui s'associa à la police salazariste pour dissuader l'opinion de la métropole et des colonies la portée de ce geste symbolique.

L'indépendance des pays lusophones, suivie de l'exode des colons et du clergé, annula le geste d'une pratique politique religieuse inspirée de l'esprit de croisade. Privée désormais de l'appui des colons, confrontée à des Etats qui menaient une politique résolue d'africanisation et de laïcisation, l'Eglise catholique en Angola et au Mozambique est désarticulée au moment où l'on assistait à une renaissance islamique au nord et à l'est du continent et à un renouveau d'activités des missions protestantes en Afrique australe.

La trame

Cependant, les Africains — enchaînés et transportés outre-Atlantique au cours de trois siècles de colonisation portugaise — avaient enraciné au sein de la religion populaire une pratique rituelle irréductible à toute entreprise d'assimilation : la transe. Cette pratique — partie intégrante des cultes afro-brésiliens — constitue un horizon indépassable pour les autres religions, chrétiennes ou non chrétiennes, pratiquées au Brésil. Mais quatre siècles de cohabitation conflictuelle avec des rites animistes et des formes diffuses de religions, ont donné au clergé brésilien une expérience considérable dans ce domaine.

C'est pourquoi des évêques et des missionnaires brésiliens entretiennent des relations régulières avec le clergé de plusieurs pays d'Afrique noire. De même, au Vatican, la Congrégation pour l'évangélisation des peuples, qui porte une attention particulière aux missions catholiques en Afrique, est actuellement dirigée par un prêtre brésilien, Mgr Agnelo Rossi, ancien archevêque de São Paulo.

Le catholicisme ne pourra renaitre en Afrique lusophone que s'il y trouve de nouvelles bases sociales et culturelles : c'est là un terrain de mission tout désigné pour le clergé brésilien. Déjà, des fouilles brésiliennes occupent les écrans de télévision et les cinémas angolais. Demain, peut-être, des prêtres brésiliens rempliront à nouveau les églises séculaires édifiées en Afrique par les Portugais.

Cette dimension culturelle est une première caractéristique de l'Eglise brésilienne. Une seconde caractéristique est fournie par l'expérience sociale dans laquelle les laïcs et le clergé catholique brésilien sont actuellement engagés.

La société brésilienne n'a jamais été traversée par des mouvements importants de déchristianisation. Elle est, au contraire, marquée par un fort prosélytisme religieux. Issus d'un processus d'industrialisation qui ne fut pas accompagné d'une révolution industrielle, la bourgeoisie n'a pas réussi à se libérer de la tutelle idéologique des classes dominantes traditionnelles. D'autre part, le prolétariat engendré par cette forme d'industrialisation est trop hétérogène et de constitution trop défectueuse pour pouvoir donner naissance à une vraie culture prolétaire. Ajoutons à cela que les disparités régionales et les inégalités sociales ont provoqué un véritable effacement des services publics d'assistance, laissant les pauvres largement dépendants des services offerts par les institutions religieuses.

L'Eglise, qui a perdu au dix-neuvième siècle son emprise sur le prolétariat des pays développés, est-elle en mesure de s'associer au prolétariat et aux pauvres de la périphérie du système capitaliste, au Brésil notamment ? C'est là un des enjeux majeurs du catholicisme en Amérique latine.

Constatons tout d'abord que le catholicisme et le mouvement social brésilien ont souvent évolué à l'extérieur de camps opposés. Au côté des planteurs et de l'Etat, la hiérarchie catholique a participé à la cession de l'esclavage jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle. Elle cautionna la dictature de Vargas pendant la seconde guerre mondiale et garda une position ambiguë aux débuts de l'actuel régime militaire.

Depuis lors, la situation politique s'est considérablement modifiée. Les nuances qui séparent le régime brésilien des autres dictatures militaires du sud du continent sont importantes, décisives, mesurables : deux cent mille Argentins, Uruguayens, Chiliens sont venus trouver refuge au Brésil dernièrement. Le recul de

(*) Journaliste et historienne brésilienne.

l'autoritarisme a été amorcé en 1974, lorsque l'électorat populaire et démocratique infligea une retentissante défaite au régime militaire. En même temps, grâce à la lutte douloureuse de milliers de militants ouvriers, paysans, étudiants, de membres des professions libérales, mais aussi, hors des références, de démocrates plongés dans la politique politiquement, la société civile s'organisa. L'Eglise a suivi puis rejoint ce mouvement, lui donnant dès lors une portée beaucoup plus considérable. Afronchi de la tutelle des classes dominantes, le clergé est devenu, lui aussi, la cible de la répression et des attaques du régime. Mais l'Eglise catholique brésilienne demeure une institution puissante et fière de l'être, ce qui n'est certainement pas pour déplaire à l'ancien évêque de Cracovie.

Des zones d'ombre subsistent. Dans une déclaration récente, le Père Leonardo Boff, un des théologiens brésiliens les plus connus, affirmait : « Je crois qu'après la visite du pape il devient clair que l'Eglise peut supporter d'être déifiée par les puissants, mais qu'il lui est intolérable d'être méprisée par les pauvres ». Pourtant, le procès visant le Père Boff, en raison de ses écrits sur la théologie de la libération, suit toujours son cours au Vatican.

D'autre part, de petites différences apparaissent entre les propos de Jean-Paul II et ceux des évêques. Parlant à l'épiscopat, le pape déclarait : « En servant la cause de la justice, l'Eglise ne prétend pas provoquer ou approfondir les divisions, ni exaspérer et dynamiser les conflits. Au contraire, avec la force de l'Evangile, l'Eglise aide [chacun] à voir et respecter en tout homme un frère, elle invite au dialogue les individus, les groupes et les peuples, elle veut la justice soit sauvegardée et que l'unité soit préservée. Dans certaines circonstances, elle peut même servir de médiateur. » Presque simultanément, Mgr Claudio Hummes, évêque de São-Bernardo, ville-frontière du mouvement ouvrier, qui a failli être jugé au titre de la loi sur la sécurité nationale lors des graves du mois d'avril, disait à des journalistes : « Jésus-Christ n'est pas venu pour accepter la justice et l'injustice. Il a été très clair : il y a le côté de la justice et celui de l'injustice, le côté de la vérité et celui du mensonge, le côté de la liberté et celui de l'oppression. »

S'il y a un conflit, l'Eglise ne doit pas essayer de concilier les choses. Le Christ est allé jusqu'à approfondir le conflit, c'est pour cette raison qu'il est mort. »

La rencontre entre le mouvement social et l'Eglise a demandé beaucoup de temps. Elle constitue, aujourd'hui, un élément décisif pour l'évolution de la société brésilienne. Encore faudrait-il que cette alliance ne se polarise pas sur des conceptions eschatologiques de la pratique politique, présentes dans certaines conceptions religieuses, mais aussi dans certaines courants du matérialisme historique. Autrement dit, les pauvres brésiliens sont certainement sensibles aux paroles de Messie, mais ils n'ont nul besoin de messianisme.

Le Père Dabosville ou la fidélité difficile

par JEAN-MARIE MAYEUR

Sous le titre *Foi et culture dans l'Eglise d'aujourd'hui* (1), un certain nombre de ses amis évoquent le Père Dabosville, ce prêtre de l'Oratoire qui fut, de 1946 à 1983, aumônier de la Paroisse universitaire. Ce livre est indispensable à la compréhension du catholicisme français contemporain, de l'avant-guerre à la crise post-conciliaire.

On retrouvera, groupés par thèmes, un certain nombre de textes de P. Dabosville, dispersés dans diverses revues. Plusieurs furent alors publiés à titre anonyme : ainsi tel article sur l'école libre dans la *Quinzaine* en 1951, tel autre sur politique et religion dans le *Monde* en 1956. A travers ces textes, comme au long des diverses études qui lui sont consacrées, transparaît, selon le mot d'Edmond Hone, une persona-

lité « rare et difficile », un prêtre qui voulait être un homme libre dans l'obéissance à l'Eglise. Né en 1907, fils d'un cadre de l'industrie qui fut animateur de patronage et fondateur du syndicat chrétien dans la Manche, P. Dabosville fut au séminaire de Coutances l'élève du Père Paris, prêtre de Saint-Sulpice, l'un des artisans du renouveau liturgique, qui devint, en 1929, aumônier de l'Union des catholiques de l'enseignement public, la Paroisse universitaire.

Lecteur de Maurice Blondel et du Père Laberthonnière, le jeune prêtre entra, en 1934, dans la congrégation de l'Oratoire. Professeur au collège Saint-Martin de Pontoise jusqu'en 1946, il succède alors à un autre oratorien à l'aumônerie de la Paroisse universitaire.

Le souci de libre recherche intellectuelle

La volonté de liberté dans l'Eglise et dans l'Université, de fidélité à la fois à l'Etat et à l'Eglise, fait l'originalité, mais aussi la difficulté de la tâche de la Paroisse universitaire. Les tenants d'une laïcité étroite et sectaire voient en elle quelque chose de Troie cléricale ; les partisans de l'école libre souhaitent au contraire que le savoir de la hiérarchie n'aille pas à des chrétiens qui légitiment l'école publique, à l'encontre de la doctrine traditionnelle de l'Eglise. En outre, le souci de libre recherche intellectuelle de la Paroisse universitaire suscite maintes suspensions dans ces dernières années du pontificat de Pie XII, quand l'atmosphère s'assourdit à Rome et que les indignités se retrouvent du côté. Dans ce climat, la tenue à Rome, en mars 1951, des « Journées universitaires » revêt une

importance exceptionnelle. André Laberthonnière, aux meilleures sources la genèse de cette manifestation, qui vit plus de deux mille sept cents enseignants des trois degrés de l'enseignement public recevoir les encouragements de Pie XII.

Lorsque la question scolaire revient au premier plan de l'actualité, au début de la V^e République, le P. Dabosville propose, dans le *Monde* du 19 juillet 1959, une solution concrète. Refusant le dualisme et un « pluralisme scolaire absolu », il envisage que l'Etat subventionne les établissements privés utiles à l'intérêt général, selon un système de contrats. Soucieux de permettre, au sein de l'école publique, une éducation chrétienne, il propose un véritable statut de l'aumônerie.

Les prêtres au travail

Ces prises de position ne valurent pas que des sympathies au Père Dabosville dans le monde catholique. Ses attitudes sur l'école, comme, en 1954, sur le problème des prêtres au travail, accumulèrent rancœurs et malentendus. Mais, comme le montre Pierre Marthelat, alors président de la Paroisse universitaire, la raison fondamentale du départ du Père Dabosville de l'aumônerie fut la volonté de la hiérarchie de modifier le style de la Paroisse universitaire, en substituant à ce livre rassemblement de chrétiens de l'enseignement public une fédération de mouvements spécialisés, comme les équipes enseignantes du premier degré, plus proches du modèle de

l'Action catholique. Par-delà ses péripéties, cette crise annonce d'autres conflits. Elle éclaire aussi les mécanismes de pouvoir et de gouvernement dans l'Eglise de France au début des années 60.

Démissionnaire le 7 mars 1963 de sa fonction d'aumônier, le Père Dabosville devint directeur du collège Saint-Martin de Pontoise. Il s'efforçait dans une fidélité obéissante, celle même à laquelle il invitait au printemps de 1964 lors de la condamnation de l'expérience des prêtres ouvriers. « La fidélité, avait-il, alors écrit, ne compromet pas l'honneur d'un homme libre. » Cette fidélité difficile dans l'Eglise refuse la contestation de l'instinct, mais elle n'est pas pour autant passivité. Elle est à ses yeux invitée à une réflexion, inventive.

Aussi bien refuse-t-il ce fléau de l'anti-intellectualisme qui fut et peut-être, demain, un des traits du catholicisme français contemporain. Il affirme, d'un même mouvement, le primat de l'intériorité et les exigences de l'engagement. On comprend alors qu'il ait été si proche, bien plus peut-être qu'on ne pouvait le deviner, des prêtres ouvriers et de la Mission de Paris, qu'il ait contribué, Michel Meslin le rappelle, aux choix de la Paroisse universitaire lors du conflit algérien. On comprend aussi que, lors des dernières années de sa vie (il disparaît en 1976), il ait joué un rôle considérable au sein de l'Amitié judéo-chrétienne.

La crise que connaît l'Eglise dans les années qui suivirent le concile ne le surprit pas vraiment. Le prêtre de l'Oratoire qui, en évoquant l'héritage du Père Paris, affirmait en 1946 : « La seule inquiétude qui soit valable, c'est la courageuse recherche de la vérité », ne cessait d'appeler à une libre réflexion dans la foi et la fidélité. Par là, ce livre de et sur Pierre Dabosville, prêtre de l'Oratoire, n'est pas seulement un rapport à l'histoire, il est aussi témoignage pour notre temps.

(1) Pierre Dabosville, prêtre de l'Oratoire, *Foi et culture dans l'Eglise d'aujourd'hui*, Fayard-Masson, 560 pages.

Vous vous destinez à la gestion des entreprises :

Choisissez !

Il y a ceux qui passent leur temps sur plusieurs années. Ceux qui vous entraînent à quelques semaines dans le même auditoire. Ceux qui cultivent le fibre théorique et ne touchent à la réalité qu'avec des plumes. Ceux qui donnent le leur, mais ne savent pas le faire. Ceux qui parlent de l'entreprise avec un grand E, mais jamais de la vie quotidienne des entreprises. Ceux qui...

Et puis, il y a *l'Administration de l'Entreprise*. Il est destiné aux gens comme vous, disposant d'un solide bagage de connaissances. En 9 mois d'études intensives, il vous apportera ce qui vous manque pour aborder ou poursuivre avec succès votre carrière de manager : la dimension pratique ou, si vous préférez, les clés de la vie réelle d'entreprise. Vous y gagnerez d'être véritablement opérationnel ! *l'Administration de l'Entreprise* ne ressemble pas aux études classiques. Court, concret, polyvalent, il vise la plus grande efficacité. C'est pourquoi il est animé exclusivement par des praticiens, tous cadres, conseils ou dirigeants d'entreprises. On y parle ressources humaines, secrétariat général, finances, production, marketing, politique générale *uniquement à l'aide de cas réels*. On y travaille beaucoup, en petit groupe, dans une atmosphère d'entreprise et un climat international. Enfin, on y pratique un contrôle continu et systématique des connaissances et performances. A la clé : un diplôme de gestion déjà porté par plus d'un million de "managers ECI" dans 67 pays du globe !

La prochaine session débute en octobre 1980 et s'achève en juin 1981. Le coût total du programme est de FS 18'500.-. Il y a 30 places disponibles. Pour ne pas manquer le vôtre, répondez sans tarder le coupon ci-dessous. Vous recevrez gratuitement une documentation complète et un dossier d'admission, sans aucun engagement de votre part.

Ecole de Cadres de Lausanne

Centre international de formation et perfectionnement en administration d'entreprises
Rue du Buguey 4, CH-1005 Lausanne (Suisse), tél. 021/22 15 11

Au Secrétariat de l'Ecole de Cadres de Lausanne (adresse ci-dessus)
Faites-moi parvenir sans engagement une documentation complète sur le programme "Administration de l'Entreprise" 80/81.

مكتبة الأمل

AMÉRIQUES

UN SOUTIEN
SANS ENTHOUSIASME
A LA CANDIDATURE
DE M. CARTER

(Suite de la première page.)

La déclaration du président coïncide avec plusieurs paragraphes sur la politique étrangère des Etats-Unis, elle réaffirme notamment leur refus de reconnaître l'Organisation de libération de la Palestine jusqu'à ce que celle-ci admette le droit à l'existence d'Israël, et rappelle que « Jérusalem doit rester unifiée avec le libre accès aux lieux saints pour toutes les confessions ».

Les « kennedyistes » n'ont pas caché leur déception devant les réticences du président, et certains délégués ont menacé une nouvelle fois de ne pas lui donner leurs voix en novembre. L'atmosphère s'est un peu rafraîchie lorsque le gouverneur de Californie, M. Jerry Brown, a apporté son soutien au président Carter.

La nomination du président Carter, entouré de sa femme et de deux de ses enfants, a donné lieu à une manifestation d'enthousiasme de ses partisans, avec lâcher de ballons verts et vociférations diverses, parmi lesquelles ont retenti « Nous voulons Teddy ! ». Les appels à l'unité devant la menace républicaine lancée au podium n'ont convaincu personne.

Après l'annonce de la victoire de M. Carter, M. Kennedy a publié une courte déclaration indiquant séchement qu'il soutiendrait la candidature du président pour battre M. Reagan : « J'approuve le programme du parti démocrate. Je soutiens le président Carter et je travaillerai pour sa réélection », a simplement déclaré le sénateur.

NICOLE BERNHEIM.

A travers
le monde

Canada

LA COTE DE POPULARITE DU GOUVERNEMENT TRUDEAU s'est accrue depuis son sondage Gallup réalisé en juillet et dont les conclusions ont été rendues publiques mercredi 13 août à Montréal. En juillet, 43 % des Canadiens approuvaient la manière dont l'équipe libérale de M. Pierre Trudeau gouverne le pays au lieu de 37 % en mai. — (A.F.P.)

Egypte

DANS UN MESSAGE adressé le mercredi 13 août au conseil de sécurité des Nations unies, relatif à la tension avec la Libye, l'Egypte a affirmé qu'elle « a entièrement le droit de recourir à toute mesure préventive pour assurer la défense de son territoire ». L'état d'urgence, rappelé-on au Caire, a été proclamé dans la zone frontalière le 16 juin, à la suite de la « menace lancée par le colonel Kadhafi contre les forces armées égyptiennes ». — (A.F.P.)

Seychelles

LE GOUVERNEMENT en vigueur aux Seychelles depuis novembre 1979 a été levé, a annoncé mercredi 13 août, l'agence de presse locale. L'interdiction faite aux navires de se présenter dans les eaux territoriales entre 19 heures et 5 heures est maintenue. Ces mesures de sécurité avaient été adoptées après que le président France Albert René ait dénoncé l'existence d'un « complot ». — (A.F.P.)

Tchad

M. HISSANE HABRE, chef des Forces armées du Nord (FAN), a accusé lundi 11 août, à N'Djamena, la France et la Libye de « s'entendre pour se partager le Tchad ». M. Habré, qui s'adressait à des musulmans réunis à la grande mosquée de la capitale pour la prière de la fin du Ramadan, a expliqué que « l'entente » pour prendre, chacune, « un morceau du Tchad ». D'autre part, M. Aboubakar Abdel Rahmane, chef du Mouvement populaire pour la libération du Tchad (M.P.L.T.), a démissionné lundi de la présidence de ce mouvement à la suite de « graves difficultés internes ». Il avait été arrêté par ses propres hommes fin juillet, sur les rives du fleuve Chari, alors qu'il tentait de gagner le Cameroun en emportant, selon ceux qui l'avaient arrêté, une « importante somme d'argent » appartenant à son mouvement. — (A.F.P.)

Etats-Unis

La métamorphose

L'homme qui vient d'être désigné par la convention démocrate au Madison Square Garden de New-York ne ressemble guère au candidat à l'éternel sourire, aux accents bucoliques et pacifistes intronisé par son parti, en juillet 1978. Physiquement d'abord, M. Carter a changé. La pratique assidue de la course à pied (un sport solitaire, comme l'autre « hobby » du président, la pêche) a encore aminci sa silhouette, mais son visage s'est creusé de rides profondes et a perdu cet air jovial qui gardait souvent très tard les Américains. A cinquante-cinq ans, M. Carter paraît désormais son âge.

La souris est moins fréquent. Le ton est plus présidentiel, et une certaine pompe a été réintroduite à la Maison Blanche. Les innovations à caractère populiste, illustrant le projet d'une présidence « plus simple et plus ouverte », ont été oubliées. Depuis presque un an, les émissions de radio au cours desquelles tout auditeur pouvait interroger le président, et l'interpellation, selon le vœu de ce dernier, par son prénom, ont cessé, tout comme ces « sorties chez les gens », des gens modestes chez lesquels le président dinait et passait la nuit.

La crise iranienne et l'invasion soviétique de l'Afghanistan ont incrusté dans le tournant du quadriennat, marquant la fin de l'« innocence » de M. Carter en matière de politique étrangère. Mais ce changement d'attitude avait été préfiguré par la crise de l'été 1979 provoquée par le président lui-même qui, après s'être retiré à Camp David pour méditer et recevoir les conseils d'innombrables personnalités du monde politique, syndical et même religieux, avait demandé la démission en bloc de ses ministres. L'événement était sans précédent dans l'histoire américaine, et d'ailleurs peu conforme à l'esprit de la Constitution qui ne connaît pas la notion de responsabilité collective du cabinet. Il témoignait des doutes, largement partagés par l'opinion, de M. Carter sur l'efficacité du travail de son administration.

Des inquiétudes intimes

Le président a exprimé, pendant ces quelques jours de juillet 1979 où il semblait tout remettre en cause, des inquiétudes plus intimes sur sa capacité à diriger le pays. Il s'était senti « mal à l'aise » au sommet économique de Tokyo, en voyant autour de lui « tous ces

hommes plus compétents que moi, me regardant comme le chef du monde libre, alors que je ne suis qu'un homme ». L'Amérique lui paraissait ingouvernable, l'exemple le plus frappant — et le plus humiliant pour lui — étant le refus du Congrès, malgré ses appels pressants, d'accepter les nouvelles réalités et d'adopter une politique énergique et réaliste. En même temps, M. Carter s'inquiétait du « déclin moral » du pays, marqué par le manque de respect croissant envers les institutions et par la désintégration des valeurs familiales.

M. Carter avait connu une crise personnelle semblable en 1968 après avoir pas réussi à se faire élire gouverneur de Géorgie. Désemparé, prêt à abandonner toute carrière politique, il avait trouvé réconfort et consolation dans la religion, se découvrant une « relation personnelle avec le Christ ».

Dans l'appel solennel qu'il a lancé au peuple américain à l'issue de ses méditations de juillet 1979, M. Carter reconnaissait que « pour la première fois dans l'histoire de notre pays, une majorité du peuple pense que les cinq années écoulées ont été une déception, la stagnation et la dérive » de l'Amérique. Il précisait des mesures pour diminuer la dépendance à l'égard du pétrole étranger, mais remarquait aussi tout ce que cette incapacité à résoudre un grave problème énergétique témoignait d'une crise plus profonde et plus grave, « une crise de confiance, qui frappe au cœur même, à l'âme et à l'esprit de notre volonté nationale ».

LES HOMOSEXUELS
POUR M. KENNEDY

(De notre correspondant.)

New-York. — Les discussions qui ont précédé la convention démocrate pour la mise au point du programme électoral du parti fournissent des occasions inappréciables à certaines minorités de se faire entendre. Le « caucus » homosexuel est l'un des plus actifs, tenant conférence de presse pour conférer de presse pour faire connaître son candidat à la vice-présidence : M. Melvin Boozer, âgé de trente-cinq ans, professeur de sociologie à l'université du Maryland, et l'un des dirigeants les plus connus de l'« activistes » gay » à Washington. Le mouvement compte soixante-dix-sept délégués et suppléants à la convention, alors qu'il n'en avait que quatre à la convention de 1976. Mais il lui faut réunir trois cent trente-trois signatures pour être autorisé à inscrire officiellement son poulain parmi les candidats à la vice-présidence.

Les « gays » de la convention, parmi lesquels un certain nombre de Noirs, sont presque tous « kennedyistes » : ils estiment que M. Carter, s'il n'a jamais osé condamner le mouvement, lui est personnellement hostile. Ils assurent que la discrimination contre les homosexuels s'est aggravée dans l'armée et aussi dans les lois qui régissent l'immigration. Mais ils sont satisfaits que la charte du parti condamne toute discrimination d'ordre sexuel dans l'attribution des responsabilités.

Il n'est guère d'illusions sur les chances de M. Boozer, mais se réjouissent d'être sollicités à l'exception de l'exception. Au milieu du tou-tou-tou qui a entouré, mardi 13 août, le vote des diverses motions du programme, on pouvait voir une pancarte fièrement déployée au-dessus des têtes. Brandie par Mme Gwynn Craig, déléguée de Californie, elle portait les mots : « Féministe noire et lesbienne ».

N. B.

Un bilan décevant

M. Carter ne peut plus, comme en 1976, partir en guerre contre Washington au nom du pays profond. Il est obligé de présenter un bilan. Il est décevant à bien des égards. L'inflation, qui était de 6 % lors de son entrée à la Maison Blanche, atteint 12 %. La chômage, qui était de 8 %, a un taux plus élevé, et à propos duquel M. Carter avait multiplié les attaques contre l'administration Ford, reste approximativement au même niveau et pourrait même atteindre 9 % l'an prochain.

M. Carter avait promis d'obtenir progressivement un budget en équi-

libra. Cet ambitieux projet a été mis en sommeil avec le départ de celui qui devait en être le principal artisan, M. Bart Lance, contraint de donner sa démission en septembre 1977 en raison de ses activités bancaires litigieuses. Le déficit du budget de 1980 pourrait atteindre 80 milliards de dollars, à cause du manque à gagner fiscal provoqué par la récession. Les constructeurs d'automobiles ont perdu 30 % de véhicules au moins depuis le début de l'année que pendant la période correspondante de 1979, et les grandes firmes de Detroit ont annoncé en juillet des pertes sans précédent.

Sur le plan social, le système fédéral de retraite obligatoire (qui représente une garantie minimum pour les personnes âgées) pourrait être en faillite dès 1981. Quant au plan national d'assurance-santé, qui figurait dans le programme démocrate de 1978, et que le sénateur Kennedy continue à prôner, il a été discrètement abandonné en mars 1979.

A l'extérieur, la campagne en faveur des droits de l'homme a été mise en veilleuse. Le seul succès important dont puisse se prévaloir M. Carter est la signature du traité de paix entre Israël et l'Egypte, ce qui explique l'ardeur avec laquelle le président a poussé à la reprise des négociations sur l'autonomie palestinienne pour donner au moins l'impression, jusqu'au 4 novembre, que l'esprit de Camp David n'est pas mort.

Lein de Plains

N'est pas jusqu'à la « mystique de Plains », du nom du petit bourg d'où est issu M. Carter, qui n'ait souffert ces derniers mois, notamment en raison de l'affaire de la « Libyan connection ». Les origines terribles de M. Carter, qui avaient joué un si grand rôle dans la formation de son « image » de candidat en 1976, sont oubliées. Les descriptions de son enfance spartiate, des travaux agricoles, des jeux avec les camarades noirs de son âge (mais qui n'allaient ni à la même école ni à la même église que lui), puis de ses études à l'Académie navale d'Annapolis et de sa rencontre avec l'amiral Rickover, le père « des sous-marins nucléaires américains, avaient rempli les journaux il y a quatre ans. Aujourd'hui il ne reste qu'un président sortant, usé par le pouvoir, sans l'avis vraiment exercé, qui a dû mal à s'imposer à son propre parti et qui n'a pas répondu aux espoirs qu'il avait suscités.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Guatemala

DEVANT LE GROUPE DE L'ONU SUR L'ESCLAVAGE

Un rapport dénonce l'exploitation
des paysans indiens

De notre correspondante

Genève. — Le groupe de travail des Nations unies sur l'esclavage réuni au Palais des Nations à la commission d'enquête des Nations unies sur l'esclavage, a pris connaissance d'un rapport alarmant de la Société anti-esclavagiste de Londres sur la condition de servage des paysans guatémaltèques d'origine indienne.

Bien que le gouvernement du Guatemala ait ratifié la convention n° 110 de l'Organisation internationale du travail sur les conditions de travail des travailleurs migrants, que « nombre de ces dispositions sont violées par les pratiques de recrutement et d'emploi en usage dans les plantations guatémaltèques », de café, de coton et de canne à sucre. Le massacre de Panzós, en mai 1978, fit plus d'une centaine de morts parmi les Indiens K'iche', au cours d'une manifestation pacifique contre l'exploitation de leurs terres par des exploitants étrangers. Ce n'est qu'un exemple d'une situation où les normes humanitaires sont constamment violées.

Depuis quelques années, la population indienne de l'Altiplano (Hauts-Terres) est placée sous contrôle militaire ; à partir de 1975, année où la guérilla a repris, elle a subi une répression très sévère. Les magnats du café et les éleveurs de bétail ont tiré profit de la présence de l'armée pour évincer les petits paysans des lopins cultivés par ces derniers en bordure des plantations. Malgré la répression, les paysans ont réussi à s'organiser au cours des deux dernières années. En janvier 1980, une délégation de paysans du Quiché a remis au Congrès national une déclaration exprimant leur « volonté de défendre leur vie, leur terre et leurs coutumes ». Les doléances des paysans sont nombreuses : outre les menaces de mort, les disparitions et les assassinats dont ils sont victimes, ils dénoncent les méthodes brutales qu'utilise l'armée pour recruter de jeunes indiens.

En conclusion de son rapport, la Société anti-esclavagiste demande que l'ONU désigne d'urgence une commission d'enquête sur « les violations massives, flagrantes et graves des droits de l'homme au Guatemala ».

ISABELLE VICHNIAC.

El Salvador

L'APPEL DU FRONT DÉMOCRATIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

Le mouvement de grève est plus suivi en province
que dans la capitale où l'armée est omniprésente

De notre envoyé spécial

San-Salvador. — Le premier jour de la grève générale convoquée par le Front démocratique révolutionnaire pour les 13, 14 et 15 août, se solda par une victoire psychologique pour la démocratie chrétienne et les militaires. Dans un discours télévisé prononcé à 20 h. 30, M. Napoléon Duarte, membre de la junte, a pu parler de « rétinisme populaire » en faveur des autorités. Selon celui-ci, la vie au Salvador a été, mercredi, pratiquement normale : 100 % de présence dans les usines, commerces, banques, transports publics à peine réduits.

San-Salvador. — Le premier jour de la grève générale convoquée par le Front démocratique révolutionnaire pour les 13, 14 et 15 août, se solda par une victoire psychologique pour la démocratie chrétienne et les militaires. Dans un discours télévisé prononcé à 20 h. 30, M. Napoléon Duarte, membre de la junte, a pu parler de « rétinisme populaire » en faveur des autorités. Selon celui-ci, la vie au Salvador a été, mercredi, pratiquement normale : 100 % de présence dans les usines, commerces, banques, transports publics à peine réduits.



(Dessin de FLANTU.)

et incidents habituels. Les forces armées ont annoncé que treize-cinq généraux avaient été tués dans la journée, ce qui correspond à une moyenne devenue quotidienne.

Il est de bonne guerre pour le gouvernement de crier victoire, puisque l'opposition n'a pu faire une démonstration préemptive de sa force ni sur le plan politique ni sur le plan militaire. Mais la réalité est plus complexe. Les commerces de la capitale et de ses environs (y compris les marchés) étaient ouverts, mais les clients étaient rares. Les autobus semblaient avoir effectué leur service à 50 %. Les usines étaient ouvertes, mais, outre le personnel administratif et l'encadrement, elles étaient presque vides, une très grande proportion d'ou-

viens ne s'étant par rendus au travail. La grève a été plus largement suivie en province, où trois villages ont été privés d'électricité et où les transports interurbains ont été le plus souvent interrompus.

Sur le plan militaire, le bilan est également maigre pour les révolutionnaires. Six bombes ont explosé dans la nuit de mardi à mercredi. Elles escamotées ont été recensées dans la capitale au cours desquelles les forces de l'ordre n'ont eu aucune victime. Un pont a été dynamité par des barrières ont été dressées dans

le quartier de San-Ramon. Quelques bus ont été incendiés. L'armée et la garde nationale, au contraire, ont fait une très large démonstration de leur puissance. Hélicoptères et avions légers ont constamment sillonné le ciel de San-Salvador, pendant que camions et jeeps chargés de militaires, étaient partout présents dans les rues. Au cours d'un affrontement qui s'est déroulé en fin de matinée entre le centre et la zone industrielle, les hélicoptères, après avoir amené deux cents parachutistes à pied d'œuvre, ont attaqué à la mitrailleuse un groupe d'une vingtaine de guérilleros masqués, tuant six d'entre eux.

La situation est donc très loin d'être normale. Mais les révolutionnaires avaient annoncé une grève totale et pré-insurrectionnelle qui n'a manifestement pas eu ce caractère, au moins pour la première journée.

Plusieurs facteurs ont joué contre eux : la pauvreté de ceux pour qui il est difficile de résister trois jours de salaires ; la très habile campagne d'information à la radio, à la télévision et dans la presse, sur les thèmes de la paix, de la sécurité et de l'anti-communisme ; le rapport officiel, fait mardi par des autorités d'un article du code du travail, permettant aux patrons de licencier sans indemnités toute personne ayant une demi-journée d'absence non justifiée ; les menaces de retrait de permis de conduire délivrés par la garde nationale pour les chauffeurs d'autobus et de taxis qui prendraient part à la grève ; l'omniprésence de l'armée ; l'unité du patronat, des militaires et de la démocratie chrétienne.

Mercredi à midi, trois membres de la junte ont fait à pied le tour de quelques pâtés de maisons du centre de la capitale. Ils étaient entourés d'un grand nombre de gardes du corps et précédés d'une troupe de mariachis, musiciens typiques populaires. Cette image idyllique abondamment diffusée par la télévision ne rend pas compte de la peur des gens qui, plus tôt encore que d'habitude, sont rentrés chez eux, mais elle a pu être filmée.

L'opposition n'a pas perdu la guerre pour autant, et la question se pose maintenant de savoir si elle va le livrer sur le plan militaire. Mercredi soir, des tirs d'armes automatiques pouvaient être entendus dans la capitale totalement déserte et victime d'une nouvelle panne d'électricité.

FRANCIS PISANI.

Une association latino-américaine pour les droits de l'homme a été constituée le mercredi 13 août, à Quito (Equateur), à l'issue d'un séminaire auquel ont participé des représentants de vingt et un pays. Quito sera le siège de cette association, dont l'ancien président vénézien, M. Carlos Andres Perez, a été élu président du comité exécutif, et le diplomate équatorien Horacio Sevilla secrétaire général. — (A.F.P.)

EUROPE

Espagne

ALORS QUE LE CHOMAGE PROGRESSE DE FAÇON ALARMANTE

L'opinion juge de plus en plus sévèrement la gestion de M. Adolfo Suarez

Madrid. — Deux nouvelles ont surpris les Espagnols en plein mois d'août : la progression alarmante du chômage et l'impopularité grandissante de M. Adolfo Suarez. Certes, il ne s'agit pas, à proprement parler, de nouveautés. Mais les indices ont confirmé ce que chacun avait constaté ces derniers mois : la situation socio-économique se dégrade et le dirigeant centriste, en se montrant incapable de gouverner, a perdu la confiance de ses concitoyens.

De notre correspondant

Ce dernier épisode a montré une fois de plus combien la gestion de M. Suarez a été décevante. L'opinion a jugé sévèrement la gestion de M. Suarez, alors que 24 % seulement l'approuvent. Or, jusqu'à la fin de l'année dernière, les pourcentages étaient supérieurs. C'est depuis le printemps que la tendance s'est inversée dans un sens défavorable au premier ministre. Celui-ci n'a cessé de décevoir au fil des mois. Reclus dans son palais de la Moncloa, fuyant le contact avec la presse et le Parlement, il a essayé de consacrer ses dernières semaines à la politique économique. Mais, à la fin de l'année, le chômage s'est aggravé et non pas stabilisé entre le premier et le deuxième trimestre. Notre erreur vient du fait que l'Institut national de la statistique a modifié ses bases de calcul d'un trimestre à l'autre. Conformément à la nouvelle législation du travail, le compte des chômeurs doit être établi à partir de l'âge de seize ans au lieu de quatorze ans précédemment. En adoptant les mêmes critères en mars et en juin, on peut dire que le pourcentage des demandeurs d'emploi est passé de 11,3 % à 11,7 % en l'espace de trois mois, ce qui signifie que plus d'un million et demi de personnes sont sans travail.

Un sondage réalisé pour le compte du quotidien madrileño *El País* révèle que 48 % des Espagnols sont hostiles à la gestion de M. Suarez, alors que 24 % seulement l'approuvent. Or, jusqu'à la fin de l'année dernière, les pourcentages étaient supérieurs. C'est depuis le printemps que la tendance s'est inversée dans un sens défavorable au premier ministre. Celui-ci n'a cessé de décevoir au fil des mois. Reclus dans son palais de la Moncloa, fuyant le contact avec la presse et le Parlement, il a essayé de consacrer ses dernières semaines à la politique économique. Mais, à la fin de l'année, le chômage s'est aggravé et non pas stabilisé entre le premier et le deuxième trimestre. Notre erreur vient du fait que l'Institut national de la statistique a modifié ses bases de calcul d'un trimestre à l'autre. Conformément à la nouvelle législation du travail, le compte des chômeurs doit être établi à partir de l'âge de seize ans au lieu de quatorze ans précédemment. En adoptant les mêmes critères en mars et en juin, on peut dire que le pourcentage des demandeurs d'emploi est passé de 11,3 % à 11,7 % en l'espace de trois mois, ce qui signifie que plus d'un million et demi de personnes sont sans travail.

La police impuissante face au terrorisme

M. Suarez a également manqué à grand peine une révolte au sein de son parti. L'U.C.D. est la coalition de diverses familles politiques (anciens franquistes, libéraux, démocrates-chrétiens, socialistes-démocrates), dont chaque chef est considéré comme un « baron » du régime. Au temps des succès, sa cohésion était plus ou moins assurée. Celle-ci s'est relâchée face à l'accumulation des revers. Les centristes sentent que le pays s'écroule chaque jour davantage sous le poids de la dette, que le chômage qui pèse dangereusement sur la stabilité du pays.

Ouverture vers les Catalans

La démission de M. Abril Martorell, si elle se confirme, n'a probablement rien à voir avec un changement d'orientation économique. Au début de l'été, des rumeurs venaient de la Moncloa, faisant état d'un refroidissement entre le président et son plus proche collaborateur. M. Abril, disait-on, était considéré en haut lieu comme un obstacle à des contacts plus fréquents entre le chef du gouvernement et l'opinion publique. Il s'agissait là d'un procédé habituel chez M. Suarez et son entourage, qui se servent volontiers de la presse pour têter le terrain avant

d'annoncer une manœuvre ou de lancer une opération. L'opération, en l'occurrence, consistait à sacrifier le vice-président de l'U.C.D. au profit de la popularité. M. Suarez aurait ainsi les mains libres pour former un nouveau gouvernement. Un remaniement est en effet annoncé pour l'automne. La formule du cabinet centriste homogène (inaugurée en 1977) semble avoir fait son temps. Suarez a besoin d'élargir sa majorité parlementaire au-delà des rangs de l'U.C.D. Depuis plusieurs semaines, on parle d'un pacte possible avec les nationalistes catalans de Convergència et Unió, le parti qui gouverne la Généralité et qui est idéologiquement très proche de l'U.C.D.

Les Catalans obtiendraient évidemment des avantages en échange de leur appui parlementaire. Ils pourraient ainsi entrer au gouvernement madrilène, mais surtout faire progresser plus vite l'autonomie de leur région. C'est ce qui inquiète certaines personnalités centristes, entre autres M. Abril Martorell. Celui-ci préférait un accord avec le P.S.O.E. Socialiste et centristes ont des vues convergentes sur la mise en place des autonomies régionales. Asses en tout cas pour être centralisés par les nationalistes basques et catalans et avoir subi des défaites identiques lors des élections régionales du printemps dernier.

Mais les socialistes ont maintenant annoncé leur prix pour tout accord avec l'U.C.D. : le départ de M. Adolfo Suarez de la présidence du gouvernement. Ils n'oublient pas que M. Suarez les a maintes fois trompés. En outre, ils l'accusent de gouverner à la main et de vouloir en s'environnant d'une camarilla et en manipulant outrageusement les moyens d'information. Ils le considèrent comme un obstacle à la démocratie et, dans un tel cas, le premier adversaire à éliminer si M. Felipe Gonzalez veut accéder au pouvoir.

CHARLES VANHECKE

Italie

Nouveau crime de la Mafia ?

UN MAIRE DÉMOCRATE-CHRÉTIEN EST ASSASSINÉ EN SICILE

(De notre correspondant)

Rome. — Le maire démocrate-chrétien de Castelvetrano, M. Vito Lipari, quarante-deux ans, a été assassiné à coups de pistolet mercredi 13 août, au matin dans sa voiture, sur une route près de la petite ville de Sicile. Il s'agit très probablement d'un nouveau crime de la Mafia, une semaine après que le mercredi 6 août, à Palermo, avait été tué M. Gaetano Costa, chef procureur de la capitale sicilienne. M. Lipari était un « homme qui monte » dans la démocratie chrétienne sicilienne. Maire de Castelvetrano depuis le 2 juillet, fonction qu'il avait déjà occupée quatre fois, il était considéré comme l'un des dauphins de l'ancien ministre, M. Attilio Ruffini, dirigeant de la démocratie chrétienne en Sicile occidentale. M. Lipari aux dernières élections législatives, avait été le premier des élus dans ce collège électoral avec quarante mille votes préférentiels.

Le maire de Castelvetrano est le troisième démocrate-chrétien assassiné en Sicile depuis un peu plus d'un an. Le 9 mars 1979, M. Michele Reina, le secrétaire de la province, était tué à Palermo. Le 6 janvier 1980, M. Pierluigi Mannoia, président de la région sicilienne, un démocrate-chrétien ouvert au dialogue avec la gauche et notamment avec les communistes, avait été aussi assassiné. Ce dernier notamment avait tenté de mettre en lumière les spéculations immobilières dans la commune de Palermo.

M. Lipari, qui dirigeait aussi le consortium pour le développement industriel de Trapani, avait été assassiné dans la nuit du 13 au 14 août, à l'âge de quarante-deux ans, par deux représentants, M. Luigi Corleo, soixante et onze ans, avait été enlevé il y a cinq ans contre rançon de 20 millions de lires. Depuis sa mort (au cours de son levé), une suite de règlements de comptes a causé entre Castelvetrano et Trapani la mort violente de vingt et une personnes et la disparition de sept autres.

(Interim.)

Autriche

Une importante affaire de corruption place dans une situation délicate le chancelier Kreisky et son parti

De notre correspondant

Vienne. — Le plus grand scandale de corruption de l'après-guerre émeut depuis plusieurs semaines l'opinion en Autriche. Des pots-de-vin de plusieurs dizaines de millions de schillings, auraient été versés pour la construction de l'hôpital général de Vienne (A.G.H.), le plus grand projet réalisé depuis la guerre. Neuf personnes — deux hauts fonctionnaires de la municipalité de Vienne et sept responsables d'entreprises — sont en détention préventive. Ce scandale, qui fait passer, selon ses propres mots, des « autistes » au chancelier Kreisky, met notamment en cause l'administration socialiste de la ville de Vienne et, avec elle, le parti socialiste au gouvernement. Etant donné l'importance du projet, les frais de construction qui seront, selon les prévisions actuelles, de l'ordre de 37 milliards de schillings (12 milliards de francs), sont couverts à moitié par l'Etat.

Portugal

SELON L'O.C.D.E.

Lisbonne doit continuer ses efforts d'assainissement

Le Portugal reste confronté à des « risques » économiques importants : « taux élevés d'inflation, équilibre extérieur précaire, caractère prédominant du secteur public, structures archaïques de certains domaines essentiels comme l'agriculture ». Aussi paraît-il nécessaire de poursuivre l'effort général d'assainissement, écrit dans leur étude annuelle les experts de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques). Si la stratégie adoptée au cours des dernières années a été, soulignent-ils, « relativement efficace » (la restauration d'un taux de change et de taux d'intérêt « réalistes », et l'ajustement dans la répartition des revenus en faveur des profits ont notamment permis un redressement « beaucoup plus rapide qu'il ne le méritait » de la balance courante), la politique économique devrait rester « prudente » pour éviter une dégradation des comptes extérieurs. Il faudrait en particulier « maintenir un encadrement relatifment strict du crédit bancaire au secteur privé ».

Cependant, le Portugal « ne peut pas, compte tenu de son

faible niveau de développement et de l'ampleur du chômage, s'accommoder durablement d'une faible croissance ». Les experts de l'O.C.D.E. préviennent que le produit intérieur brut progresserait de 3,5 % en 1980, contre 4 % en 1979 et 3,5 % en 1978, alors que les prix à la consommation augmentent de 20 % l'an dernier. Enfin, la balance des opérations courantes devrait enregistrer un déficit de l'ordre de 600 millions de dollars cette année, contre un excédent de 150 millions en 1979. La balance commerciale devrait être déséquilibrée de 3,3 milliards contre 2,4. Pour Lisbonne, la réalisation d'une expansion plus soutenue implique, selon l'O.C.D.E., une « amélioration considérable de l'efficacité productive ». Une « véritable transformation » du secteur agricole est notamment nécessaire, mais elle ne pourra être réalisée que « lorsque le problème de l'attribution des propriétés sera complètement réglé ». Cette adaptation demandera « une mobilisation de capitaux considérables, non seulement nationaux, mais aussi étrangers ».

WALTER BARYL

Allemagne fédérale

Le chancelier Schmidt exclud tout pessimisme sur la situation économique allemande

Nuremberg (A.F.P.). — La situation de l'économie ouest-allemande « ne prête pas au pessimisme », déclare le chancelier Schmidt dans un entretien publié jeudi 14 août dans les *Nuernberger Nachrichten*. Citant les investissements énergétiques qui soutiennent la conjoncture, M. Schmidt souligne que des pays comme la R.F.A., le Japon et la France escomptent une croissance modérée cette année, et que le creux de la dépression américaine semble maintenant dépassé.

Le chancelier rejette en tout cas tout nouveau programme de relance en R.F.A. Il estime que les allègements fiscaux de 16 milliards de marks décidés en juin pour 1981 et 1982 seront suffisants pour soutenir l'activité. Interrogé sur le déficit de 25 milliards de marks prévu par la balance des transactions courantes, M. Schmidt souligne que la R.F.A. ne doit pas chercher à le réduire trop vite et doit tenir compte des intérêts des pays dont l'économie est plus délabrée. Ce déficit, selon lui, « proviendra » et dit à

l'augmentation de la facture pétrolière, qui est passée pour la R.F.A. de 33 milliards de D.M. à 48 milliards en 1979 et doit atteindre 65 milliards de D.M. cette année.

De son côté, dans son rapport mensuel, la Bundesbank estime que la détérioration des termes de l'échange, consécutive au renchérissement de l'énergie, est la principale cause du déficit actuel de la balance des paiements courants de la R.F.A. Ce déficit a dépassé au premier semestre le solde négatif de l'ensemble de 1979, s'établissant à 12,3 milliards de deutschemarks (12,7 milliards en données corrigées) contre 11 milliards (9 milliards) l'année précédente. Cependant l'excédent commercial est revenu (en données corrigées) de 16 milliards au premier semestre 1979 à 5,5 milliards de janvier à juin 1980, alors que les exportations ont augmenté plus vite en volume (+ 6 %) que les importations (+ 4 %). En valeur les ventes n'ont progressé que de 15 %, alors que les importations ont fait un bond de 24,5 %.

LA PRÉPARATION DU SOMMET INTER-ALLEMAND

Le chancelier Schmidt n'aura aucun moyen de contact avec la population est-allemande

De notre correspondant

Bonn. — A deux semaines du sommet inter-allemand, la R.F.A. a rendu publiques, mercredi 13 août, les modalités de la rencontre. Celle-ci aura lieu les 28 et 29 août près du lac de Werbellin, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Berlin. Le chancelier Schmidt arrivera la veille de Hambourg, où il passe actuellement ses vacances, et aura, dès le 27 août, un premier entretien avec le chef de l'Etat et du parti est-allemand, M. Honecker.

On s'attendait en R.F.A. à ce que le lieu choisi pour la rencontre soit une petite station balnéaire de la Baltique, Dierhagen, près du port de Rostock. Mais le projet de M. Schmidt de faire le voyage de Hambourg à Dierhagen en voiture (115 kilomètres) a été abandonné. Le chancelier traversera la frontière en hélicoptère, puis se rendra en train à Dierhagen, où il sera reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Stoph, ministre-président de la R.D.A., soit encore dans toutes les modalités.

Le revirement de Berlin-Est a été communiqué à Bonn lundi après-midi, juste après que M. Honecker a confirmé son entrevue avec M. Brejnev. Quelques heures plus tard, l'agence A.D.N. et la télévision est-allemande annonçaient la venue de M. Schmidt sur les bords du Werbellinsee. Il faut attendre près de quarante-huit heures pour

que la nouvelle soit confirmée officiellement à Bonn. Le gouvernement est-allemand a-t-il ainsi forcé le main au chancelier, en vue de lui faire accepter un lieu de conférence peu propice au contact avec les populations locales ? L'hypothèse est plausible et l'endroit sélectionné, une maison d'été de l'Etat, isolée dans une région boisée, répond à l'objectif.

M. Schmidt n'en a pas moins obtenu des contreparties. L'aller comme au retour, son train spécial contournera Berlin dont le statut pose d'innombrables embûches diplomatiques. D'autre part, deux haltes de « plusieurs heures » seront prévues. Le chancelier avait prévu de faire, après Dierhagen, sont inclues dans l'itinéraire de retour, il s'agit de Gusterow, une petite ville du Mecklembourg, et de Rostock. Quelque trois cents journalistes ouest-allemands pourront accompagner M. Schmidt pour assurer à son voyage le retentissement qu'il souhaite à cinq semaines des élections législatives.

(Interim.)

Pologne

De nouvelles grèves éclatent dans la région de Lodz

Varsovie (A.F.P., Reuter, U.P.J., A.P.). — La presse polonaise a publié, mercredi 13 août, le compte rendu d'une réunion plénière du comité du parti de Varsovie qui s'est tenue, mardi, sous la présidence de son premier secrétaire, M. Alojzy Karkoszka, membre du bureau politique.

Le comité a noté que « des discussions difficiles et importantes » avaient lieu dans plusieurs entreprises de Varsovie. Face à l'« inquiétude sociale provoquée par des difficultés et des tensions de nature économique, il est nécessaire d'élargir le rôle des syndicats en tant que représentants des travailleurs », indique le comité qui préconise aussi des « discussions franches et ouvertes » au sein des K.S.R.

Ces comités d'antagonisme ouvrier avaient été créés pour coiffer les « conseils ouvriers » formés spontanément dans les usines lors de la petite révolution d'octobre 1956. Comportant des représentants de la direction, du parti, des syndicats et des travailleurs, ils sont devenus au fil des années un instrument des directions d'entreprise, les délégués des travailleurs n'y faisant plus guère que de la figuration.

Mardi, M. Jerzy Lukaszewicz, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, s'était prononcé, au cours d'une conférence de presse, pour l'incorporation dans les « comités d'entreprise » de représentants des « comités de grève » librement désignés par les travailleurs.

Le comité a noté que « des discussions difficiles et importantes » avaient lieu dans plusieurs entreprises de Varsovie. Face à l'« inquiétude sociale provoquée par des difficultés et des tensions de nature économique, il est nécessaire d'élargir le rôle des syndicats en tant que représentants des travailleurs », indique le comité qui préconise aussi des « discussions franches et ouvertes » au sein des K.S.R.

M. Lukaszewicz, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, s'était prononcé, au cours d'une conférence de presse, pour l'incorporation dans les « comités d'entreprise » de représentants des « comités de grève » librement désignés par les travailleurs. Le comité a noté que « des discussions difficiles et importantes » avaient lieu dans plusieurs entreprises de Varsovie. Face à l'« inquiétude sociale provoquée par des difficultés et des tensions de nature économique, il est nécessaire d'élargir le rôle des syndicats en tant que représentants des travailleurs », indique le comité qui préconise aussi des « discussions franches et ouvertes » au sein des K.S.R.

Union soviétique

M. CONSTANTIN ROUDNEV, ministre de l'Industrie des instruments de précision, de l'automatisation et de la télématique de l'U.R.S.S., depuis 1965, est décédé mercredi 13 août, à l'âge de soixante-dix ans, des suites d'une « grave maladie ». Ce spécialiste de l'industrie des armements a apporté une grande contribution au renforcement de la puissance défensive et à la création de la technologie spatiale de l'U.R.S.S., souligne la nécrologie. — (A.F.P.)

500 من الأصل

DIPLOMATIE

Tout en dénonçant le « bellicisme » de Washington

La presse de Moscou reste discrète sur la doctrine stratégique de l'U.R.S.S.

Moscou. — Une semaine après la révélation par le New York Times de la « directive présidentielle 59 », la presse soviétique se déchaîne chaque jour contre la « nouvelle doctrine stratégique américaine », dont certains commentateurs reconnaissent pourtant qu'elle n'est pas si nouvelle que cela (« Le Monde » des 8 et 9-10 août). L'occasion est trop belle pour dénoncer le « bellicisme » des dirigeants américains et mettre en valeur la « politique de paix » de l'U.R.S.S. Car si les Soviétiques sont très

sévères avec la doctrine des Etats-Unis, ils sont très discrets à propos de la leur, se contentant en général de vagues formules sur le caractère par nature pacifique de la politique du premier Etat socialiste. Il ressort néanmoins des commentaires que la doctrine soviétique n'a pas beaucoup évolué et que, en cas de conflit, l'U.R.S.S. envisage l'utilisation immédiate et massive de tous ses moyens militaires, y compris nucléaires.

De notre correspondant

La doctrine soviétique de la guerre préventive, il n'est pas une situation de crise politique où les préparatifs offensifs les obligent à se lancer dans l'agression (1). Elle dit tout simplement que, si la guerre est imminente, il faut la gagner, et la gagner complètement en engageant immédiatement la totalité du potentiel militaire. Les Soviétiques refusent en principe comme une utopie la théorie de l'escalade. Pour eux, la montée immédiate aux extrêmes est inévitable dans un conflit entre les grandes puissances. L'U.R.S.S. doit se doter de tous les moyens, de tous les équipements les plus perfectionnés, pour faire face à toute évolution de la stratégie de l'adversaire potentiel. Il ne doit pas y avoir de « trou » dans le système des armements, comme il n'y a pas d'« impasse » dans la doctrine.

L'« Etoile rouge », journal de l'Armée, a récemment résumé cette conception par une citation de M. Brejnev : « Les affirmations selon lesquelles l'Union soviétique traiterait plus loin que de faire tout ce qu'il faut pour sa défense, risquent de conduire à la supériorité militaire afin de porter le « premier coup », sont dénuées de tout fondement. Nos efforts sont pour lui de porter le premier coup si le deuxième, mais d'empêcher la guerre nucléaire en général. »

Un conflit limité à l'Europe ?

La meilleure « garantie » contre un conflit nucléaire réside dans l'équilibre global entre les deux grands systèmes politico-militaires et dans l'existence de forces sociales « capables de prévenir une guerre mondiale ». Certains observateurs occidentaux ont cru cependant déceler ces dernières années une évolution de la doctrine soviétique, qui envisagerait maintenant la possibilité d'un conflit limité à l'Europe et aux armées conventionnelles. Mais cette évolution n'est qu'une hypothèse, que les derniers commentaires de la presse ne viennent pas confirmer.

Les stratégies soviétiques découlent de la doctrine de la guerre. L'une des nombreuses propositions avancées par Moscou dans les conférences sur le désarmement consiste en un accord international sur la non-utilisation en premier de l'arme nucléaire. Tirant les leçons de la seconde guerre mondiale, ils croient à la nécessité vitale de ne pas être surpris, et tout en rejoi-

(1) Les spécialistes proposent le terme de « guerre préventive ». Voir à ce sujet la comparaison des doctrines stratégiques des deux grands dans la Revue de défense nationale de février 1980.

SELON LE « JANE'S »

Le programme soviétique de construction navale est « le plus important du siècle en temps de paix »

Londres (A.F.P., U.P.I.). — Selon le « Jane's », annuaire des forces militaires mondiales dont l'édition 1980-1981 paraît ce jeudi 14 août à Londres, l'U.R.S.S. construit au moins un et peut-être même quatre porte-avions géants de 75 000 tonnes à propulsion nucléaire (1). Alors que les Etats-Unis disposent de quatre unités de ce type — un cinquième bâtiment devrait être achevé en 1983 — l'Union soviétique n'en avait pas mis en chantier jusqu'à présent, se contentant de construire des porte-hélicoptères. Le « Jane's » révèle qu'environ dix sous-marins soviétiques sont construits chaque année, contribuant à une flotte de deux cent quarante unités au total, dont près de la moitié à propulsion nucléaire. Sur les quelque soixante-dix sous-marins lance-missiles dont dispose l'U.R.S.S., trente-deux peuvent atteindre, à partir des eaux territoriales soviétiques, la plupart des cibles de l'hémi-

sphère nord. Les flottes de l'OTAN alignent pour leur part environ cent cinquante sous-marins, dont soixante-cinq à propulsion nucléaire.

Le « Jane's », qui estimait encore en 1979 que les forces navales américaines et soviétiques étaient de puissance égale, affirme aujourd'hui : « Ce programme de construction navale, militaire et civile, le plus important du siècle en temps de paix, procure à l'Union soviétique une force majeure, qui va bien au-delà des besoins de la défense des frontières maritimes du pays. » Après avoir souligné le rôle de l'amiral Gorshkov, âgé aujourd'hui de soixante-dix ans et qui commande la marine soviétique depuis un quart de siècle, les auteurs estiment qu'en cas de guerre en mer « la balance pencherait lourdement du côté de la marine soviétique ».

A propos de la marine française, le « Jane's » indique — comme il l'avait affirmé précédemment — que celle-ci « doit faire face à des problèmes administratifs, politiques et de personnel », mais que, si « les problèmes étaient surmontés, la France disposerait d'une « flotte de première classe ».

(1) Dans ses éditions datées 6 octobre 1979, le « Monde » avait déjà annoncé ce projet de construction d'un nouveau modèle — plus lourd — de porte-avions à propulsion nucléaire. — (A.F.P.)

PROCHE-ORIENT

Iran

M. Ghotbzadeh accuse l'Union soviétique de « provocations impardonnables »

La tension persiste dans les relations irano-soviétiques. L'agence Fars a diffusé, mercredi 13 août, une longue lettre qu'avait adressée, la veille, le chef de la diplomatie de la République islamique, M. Ghotbzadeh, à son homologue soviétique, M. Gromyko. Comparant le comportement de l'U.R.S.S. à celui des Etats-Unis, M. Ghotbzadeh énumère plusieurs griefs et reproche notamment à Moscou de se livrer « à des provocations sur diverses frontières de l'Iran ». Ces provocations, ajoute-t-il, « sont impardonnables ». Il accuse l'U.R.S.S. d'autre part, de « soutenir la contre-révolution au Kurdistan », de « mener des activités anarchiques à l'intérieur même de l'Iran » par le biais de son ambassade et d'utiliser, à cet effet, le parti communiste d'origine iranienne comme « cinquième colonne ». Le ministre iranien exige en outre

que l'Union soviétique retire ses troupes d'Afghanistan. D'autre part, l'ayatollah Khomeini, président du parti républicain islamique, a indiqué, au cours d'une conférence de presse, que les « divers groupes révolutionnaires islamiques » jouissent de la reconnaissance officielle du régime. Des ouvertures du séminaire, plusieurs magistrats ont relevé les aspects contradictoires dans les condamnations qui ont été prononcées depuis le début de la révolution, faisant remarquer que quelque mille deux cents personnes ont été exécutées dans des conditions qui n'étaient pas toujours conformes aux lois islamiques. Le procureur général de la révolution, l'ayatollah Ghodousi, a tancé les juges à la pruderie dans les affaires de meurtres. Il a fait remarquer qu'il « n'était pas facile de prouver l'« adultère » selon les normes prescrites par la jurisprudence islamique. Il a encore invité les magistrats à l'uniformité des condamnations, tout qu'ils seraient à prononcer.

Les affrontements entre militants et sympathisants de la révolution ont continué à se multiplier, notamment à Téhéran, où des manifestations progressistes d'une part et les bandes de hezbollah (« partisans de Dieu ») se multiplient dans le pays. Les hezbollah ont été particulièrement violents mardi dans un cimetière de Chiraz. Une centaine de personnes ont été blessées. — (A.F.P. - Reuters.)

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO D'AOUT

UN PRÉSIDENT NATIONALISTE POUR L'AMÉRIQUE EN CRISE ?

(Thomas Ferguson et Joël Rogers)

LES ÉTATS-UNIS A LA RECHERCHE D'UNE NOUVELLE IDÉOLOGIE

(Pierre Domergues)

BOLIVIE : L'AFFRONTEMENT

(Yvon Le Bot)

L'AMÉRIQUE CENTRALE : DE L'IMMOBILISME A LA RÉBELLION

(Jean-Claude Buhner)

M. DENG XIAOPING ET LA VICTOIRE DES « PRAGMATISTES » EN CHINE

(Alois Peyrache)

CATALOGNE : Les chimères d'une renaissance

(Maurice T. Maschino et Fodila M. Rabet)

LA RUINE DES CAMPAGNES ZAMBIENNES

(Raphaël Dumont et Marie-France Mottin)

VERS LE NOUVEAU ORDRE AGRICOLE

(Jean-Michel Boer et José Sanchez)

LES COMMUNISTES ITALIENS, BOUKHARINE ET L'EUROCOMMUNISME

(Lilly Marcou)

UN NOUVEAU RESEAU D'OLEODUCS AU PROCHE-ORIENT

(Marie-Christine Aulas)

LE TOURISME DANS LE TIERS-MONDE

Une doctrine économique cohérente pour l'Amérique latine (Alois Peyrache).

Recherches universitaires : Organisation mondiale et maintien de la paix (Charles Zengibé).

Comptes politiques : Super-8, ne pas filmer idiot.

Interrogations : La science en patois (Noëlle de Chambrun et Anne-Marie Reinhardt).

Les livres du mois

L'activité des organisations internationales

Le numéro : 7 F

5, rue des Italiens - 75007 PARIS CEDEX 06

EN VENTE PARTOUT

JÉRUSALEM « CAPITALE ÉTERNELLE »

Le prince héritier d'Arabie Saoudite menace Israël de la guerre sainte

« L'appel à la guerre sainte (djihad) par les Arabes et les musulmans est l'unique réponse à l'intransigeance sioniste », a déclaré, selon l'A.F.P., le mercredi 13 août, le prince héritier, le prince Fahd, prince héritier et vice-premier ministre.

« L'Union soviétique, qui au printemps (le Monde du 27 mai) avait affirmé que son pays était prêt « à faire tout son possible afin d'amener les Arabes à cesser en vue d'un règlement global du Proche-Orient (si Israël) se retirait des territoires arabes occupés depuis 1967 », estime maintenant que « la paix avec Israël est impossible. Nous, en Arabie Saoudite, sommes totalement persuadés et convaincus qu'Israël occupe définitivement tous les territoires arabes (dont en 1967) et fera de son empire sioniste ». Il a conclu : « Après le vote de la Knesset proclamant Jérusalem capitale de l'Etat hébreu, la nation des Arabes arabes affronte un défi et une menace uniques en leur genre. »

Le durcissement du ton utilisé en Arabie pour évoquer le problème était prévisible après le récent communiqué commun saoudo-irakien prévoyant la rupture des relations diplomatiques et économiques avec tout pays reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël. A cet égard notre correspondant aux Pays-Bas nous signale que Le Haye, dont l'ambassadeur a toujours résidé dans la Ville sainte, commence à enquêter sérieusement des pressions diplomatiques arabes visant à obtenir le transfert de son installation à Tel-Aviv. D'autres pays arabes se trouvent dans la même situation que la Hollande.

Cependant c'est vraisemblablement à Washington qu'étaient destinées au premier chef les déclarations saoudiennes de ces derniers jours. En effet, le Conseil de sécurité des Nations unies doit, en principe, consacrer une réunion le vendredi 15 août à la question de Jérusalem. Ryad, comme les autres capitales arabes pro-occidentales, souhaite que les Etats-Unis soutiennent la motion d'ajournement du vote du Parlement israélien sur « Jérusalem, capitale éternelle » qui sera proposée au Conseil de sécurité par au moins vingt-sept nations islamiques.

● M. David Halevy, correspondant de « Washington Star » à Jérusalem, qui se trouve à Washington, sera arrêté des son retour en Israël. On indique qu'il sera dans les milieux proches de la police israélienne. Apparemment, le conseiller juridique du gouvernement avait ordonné l'ouverture de poursuites judiciaires contre M. Halevy, pour avoir publié le nom du responsable des services secrets israéliens (Shin-Beth).

D'autre part, la Knesset a approuvé, le mercredi 13 août, par cinquante-neuf voix contre trente-neuf, la nomination de M. Moshe Nissim comme nouveau ministre de la Justice. M. Nissim, d'abord ministre sans portefeuille, remplace M. Shimon Peres, qui a démissionné il y a une dizaine de jours « pour raisons de conscience, le nombre réduit de députés de son parti (démocrate) ne lui permettant pas qu'il soit considéré comme gouvernant par trois ministres ». Les deux autres sont le vice-premier ministre, M. Yitzhak Mordechai, et le ministre des affaires sociales, M. Katz. — (A.F.P.)

AFRIQUE

République Sud-Africaine

NOUVEAUX INCIDENTS DANS LA BANLIEUE DU CAP

Le Cap (A.F.P.). — Un noir sud-africain de dix-huit ans a été tué dans la nuit du mercredi 13 au jeudi 14 août, par balles, par des policiers, alors qu'il s'apprêtait à lancer un cocktail Molotov sur un véhicule de la police, au voisinage de la cité des squatters de Crossroads, dans la grande banlieue du Cap. Dans la soirée de mercredi, des voitures avaient été attaquées à coups de pierres et une camionnette incendiée.

Le bilan des victimes des incidents du Cap depuis le début de la semaine s'élève à quatre morts, dont deux Blancs. Cette nouvelle vague de violence est liée à la répression par la police de l'insurrection par les travailleurs africains et métis de « taxis-pièces » au lieu du service d'autobus boycotté depuis un mois et demi en raison de l'augmentation de ses tarifs.

Le premier incident avait été, lundi, le lynchage du chauffeur blanc d'une camionnette par des manifestants alors qu'il traversait Crossroads (le Monde du 13 août). D'autre part, la sécheresse exceptionnelle qui sévit depuis plusieurs semaines en Afrique du Sud atteint des proportions alarmantes et plusieurs régions sont maintenant à la veille d'être déclarées sinistrées.

La province du Natal a le plus souffert de cette absence presque totale de pluies. Des milliers

de familles, le plus souvent noires, sont menacées de famine et de ruine dans la partie orientale de la République. Les rives de la Tugela, au nord de Durban, par exemple, sont jonchées de cadavres de vaches victimes de la sécheresse.

Ouganda

L'ONU REPREND SON AIDE AUX VICTIMES DE LA FAMINE

Kampala (A.F.P.). — Les agences des Nations unies ont annoncé, mercredi 13 août, la reprise de leurs opérations de secours aux victimes de la sécheresse dans la Karamoja ougandaise, à la suite d'un entretien entre M. Nkurunzira, président de la commission militaire au pouvoir à Kampala, et M. Aly Fauré, secrétaire général adjoint de l'Organisation internationale.

Le gouvernement ougandais a accepté de fournir aux convois une protection accrue et d'assumer la responsabilité du choix des routes qui seront empruntées par les convois en fonction des conditions de sécurité, a déclaré M. Fauré. L'assistance des Nations unies avait été suspendue le 30 juillet à la suite de l'attaque d'un convoi par quatre cents pillards armés, qui avait fait cinq blessés.

ASIE

A L'APPROCHE DU DÉBAT DE L'ONU SUR LE CAMBODGE

Le durcissement des positions de Hanoi et de l'ASEAN pourrait prélude à de nouveaux affrontements armés

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — « Parler, se battre, parler, se battre... » Depuis plus de trente ans, les communistes vietnamiens sont passés maîtres dans cette tactique fondée sur l'alternance de la force des armes et de la persuasion des mots pour amener leurs adversaires à la composition et pour atteindre leurs objectifs.

Après une phase diplomatique avortée, une aggravation de la confrontation armée, née dans le conflit cambodgien, paraît probable. A l'échec des tentatives de négociation lancées au printemps dernier par M. Nguyen Co Thach, ministre vietnamien des affaires étrangères, pour amadouer l'ASEAN (1) ou, du moins, pour le diviser en isolant la Thaïlande et en l'impliquant dans le jeu de la Chine, avait répondu le coup de semence de l'invasion militaire vietnamienne en Thaïlande le 23 juin. Quelques semaines plus tard, après la levée de boucliers provoquée contre Hanoi par ce débordement, les trois pays indochinois annonçaient leur « plan » pour régler par la négociation le différend frontalier entre Bangkok et Phnom-Penh. Considéré comme une « manœuvre de diversion », ce projet avait été rejeté par l'ASEAN, dont les contre-propositions insistent à nouveau sur la condition préalable d'un retrait vietnamien du Cambodge, conformément à la résolution de l'ONU de novembre 1979. Sur ces entrefaites, la tentative de médiation extrêmement controversée de M. Waldheim, les démentis, ambiguïtés et mises au point qu'elle a suscitées, paraissent avoir ajouté à l'imbroglio régional.

A tort ou à raison, les Thaïlandais s'attendent que les Vietnamiens, à quelques semaines de la bataille de mots qui se livrera aux Nations unies pour la représentation du Cambodge, cherchent à sortir de cette nouvelle impasse diplomatique en recourant à des moyens militaires. De chaque côté, on paraît s'y préparer en fourrant des arguments d'abord et ensuite ses armes.

Hanoi a très mal pris le rejet de son plan de paix par l'ASEAN, assurant : « Les propositions de l'ASEAN, adoptées sous la pression des autorités thaïlandaises (...) constituent des exigences inacceptables, déraisonnables, trompeuses et irréalistes (...). Elles ne sont pas constructives et ont pour seul but de fouler aux pieds l'indépendance et la souveraineté de la République populaire du Kampuchéa ». Suit une mise en garde : « Il est illusoire d'espérer lier les mains du peuple du Kampuchéa et de tenter de l'empêcher d'exercer son droit sacré d'autodéfense ».

Hanoi, Phnom-Penh et Vientiane poursuivent leur plaidoyer d'accusations destinées à réitérer les protestations thaïlandaises de neutralité. L'annonce la plus vigoureuse et la plus détaillée de la position vietnamienne est venue dernièrement de

Phnom-Penh, sous la forme d'un long memorandum qui récapitule les « actions hostiles » prêtées à la Thaïlande. Le deuxième paragraphe affirme que, « aux termes d'un arrangement entre la Thaïlande et les dirigeants réactionnaires de Pékin, l'armée thaïlandaise a pris la responsabilité de transporter à Ubon (2) et de livrer aux débris de l'armée de Pol Pot du matériel chinois portant des marques civiles et transporté à bord de navires chinois jusqu'au port de Bangkok. En moyenne, la Thaïlande a transporté 500 tonnes d'armes et de vivres chaque mois (pour Pol Pot) ». Suit une liste détaillée des secteurs frontaliers où l'aide est censée être stockée par l'armée royale.

Le texte accuse, en outre, les forces armées thaïlandaises de multiples violations du territoire cambodgien et affirme que l'aide humanitaire internationale a servi à alimenter les mouvements de résistance, tandis que le maintien d'une masse de réfugiés sur la frontière est destiné à les protéger. C'est un dossier que les ambassades vietnamiennes ne vont pas manquer de faire circuler.

Bangkok : un « tissu de mensonges »

Propositions de paix, memorandum sur les violations et les crimes de l'adversaire, préparatifs de guerre : Hanoi n'avait pas agi de manière différente en 1978 pour tenter de justifier aux yeux de l'opinion internationale son invasion du Cambodge. Les Thaïlandais se sont bornés à qualifier la réquisition vietnamienne de « tissu de mensonges ». Ils ont aussi dressé une liste des attaques, violations et provocations vietnamiennes et achevèrent la publication d'un livre blanc sur l'attaque du 23 juin. Chacun s'efforce de rendre coup pour coup à son adversaire et d'assurer ses arrières. Les dirigeants de Hanoi sont rentrés, en juin, fort satisfaits, semble-t-il, d'une longue visite en Union soviétique.

Le maréchal Silthi Sawetsila, ministre thaïlandais des affaires étrangères, est demeuré revenu de Pékin, plein de confiance et d'une nouvelle fois assuré du « plein soutien » chinois face aux « provocations vietnamiennes ». On pense à nouveau ici aux mises en garde de même facture lancées par la Chine au Vietnam à l'époque du conflit frontalier entre Hanoi et les Khmers rouges. Le ton de la diplomatie thaïlandaise, traditionnellement basée sur l'art du compromis, s'est durci depuis le 23 juin. Le gouvernement du général Prem Tinsulanond paraît avoir accepté les risques inhérents à son refus de céder aux injonctions de Hanoi.

L'attaque du 23 juin a contraint, bon gré mal gré, l'ASEAN à resserrer les rangs derrière Bangkok. Un récent discours du ministre malaisien de l'Intérieur, M. Ghazali Shafie, devant les forces armées est révélateur, dans la mesure où son gouvernement a été jusqu'ici le plus enclin à la conciliation et au compromis avec Hanoi. « L'ASEAN ne voit pas sans inquiétude l'intention vietnamienne visant à faire de Hanoi le « centre » du Sud-Est asiatique, tentative dont les implications sont comprises par tous (...) ». « Que

le Vietnam montre ses crocs ou avance ses piques en direction d'un seul membre de l'ASEAN, ajoute le ministre, et la Chine sera le seul contrepoids possible. C'est le seul pays qui puisse pénétrer au Vietnam, ou au Laos, sans traverser un pays tiers. Elle a déjà prouvé qu'elle pouvait le faire et s'est engagée à infliger une autre leçon au Vietnam et la situation l'exigeait. »

Un appui militaire américain ?

On se raccrochera donc à la Chine, et la menace d'une nouvelle intervention reste suspendue comme une épée de Damoclès au-dessus de Hanoi. D'autre part, dans certains milieux américains, on prête à M. Carter l'intention de redorer son blason de politique étrangère, passablement terni, en se montrant, le cas échéant, très ferme dans son soutien à la Thaïlande, allant jusqu'à un soutien aérien en cas d'attaque vietnamienne. Dans cette éventualité, des officiers américains ont récemment visité d'anciennes bases de leur armée de l'air dans le pays.

A l'impasse diplomatique et à la hausse de ton de part et d'autre correspondent des signes de préparatifs militaires. Pendant un mois et demi, une douzaine de navires de guerre américains, dont le croiseur nucléaire *Truxtun*, vont se succéder dans les eaux thaïlandaises, au large de la cité balnéaire de Pattaya. Officiellement, il s'agit d'une escale de détente pour les marins. Ce déploiement de force survient cependant à point nommé. Prévu pour une durée inhabituellement longue, il correspond à la période délicate comprise entre le rejet du plan de paix vietnamien, fin juillet, et la réunion de l'Assemblée générale de l'ONU, en septembre. Hanoi ne se prive pas de dénoncer ce renouveau de la « politique américaine de la canonnière (...) concertée avec Pékin ».

Des exercices de D.G.A.

Dans l'immédiat, le Vietnam paraît coincé entre le dispositif militaire chinois sur sa frontière nord et la force américaine de dissuasion au large des côtes du Cambodge. La présence navale américaine, la plus importante depuis la fin de la guerre d'Indochine, fait suite à de nombreuses informations concernant un renforcement des unités soviétiques qui opèrent en mer de Chine méridionale à partir des ports vietnamiens mis à leur disposition. D'autre part, plusieurs régiments vietnamiens appuyés par de l'artillerie lourde continuent à batailler quotidiennement depuis un mois et demi pour tenter d'arrêter des réduits Khmers rouges le long de la frontière khméro-thaïlandaise. Hanoi affirme cependant qu'il n'y a pas actuellement de combat entre les troupes de Kampuchéa et les troupes de l'ASEAN, mais simplement quelques opérations intérieures à l'initiative des forces armées révolutionnaires du Kampuchéa contre des bandits qui troublent le travail de la population.

A Bangkok, on indique, au contraire, que tout le dispositif de combat vietnamien a été renforcé et

Japon

Polémique autour d'un sanctuaire

Tokyo (A.F.P.). — La querelle sur le sort du sanctuaire Yasukuni de Tokyo, dédié aux soldats morts pendant la deuxième guerre mondiale, a ressurgi à l'occasion du trente-cinquième anniversaire de la reddition du Japon.

Le premier ministre, M. Suzuki, a fait savoir qu'il se rendrait, le vendredi 15 août, à ce sanctuaire, de rite shinto, la religion japonaise liée à l'ancienne conception impériale du monde. De son côté, le parti libéral démocrate (P.L.D.), l'organe de la droite, a remporté une victoire qu'il a remportée aux élections de juin, s'apprête à relancer un projet de loi visant à placer ce sanctuaire sous la protection de l'Etat.

Les partis socialistes et communistes, divers groupes de chrétiens, et même plusieurs membres du P.L.D., sont hostiles à ce projet qu'ils considèrent comme contraire à la Constitution. Celle-ci prévoit qu'aucune

organisation religieuse ne doit recevoir de privilège de l'Etat et que ce dernier et ses organes doivent s'abstenir de toute activité religieuse. Le secrétaire général de la centrale syndicale Sohyo, M. Tomizuka, a affirmé que les visites de membres du gouvernement au sanctuaire Yasukuni « stimuleraient le nationalisme et le militarisme ». La reprise de cette polémique coïncide, cette année, avec le débat général sur les questions de défense qui ne fait que s'amplifier au Japon depuis plusieurs mois, le gouvernement ayant pris clairement position en faveur d'une nette augmentation du budget militaire.

Commentant, dans ce climat, l'attitude du gouvernement dans l'affaire du sanctuaire de Yasukuni, le journal *Asahi* se demande si le parti au pouvoir souhaite « réinterpréter le dernier conflit et revenir sur la politique pacifique du Japon d'après-guerre ».

que seize chasseurs-bombardiers Mig-19 et 21 ont été affectés à l'aérodrome de Siam-Reap-Angkor, quartier général vietnamien de l'Ouest. Cette situation a conduit l'armée thaïlandaise à organiser à Bangkok, pour la première fois depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, des exercices de défense anti-aérienne. Des répétitions d'évacuations de villages frontaliers ont, par ailleurs, eu lieu. Il est difficile de faire, entre tous ces éléments, la part du vrai et celle des propagandes.

R.-P. PARINGAUX.

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

(2) Capitale provinciale du Nord-Est thaïlandais, située à une centaine de kilomètres de la frontière cambodgienne et non loin de celle du Laos. La Convention de La Haye sur la neutralité interdit aux Etats et aux personnes qui se réclament d'une attitude neutre dans un conflit de permettre le passage par leur territoire d'armements ou de ravitaillement destiné aux belligérents. Elle recommande que les combattants cherchant refuge sur le territoire d'un pays neutre soient désarmés et internés jusqu'à la fin du conflit.

Selon un catholique khmer

IL NE RESTE PLUS DE PRÊTRES DANS LE PAYS

Il ne restait plus qu'un petit nombre de prêtres au Cambodge, a déclaré à l'envoyé spécial de La Croix un catholique khmer, M. Jean-Baptiste Nongphol (La Croix datée 13 août). Cet ancien secrétaire de l'évêque de Battambang, Mgr Im Sotha, est revenu dans cette ville après l'effondrement du régime khmer rouge et tente de regrouper les chrétiens qui ont survécu. Dans sa région, il ne reste que deux cent cinquante personnes, et trois cent cinquante personnes sont mortes ou disparues entre 1975 et 1979.

« A Noël 1979, dit-il, j'ai pu installer tant bien que mal une petite messe pour la prière dans l'ancien presbytère. Avec l'autorisation du Comité populaire et révolutionnaire, nous avons pu célébrer la Nativité, et depuis, chaque dimanche, nous disons la messe. Les nouvelles autorités n'ont mis aucun obstacle à nos réunions ».

M. Nongphol estime d'autre part qu'il ne reste plus aucun prêtre au Cambodge pour desservir la petite communauté catholique du pays — six mille personnes — à peine en 1979. Mgr Im Sotha a été tué par les Khmers rouges dès le 24 avril 1975 ; le R.P. Jean Badré a disparu avec lui. Mgr Salas, évêque de Phnom-Penh et le R.P. Chaimroux sont morts à Kompong Thom et le R.P. Bernard a disparu.

Inde

DES HEURTÉS ENTRE MUSULMANS ET HINDOUS ont fait au moins vingt-sept morts — dont six enfants et trois policiers — et près de deux cents blessés mercredi 13 août à Moradabad, en Uttar-Pradesh. Les affrontements avaient éclaté à la suite du passage d'un porc sur le terrain de prière proche de la mosquée, alors que les fidèles célébraient la fin du ramadan. La police a ouvert le feu pour séparer les adversaires. — (A.F.P.)

Chine

SELON UN JOURNAL DE HONGKONG

La politique pragmatique de M. Deng Xiaoping se heurte à la résistance de responsables de l'économie

Alors que la troisième session du quatrième congrès des représentants du peuple devrait se tenir à Pékin dans le courant du mois d'août, une revue de Hongkong, favorable à Deng Xiaoping, annonce que la lutte de ce dernier pour faire triompher sa politique pragmatiste est entrée dans sa deuxième phase. « La première phase », écrit « Zhongming », « se déroula au cinquième plénum du comité central (décembre 1978 à février 1980). Deng Xiaoping s'est alors attaqué aux « réactionnaires » du système, à ceux que l'on appelle « la petite bande des quatre » : Wang Dongxing, Ji Dengkui, Wu De et Chen Xilian. Mais depuis le cinquième plénum, Deng Xiaoping s'est lancé dans une offensive contre le « clan du pétrole ».

Qui sont ces nouveaux adversaires ? Selon Zhongming, « ils s'opposent à la libération de la pensée ; ils se sont opposés à des réformes contre les proches collaborateurs de Deng Xiaoping ; ils sont souvent liés à l'exploitation des ressources pétrolières et détiennent le pouvoir économique réel (...) ; ils ont des liens particuliers avec les puits de pétrole de Daqing, auxquels ils attribuent une valeur démesurée (...) ». Leur politique est caractérisée par la faiblesse de leurs propres forces. Cette dernière expression, de la part de Zhongming, est une réponse critique au fameux slogan : « Compter sur ses propres forces » ; elle donne à penser que le « modèle de Daqing », aussi important, dans la mythologie maoïste pour l'industrie, que l'était celui de Daxhai pour l'agriculture, tombera dans les mêmes oubliettes idéologiques que ce dernier. Les organes de propagande chinois ont pour l'instant conscience de ne pas parler de Daqing.

La modernisation — tant dans le domaine de la gestion que dans celui de la technologie — d'un complexe pétrolier qui fut longtemps présenté au peuple chinois comme le symbole de la révolution démocratique et de l'effort humain et de l'abnégation sur le pouvoir des experts, semble se heurter à une sourde résistance de la part des cadres et directement concernés. Ceux-ci, formés à la vieille école, assimileront la rentabilité, l'importation de technologies avan-

ces, à une perte de leur prestige et de leur pouvoir.

Cette offensive de M. Deng Xiaoping contre le « clan du pétrole » aurait commencé selon Zhongming par le remplacement de M. Yu Qilin par M. Yao Yilin à la tête de la planification d'Etat. Elle devrait se poursuivre, au sommet, par l'instauration du système Zhao-Zhu. M. Zhao Ziyang, au poste de premier ministre, à la place de M. Hua Guofeng. Même si cette nomination n'a pas lieu en août — selon l'article 22 de la Constitution chinoise, c'est le comité central qui désigne le premier ministre — la revue estime que le « système Zhao-Zhu » est en train de se mettre en place. Le retrait de M. Deng Xiaoping, Li Xiangnan, Xu Xiangqian et Chen Yun, de leurs postes de vice-premiers ministres, devant laisser la place à une équipe jeune et plus compétente en matière de planification économique.

Pour le reste, l'apport principal de cette session du cinquième congrès des représentants du peuple chinois devrait être l'abolition du « service à vie » pour les cadres, de quelque rang qu'ils soient. En instituant la retraite obligatoire des cadres — à un âge qui reste à déterminer — les dirigeants chinois entendent empêcher le retour d'une situation analogue à celle qui a prévalu pendant les dernières années de Mao Tse-tung. Mais faut-il pour autant s'attendre à une démolition en règle ?

D'autres revues de Hongkong rappellent que M. Hu Yaobang, malgré des critiques directes faites en juin en présence de journalistes yougoslaves sur le rôle « destructeur » de Mao sur l'économie chinoise, à certaines époques, a tenu, dans la même interview, à rappeler qu'en ce qui concerne les théories concernant l'édification du parti, la transition de la révolution démocratique à la révolution socialiste, et même les problèmes militaires et culturels, les théories de Mao restent valables (1).

HENRI LEUWEN.

(1) Cité dans le *Wenkuobao* de Hongkong (24 juin).

Corée du Sud

Le procès de M. Kim Dae-jung, principal dirigeant de l'opposition, s'est ouvert à Séoul

Correspondance

Séoul. — M. Kim Dae-jung, le principal dirigeant de l'opposition, et vingt-trois autres personnes accusées de trahison, de profiteurs et de étudiants — ont comparu, ce jeudi matin 14 août, devant la cour martiale de Séoul, où ils sont jugés pour complot destiné à renverser le gouvernement par la force. Ils avaient été arrêtés lors des violentes manifestations du mois de mai dernier.

M. Kim est entré dans la salle du tribunal vêtu du costume coréen traditionnel, tunique et pantalon blancs. Il était escorté par des agents de la police militaire. Sur sa poitrine, du côté gauche, était inscrit en rouge son numéro matricule détenu à 201. A midi, au milieu de la vaste salle, l'ancien candidat à la présidence de la République, âgé de cinquante-cinq ans, a parcouru du regard les tribunes du public où ses proches étaient présents. Mais ni la famille de M. Kim ni celles des autres prisonniers, auxquelles les autorités avaient pourtant donné l'assurance que des laissez-passer leur seraient délivrés, n'ont pu assister à la première séance du procès. Quinze avocats sont à la barre.

dont certains regrettent par le gouvernement. Le défenseur de M. Kim Dae-jung est le fils de Kyong-man, l'un de ses anciens partisans. La femme de M. Kim, qui a pu s'entretenir mercredi avec des journalistes étrangers, ne semble pas satisfaite du choix de cet avocat.

La cour devant laquelle comparaissait M. Kim Dae-jung et ses compagnons est la même que celle qui avait condamné à mort, à la fin de l'année dernière, M. Kim Jae-kyu, l'assassin de l'ancien président Park. M. Kim Jae-kyu a été pendu le 24 mai. Le jury composé de cinq généraux et il est présidé par le général Mun Ung-shik. Les accusés sont assis sur des bancs de bois alignés devant le tribunal. L'écran de la cour est bas. On pouvait reconnaître parmi eux le révérend Moon Il-hwan, M. Ye Chun-ho, le secrétaire politique de M. Kim, le poète Ko.

M. Kim a paru quelque peu ému, mais il ne portait aucune trace visible des services qu'il aurait subis pendant son interrogatoire et dont la presse s'est fait écho. Lorsque le président du tribunal lui a demandé quelle était sa profession actuelle, il a répondu : « Aucune ».

L'acte d'accusation comporte cent quarante pages. Cinq chefs d'accusation ont été retenus contre M. Kim : articles 90 et 91 du code pénal (conspiration en vue d'une sédition et agitation séditeuse, crimes punis d'une peine maximum de trois ans), articles 15 et 19 de la loi martiale (tenue de réunions illégales sanctionnées aussi de trois ans de prison), l'article premier de la loi sur la sécurité nationale qui prévoit la peine de mort pour le délit de « formation d'organisations hostiles à l'Etat », article 5 de la loi contre le communisme (peine maximum prévue : sept ans) et enfin violation de la loi sur le contrôle des devises.

Les autorités n'ont autorisé les journalistes qu'à rapporter des faits non commentés. Seuls deux journalistes étrangers, américains et japonais, ont assisté à l'ouverture du procès. Toute photographie ou enregistrement des débats sont interdits. On s'attend généralement ici à un jugement rapide.

SHIM JAE-HOON.

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux, éloignés d'une approvisionnement, d'être assurés de recevoir leur journal, nous avons décidé d'ouvrir des dépositaires d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes :

FRANCE :	
Quinze jours	46 F
Trois semaines	69 F
Un mois	77 F
Un mois et demi	106 F
Deux mois	140 F
Deux mois et demi	171 F
Trois mois	202 F
ETRANGER (valeur normale) :	
Quinze jours	73 F
Trois semaines	106 F
Un mois	132 F
Un mois et demi	181 F
Deux mois	239 F
Deux mois et demi	306 F
Trois mois	367 F

EUROPE (autres) :	
Quinze jours	90 F
Trois semaines	135 F
Un mois	165 F
Un mois et demi	211 F
Deux mois	276 F
Deux mois et demi	342 F
Trois mois	407 F

Dans ces tarifs sont compris les frais fixes d'installation d'un abonnement, le montant des numéros demandés et l'affranchissement. Pour faciliter l'acquisition des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés de récépissés correspondants des journaux qu'ils ont reçus, leur départ, en révisant les noms et adresses en lettres majuscules.

Le Monde

DI MANCHE

Au sommaire du prochain numéro :

LE CINÉMA PUBLICITAIRE

Enquête de Dominique Deschevannes

Les frasques de Katherine Mansfield

Une nouvelle biographie d'une femme fantasque et brillante, dans le premier quart du siècle.

Par Eliane Bazar

مكتبة الأصل

BRUTALITÉS OU «HOUSPILLAGE THÉRAPEUTIQUE» ?

Un médecin-chef de l'hôpital des Mureaux est accusé de frapper et d'injurier certains malades de son service

M. François Massot, député des Alpes-de-Haute-Provence (app. socialiste), a déposé, à l'Assemblée nationale, la demande de M. Dominique Vastel, maire adjoint des Mureaux (Yvelines), une question écrite à M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale. Selon M. Vastel, des événements

graves ont eu lieu dans le service de « médecine-moyen séjour » de l'hôpital des Mureaux, où un médecin-chef est accusé de « frapper » et d'« injurier » certains des malades hospitalisés dans son service. Le conseil d'administration de l'établissement a demandé l'ouverture d'une procédure disciplinaire.

« Je soussigné, Mme Boudinot Céline hospitalisée au pavillon Berry certifie avoir été giflée par le docteur Diamant-Berger pendant la visite, le 28 novembre 1979. » Je peux affirmer que j'ai vu le docteur Diamant-Berger donner un coup de poing dans la mâchoire à Mme Antoine et bien que le sang me soit tombé sur la même occasion, je ne puis certifier que Mme Antoine s'est fait insulter par le docteur Diamant-Berger. Je ne puis certifier que Mme Antoine s'est fait insulter par le docteur Diamant-Berger. Je ne puis certifier que Mme Antoine s'est fait insulter par le docteur Diamant-Berger.

« Je soussigné, M. Boudinot Céline hospitalisé au pavillon Berry certifie avoir été giflé par le docteur Diamant-Berger pendant la visite, le 28 novembre 1979. » Je peux affirmer que j'ai vu le docteur Diamant-Berger donner un coup de poing dans la mâchoire à Mme Antoine et bien que le sang me soit tombé sur la même occasion, je ne puis certifier que Mme Antoine s'est fait insulter par le docteur Diamant-Berger. Je ne puis certifier que Mme Antoine s'est fait insulter par le docteur Diamant-Berger.

Rédigés sur papier blanc, de manière naïve, ces témoignages ont été reçus avec d'autres par M. Maurice Pélissier, directeur du Centre hospitalier de l'hôpital des Mureaux, au début de décembre 1979. Tous mettent en cause un médecin de quarante-cinq ans, le docteur Francis Diamant-Berger.

Chargé de « déseconcombrer » les grands services hospitaliers, il considère comme un échec le fait d'adresser un malade à un service d'hospitalisation « long séjour », et il souligne que mille huit cents à deux mille malades ont été soignés dans son service, que la liste d'admissions est « démesurée », que tous les lits sont occupés et que ses confrères continuent à lui adresser des malades. Au début de l'été, il a été confronté avec le portrait que l'on cherchait à faire de lui. Il explique aussi avoir cherché à établir aux Mureaux une « ambiance chaude et cordiale », mais que certains de ses malades sont volontiers « agressifs ». Il a donc choisi d'adopter avec eux une attitude

En 1976, l'Assistance publique de Paris décide d'installer sous la responsabilité du docteur Diamant-Berger une annexe de cinquante lits, antenne de l'hôpital Lachapelle afin de « déseconcombrer » certains de ses services. Le docteur Diamant-Berger ne cache pas, aujourd'hui, qu'il a rencontré, dès le départ, de grandes difficultés. Il souligne que l'extension de son service, portée de cinquante à cent trente lits, s'est faite, en 1978, dans des conditions déplorables. Selon lui, les quatre-vingts lits supplémentaires étaient occupés « par des malades dont l'état ne justifiait pas une hospitalisation en « moyen séjour », mais plutôt par des malades chroniques qui relevaient du « long séjour » définitif » ; quant au personnel, il était « sous qualification » pour les tâches demandées.

Au terme, la semaine passée, du Festival international de dressage à Good-Wood, en Grande-Bretagne, où ne figurant que trop rarement nos représentants à l'alignement de parade, le docteur Philippe Jouy, directeur technique national des sports équestres, dans une interview au Figaro, s'est livré à une critique virulente du colonel Pierre Durand, écuyer en chef du Cadre noir.

Vers la fin novembre de l'an dernier, l'un des assistants, le docteur Francis Bonenfant, fit part au directeur de l'hôpital de ses inquiétudes et de son indignation après certaines scènes auxquelles il avait assisté dans le service. Dans le même temps, le directeur recevait, des membres de l'inter-syndicat des médecins du Centre hospitalier, un dossier constitué de témoignages émanant de malades, de familles ou de membres du personnel sur le comportement du docteur Diamant-Berger vis-à-vis de certaines personnes hospitalisées. Tous faisaient état de violences physiques (giffes, coups de poings, chaises tirées ou verticales exercées en public lors des « visites » sur des malades, le plus souvent âgées. Successivement, la direction de l'Assistance publique de Paris et la direction de la préfecture furent alertées. Aucune décision ne fut prise et finalement, le 6 mars, le conseil d'administration décida de transmettre le dossier au ministre de la santé et de la Sécurité sociale où on précisait que le conseil de discipline — chargé d'enquêter sur les faits — ne peut se réunir que si certains de ses sièges restent à pourvoir.

Interrogé sur cette affaire, le colonel Durand nous a déclaré : « S'il s'agit du directeur technique national d'informer la presse des dissensions qui peuvent surgir au sein des instances officielles, c'est son affaire. Soyons sérieux. Le bon sens voudrait, en effet, que les décisions ou les délibérations de la fédération soient assorties de responsabilités claires et nettes. Si tel était le cas, on n'en serait pas là. Quant à la présence éventuelle à Good-Wood, elle dépendait essentiellement du général Dumont Saint-Priest, directeur de l'Ecole nationale d'équitation, sous les ordres duquel est placé l'écuyer en chef. Il y avait à Good-Wood trois personnalités officielles pour soutenir le moral de nos « troupes ». La présence d'une question n'était pas en cause. Le physionomie générale du concours et sur de surcroît entrainés des frais supplémentaires difficilement justifiables. »

« L'ambassadeur de la région Rhône-M. René Guéro, qui avait été élu au début du mois (le Monde du 7 août) pour avoir géré un septuagénaire, M. Cosyn, gravement malade et qui devait mourir peu après, a été libéré. Les conclusions du médecin légiste sont formelles : il n'y a aucun lien entre la gifle et le décès du septuagénaire. Quant aux traces que cette gifle avait laissées, elles s'expliquaient par le traitement anticancéreux auquel était soumis le malade, qui a succombé à une affection cardiaque.

« La deuxième étape de la course d'Irlande en solitaire. — Afin de permettre aux concurrents de la course du Figaro en solitaire de réparer leurs avaries, et en raison du mauvais temps, le départ de la deuxième étape Kinsale (Irlande) - Les Sables-d'Olonne — 400 milles (740 km) en doublem (Cussac et Sein) a été reporté à ce jeudi 14. Les conditions de navigation s'annoncent favorables en mer d'Irlande.

La situation en France du directeur d'«Afrique-Asie» demeure précaire

Un flou administratif

Le président de l'O.I.P., M. Yasser Arafat, vient de transmettre à l'ambassade de France à Beyrouth (Liban) un message en faveur du journaliste Simon Malley, actuellement menacé d'expulsion, à l'indiquer mercredi 13 août, à Paris, le « comité des amis de Simon Malley ». Dans ce message, M. Arafat affirme que si l'expulsion du directeur de la revue Afrique-Asie se concrétisait, elle signifierait que l'espérance que suscite la politique française au Proche-Orient serait gravement affaiblie.

Mr Philippe Waquet, avocat à la Cour de cassation, l'un des conseillers de M. Malley, lui permet en fait à l'administration de créer un système en marge de ses propres lois et règlements. Un système qui, aux termes mêmes de la réponse de M. Christian Bonnet, favorise des statuts de résidents qui n'ont que l'apparence de la « bonne » légalité. Sans obliger ces étrangers à quitter la France, il fait néanmoins peser sur eux une menace permanente et les tient « à bout de bras ».

La situation en France du directeur du mensuel Afrique-Asie, M. Simon Malley, quarante-sept ans, d'origine égyptienne, demeure précaire. Depuis le 27 juin, les autorités françaises lui ont, en effet, retiré son titre de séjour renouvelable de trois mois, et sa carte de travail d'une durée de trois ans. A cette date, la préfecture de police de Paris avait invité M. Malley et sa famille à quitter le territoire français « dans les plus brefs délais et définitivement ». Depuis lors, M. Malley n'en est pas moins resté en France en situation irrégulière. Il est en quelque sorte « en limbo ».

La conclusion de la réponse du ministre de l'Intérieur est enfin un rejet implicite du recours hiérarchique introduit par M. Waquet auprès du ministre de l'Intérieur visant à faire annuler la mesure prise par la préfecture de police. Elle réaffirme, d'autre part, que la modulation qui a présidé à cette mesure est à chercher dans le manquement à l'obligation de réserve à laquelle tout résident étranger est tenu. Sans doute faut-il bien voir l'origine des annués du directeur d'Afrique-Asie. Sur ce point, M. Malley ne semble pourtant pas vouloir réformer sa conduite.

En fait, l'intervention de vingt-deux pays du tiers-monde en sa faveur auprès des autorités françaises ainsi que celle de nombreuses organisations de gauche (syndicats, associations, comités, etc.) ont contribué à créer un rapport de force qui gêne, pour l'instant toute décision entraînant son expulsion. On ne dissimule pas, de bonne source, que le dossier administratif — et politique — de M. Malley a traversé une phase transitoire. Ainsi, le pour et le contre d'une éventuelle décision définitive à son égard ont été examinés, mais l'absence de l'Intérieur, ainsi savoir que le statut de M. Malley a toujours été précaire et que ce dernier ne l'a jamais ignoré.

« Ce fut ainsi dans le cas du F.L.N., du M.P.L.A. du Front de libération, la contrainte de leurs richesses nationales par les peuples du tiers-monde, la lutte contre le néo-colonialisme et l'impérialisme, sont considérés comme faisant partie de ceux qui appuient les activités pro-soviétiques ».

Le flou administratif dont l'autorité publique entoure le sort

Laurent Greilsamer.

SPORTS

SPORTS ÉQUESTRES

L'écuyer en chef du Cadre noir sur la sellette

Au terme, la semaine passée, du Festival international de dressage à Good-Wood, en Grande-Bretagne, où ne figurant que trop rarement nos représentants à l'alignement de parade, le docteur Philippe Jouy, directeur technique national des sports équestres, dans une interview au Figaro, s'est livré à une critique virulente du colonel Pierre Durand, écuyer en chef du Cadre noir.

Interrogé sur cette affaire, le colonel Durand nous a déclaré : « S'il s'agit du directeur technique national d'informer la presse des dissensions qui peuvent surgir au sein des instances officielles, c'est son affaire. Soyons sérieux. Le bon sens voudrait, en effet, que les décisions ou les délibérations de la fédération soient assorties de responsabilités claires et nettes. Si tel était le cas, on n'en serait pas là. Quant à la présence éventuelle à Good-Wood, elle dépendait essentiellement du général Dumont Saint-Priest, directeur de l'Ecole nationale d'équitation, sous les ordres duquel est placé l'écuyer en chef. Il y avait à Good-Wood trois personnalités officielles pour soutenir le moral de nos « troupes ». La présence d'une question n'était pas en cause. Le physionomie générale du concours et sur de surcroît entrainés des frais supplémentaires difficilement justifiables. »

LA BATAILLE DE LA COUPE DE L'AMERICA

Les quatre prétendants étrangers à l'America Cup, « Australia », « France III », « Suède » (Géolo) et « Lionheart » (Grande-Bretagne) reprennent la mer sur le plan d'eau de Newport ce jeudi 14 août pour débiter le premier tour aux quatre heures d'attente d'attente en finale, le 16 septembre, le « donau mètres » américain « Freedom », détenteur du trophée. Ils vont se mesurer se mesurer par parties (« Australia » contre « Suède » et « France III » contre « Lionheart »). Le premier qui totalisera quatre victoires se qualifie pour la finale des challenges qui se disputera le 29 août prochain.

« La deuxième étape de la course d'Irlande en solitaire. — Afin de permettre aux concurrents de la course du Figaro en solitaire de réparer leurs avaries, et en raison du mauvais temps, le départ de la deuxième étape Kinsale (Irlande) - Les Sables-d'Olonne — 400 milles (740 km) en doublem (Cussac et Sein) a été reporté à ce jeudi 14. Les conditions de navigation s'annoncent favorables en mer d'Irlande.

Cyclisme

DOUZE FRANÇAIS POUR SALLANCHES

Richard Marillier, directeur national du cyclisme, a réalisé mardi 12 août une pré-sélection de douze coureurs pour le championnat du monde sur route professionnel, qui aura lieu le 31 août à Sallanches (Haute-Savoie). Les hommes sélectionnés sont : Hilaire, Villermine, Chabaud, Bernaud, Thévenet, Ovion, Martin, Seneze, Alban, Martinez, Bourreau et Hézard. Deux autres coureurs seront choisis ultérieurement entre Chassagny, Vallée, Becas, Bazar et Levassieur. Le directeur national procédera ensuite à la sélection définitive, mais on sait qu'il a dores et déjà désigné Bernard Hinault comme le leader de l'équipe de France. On notera qu'il a accordé sa confiance à Bernard Thévenet, dont le Tour de France avait marqué le retour en forme.

Tennis

LE GENOU DE BORG LA CHEVILLE DE McENROE

Les internationaux du Canada, disputés à Toronto, ont enregistré mercredi 13 août une désagréable surprise : l'abandon de John McEnroe, tête de série n° 2 et champion des États-Unis, devant son compatriote Erik Van Dillen. Le finaliste de Wimbledon s'est, en effet, retiré la cheville, alors qu'il menait au premier set par 4-0. Björn Borg, tête de série n° 1, se plaint, de son côté, d'une douleur au genou, qui l'a fait s'arrêter devant Tom Gullikson, battu néanmoins 7-6, 6-1.

Alpinisme

Un jeune alpiniste espagnol, M. Manuel Segovia Casas, dix-huit ans, étudiant, a trouvé la mort mardi 13 août, alors qu'il effectuait avec un ami, M. Rolfo Munoz, dix-neuf ans, employé d'administration, une ascension sur la face nord du pic de la Tour, dans les Hautes-Pyrénées. Les deux jeunes Montagnards avaient atteint une altitude de 2 900 mètres lorsque M. Manuel Segovia Casas a dévié et est resté suspendu dans le vide. Il est mort étouffé par la corde. Les C.R.S. ont ramené mercredi matin, à Argelès-Gazost, le corps et le corps de M. Segovia Casas.

Faits et jugements

Le directeur d'un hebdomadaire communiste écroulé à Rouen.

Le directeur politique de l'hebdomadaire communiste rouennais l'Avant-garde, M. Michel Barrière, âgé de quarante-trois ans, a été inculpé de « violences et voies de fait à l'égard de la force publique » par M. Jean-Louis Barrière, juge d'instruction, et écroué lundi 11 août à Rouen. Les faits reprochés à M. Barrière remontent au vendredi précédent. Ce jour-là, un gardien de la paix s'appropriant à verbaliser un véhicule appartenant à un militant de la section communiste locale, stationné sur un passage pour piétons, lorsqu'il a été violemment apostrophé par un demi-douzaine de personnes. Un inspecteur en civil qui passait par hasard, voulant prêter main-forte à son collègue, a été pris également à parti. Il s'en est suivi une bousculade au cours de laquelle un gardien de la paix a été frappé. Celui-ci a fait l'objet d'un arrêté de travail jusqu'à la fin de la semaine. M. Barrière, quant à lui, affirme qu'au moment des faits, il était en Corée avec sa fille, contrairement au témoignage de nombreuses personnes qui l'ont vu ce jour-là. La fédération du P.C.F. de la Seine-Maritime estime d'ailleurs être en butte à de nombreuses provocations policières. Une manifestation a été réunie « plusieurs centaines de personnes », selon la fédération locale, à son lieu devant la prison de Rouen, mardi 12 août, pour « exiger la libération de M. Michel Barrière ». Il n'y a pas eu d'incidents.

LA PENSION DE LA MORTE

SANARY (Var). — Mardi 12 août, dans la matinée, un employé municipal se présente au domicile de Mme Hélène Barrière, née en 1900, pour lui remettre un papier officiel. A sa place se présentent ses deux filles, Jeanne et Geneviève, âgées de soixante-trois et soixante et un ans. Elles déclarent que leur mère se repose et qu'elle est actuellement traitée par un médecin de la ville. Or ce médecin est mort depuis six ans. Interrogé, l'employé qui vient des policiers de Sanary qui, sur commission rogatoire, se présentent à l'entrée de cette maison isolée, enfouie sous la végétation. Les deux seules personnes qui refusent d'ouvrir et les policiers doivent donc forcer la porte. A l'intérieur, la salle est repoussée. A terre, un matelas semble recouvrir un corps. « Ne touchez pas à ma mère », s'écrie Jeanne, qui veut s'enfuir en emportant son fardeau. Elle est vite maîtrisée et l'on découvre un squelette. L'inspecteur du cadavre. C'est celui de sa mère, dont la mort doit remonter à quatre ans. Les deux seules personnes qui refusent de reconnaître le cadavre de leur mère pour vivre... (Corresp.)

Vigiles valeurs.

M. Jacques Marty, trente-sept ans, directeur-adjoint de la succursale d'Angey (Haute-Savoie) de l'Agence française de sécurité (A.F.S.), a été arrêté, mercredi 13 août, inculpé de vols et de détournement d'armes et écroué à la maison d'arrêt de Bonneville (Haute-Savoie). La police savait que, depuis quelques temps, à Angey, des brigades Dupont se vendaient « sous le manteau ». Lundi soir, 11 août, elle a interpellé M. Pierre Lormeau, vingt-sept ans, employé de l'Agence française de sécurité. Il a été surpris en flagrant délit de voler l'usine des briques Dupont, à Faverges, dont il était censé assurer la surveillance. Cette arrestation a permis aux enquêteurs de comprendre le mécanisme qui conduisait à la vente des briques à Angey. M. Marty et un autre employé de l'Agence, M. Barnaud Didier, vingt-huit ans, ont alors été arrêtés. Au domicile de M. Marty ont été découvertes : un pistolet mitrailleur, quatre pistolets, cent quarante bâtons dynamite, 600 grammes de plastico des détonateurs et des cordons.

MÉDECINE

recupérer par une su-
lui prêtant des int-
désirs, des caprices, e-
donnant comme le p-
pur hasard (chez D-

qui était de son devoir, et en son pouvoir, dans les conditions où il était placé.





Le Monde DES LIVRES

Les souvenirs en spirale de Jean Guilton

● M. Pouget, Bergson, la parapsychologie et la peinture...

CERTAINS se demanderont peut-être si ces souvenirs peints étaient nécessaires, quand il s'agit d'un souvenir qui se présente en déclarant d'emblée : « Je suis un être autobiographique. » De ce qu'il est, de ce qu'il a vécu, n'a-t-il pas donné tout ce qu'il voulait dans ses livres ?

Poser cette question, c'est méconnaître la portée de ce retour à soi, à l'heure où Jean Guilton voit publier ses *Œuvres complètes* (chez Desclée de Brouwer). Car, à mesure que nous avançons en âge, c'est un nouveau regard que nous portons sur notre vie : si le travail intérieur et l'action du temps nous ont rendus plus fins, plus attentifs et plus limpides, le sens de ce qui est notre destinée apparaît plus clair, et de mystérieuses évidences se révèlent : ainsi « un être autobiographique » n'en a jamais fini avec l'unité et la multiplicité de sa vie et de soi. « Lorsque nous sommes dans la vie (si l'on n'est pas stérile et engourdi), on doit trouver du nouveau. C'est un peu comme dans une ascension où l'on monterait en spirale le flanc d'un volcan. On repasse par les mêmes endroits, mais à des altitudes toujours supérieures. » (L)

« J'étais né disciple »

Les « souvenirs en spirale » de Jean Guilton apparaissent comme un effort de plus pour « compléter » le travail de toute une vie — car tout ce qu'il est inachevé, et le rôle du philo-

sophe n'est-il pas d'aller le plus loin possible dans le sens d'un achèvement qui est éducation et docilité au réel ? Cette éducation, dans la jeunesse, a besoin d'aide et d'exemples. « J'ai toujours cherché un maître », dit Jean Guilton, qui trouve cette formule : « J'étais né disciple. »

plus haute exigence intellectuelle : car pour lui la principale faute était la paresse de l'esprit, qui dispose de tant de ruses. De Bergson, Jean Guilton livre un mot admirable : « Il me donnait des conseils sur le manière de faire ma thèse. » Ne vous préoccupez ni du plan ni



Le Jardin des oliviers, par Jean Guilton.

Cependant, lui qui a découvert M. Pouget, dont il a jaloux un magistral portrait, lui qui a suivi l'enseignement de Bergson, dont il a célébré la figure, on ne peut pas dire qu'il ait subi l'influence de ces maîtres : il serait plus juste de noter que le disciple avait choisi ses modèles en fonction des besoins qu'il présentait en lui-même, demandant aux maîtres qui l'attiraient une incitation à être pleinement soi, et rien d'autre. Ainsi M. Pouget, le « savant » et « saint » auquel Jean Guilton s'était présenté à vingt ans pour lui faire la lecture, a joué un rôle déterminant dans la formation du jeune philosophe en lui donnant l'exemple de la

« de la composition, cherchez à saisir l'essence de la vie intérieure. Et quand votre vie intérieure sera forte, vous achèverez du papier, vous écrirez et vous rassembleriez ce que vous aurez écrit : ce sera un très beau livre. » Bergson ne se comportait pas en professeur qui pose sa marque sur l'élève : « Il vous parlait sans hâte, comme si vous étiez un adulte. Surmontez, il augmentait en vous la puissance d'être vous-même, la joie créatrice. » Cette ouverture de Bergson à l'autre, son intérêt et son respect pour la singularité d'un esprit et d'un caractère, sont parmi les traits essentiels de ce philosophe, dont Jean Guilton peut dire :

« Son idée (qui fut développée par Jacques Chevalier) était que l'unique science n'est pas celle du général, de l'universel, de ce qui recommence toujours, mais qu'il existe une connaissance de l'individuel, de ce qui est unique en son genre, qui ne recommence jamais. Ce sont les choses qui ne se sont produites qu'une fois et qui méritent le nom de « singulier » qui devraient être au des objets fondamentaux de la connaissance. » Cette conviction porta Bergson à s'intéresser aux faits qui ne sont pas tenus pour objets de « science », « phénomènes paranormaux, métaphysiques », qui ont retenu aussi l'attention de Gabriel Marcel, et que Jean Guilton lui-même ne cesse d'interroger. « Quelle est la différence entre un esprit clos et un esprit ouvert ? C'est que l'esprit clos décrit d'avance quels sont les objets auxquels il ne s'intéressera jamais... Au contraire, si l'on raconte à un esprit ouvert qu'un homme est ressuscité, il dira : « Après tout, pourquoi pas ? »

Découvrir des tréfonds à quatre feuilles

Jean Guilton se souvient de la façon vraiment extraordinaire dont sa femme retrouvait les objets égarés sans les avoir cherchés, comme aussi il lui attribue de se balancer pour découvrir des tréfonds à quatre feuilles. Si certes, ramasser un tréfil à quatre feuilles n'est pas en soi une grande découverte — mais trouver sans chercher, comme se souvenir de ce qui n'est pas encore arrivé, voilà qui demande à être étudié de près, et à tout le moins observé avec attention. « La mémoire la plus profonde est une mémoire de toute notre destinée » : c'est dire qu'à un certain niveau de connaissance avec soi-même, aujourd'hui est signe de demain, autant que d'hier.

JOSANNE DURANTEAU.
(Lire la suite page 11.)

« LES NOCES ORIENTALES » de Bertrand d'Astorg

Un périple éblouissant

J'AI d'abord découvert les Noces orientales dans un survol rapide, comme il nous arrive souvent d'en user, pour humer un livre, et savoir simplement de quoi il retournait. Le titre de celui-ci, en dépit de sa charge affective, n'était pas explicite et je ne connaissais guère Bertrand d'Astorg. Je le savais l'auteur du bel essai, *Le Mythe de la Dame à la licorne*, ami de mon vieil ami Pierre-Henri Simon qui suivait son œuvre, et rattaché d'une manière pour moi imprécise à l'état-major d'Air France. Un esprit curieux de mythologie, une culture humaniste, et sans doute le goût et l'habitude du voyage propres à qui touche de près l'aviation, c'est ainsi que je le situais.

Des pages que je feuilletais, je voyais s'échapper des dizaines et des dizaines d'histoires venues du fond des temps : reprendre chair des héroïnes antiques à travers les poètes qui les avaient chantées, Didon, Médée, Cléopâtre, Salomé ; se dérouler d'anciennes chroniques prestigieuses — celles qu'on réédite actuellement dans des collections de poche — comme le *Voyage à travers la Chine* de Marco Polo (Maspero), le *Voyage en Orient* de Gérard de Nerval ; ou des œuvres archaïques et totalement ignorées aujourd'hui comme celles de l'Arioste et du Tasse ; surgir les grandes toiles d'Ingres, de Delacroix, de Gustave Moreau, des estampes chinoises.

A quel merveilleux périple à travers les arts et les littératures grecque, latine, médiévale, française, étrangère biblique, arabe, nous conviait-il ? Quel était ce livre qui lisait pour nous tant de livres en nous donnant envie de les lire ou relire ? Je mis les *Noces orientales* de côté, comme une chose rare et précieuse, pour un temps de lecture plus aérée.

Je viens de le reprendre de bout en bout. La même séduction s'en dégage et pour les mêmes raisons auxquelles d'autres s'ajoutent, plus subtiles. Ce voyage, a dit un beau coup entre les siècles et les créations, a un but : l'Orient proche ou lointain qui a si fortement tenté l'homme d'Occident, et l'auteur lui-même, dès ses premières traductions de Virgile. Les humanités classiques avaient du bon quand, intelligemment conduites, elles provoquaient ces passions chez un enfant.

Bertrand d'Astorg mêle ses souvenirs à son inventaire, d'où le ton personnel de cette enquête qui est à la fois froide. Il n'hésite pas à raconter les œuvres, plus ou moins mortes, qu'il repère pour restituer leur enchantement, celui-là même qu'il a éprouvé à les lire et qu'il retrouve en les commentant. Une gourmandise, une ivresse, des plus communicatives ! Et sur ces œuvres, toute une masse d'informations, d'anecdotes qui les réinsèrent dans leur temps ou les suivent dans leur vie posthume.

par Jacqueline Piatier

Que n'apprend-on dans ce délicieux survol, à la fois érudit et soulevé de remarques fines, parfois ironiques ! Salomé n'a commencé à hanter les artistes qu'en 1880. Mais alors quelle instance ! Auparavant les siècles trop chrétiens n'avaient pas osé, à cause de Jean-Baptiste, toucher à son image. Marco Polo a franchi la Muraille de Chine sans même l'apercevoir. C'est en lisant la récit de son voyage que Christophe Colomb a conçu son expédition. Le *Bain turc* d'Ingres, reflet de tous les désirs occidentaux du harem et fantasme d'un vieillard de quatre-vingts ans qui comme tous les patriarches rêve d'odalisques, Claudel le qualifie de « galette d'asticots ». Pourquoi le *Vathek* de Bedford n'a-t-il jamais tenté un cinéaste ? La Médée d'Euripide sort d'un fait divers sicilien tandis que celle de Sénèque, prêtresse noire, annonce les héroïnes de Sade.

Ainsi jouent les œuvres les unes sur les autres. Elles se reprennent, se parodient, se métamorphosent. Camoens, dans les *Lusiades* qu'on ne lit plus, transforme en *Enéide* le périple de Vasco de Gama autour de l'Afrique dont Alvaro Velho a laissé la chronique, et la dure réalité devient poésie. Inversement l'imaginaire trahit l'impulsion sexuelle du héros. La rencontre entre Cléopâtre et Antoine, que Shakespeare a somptueusement mise en scène, on la retrouve aussi dans nos chansons de voile.

UNE interrogation fondamentale retentit à travers le livre. Que vont-ils chercher, tous ces Occidentaux, dans l'Orient éblouissant et fatal ? Un jardin des délices, une terre de libération, voire de transgression, des trésors inépuisables, un Paradis retrouvé, l'établissement d'un seul empire sans frontières, l'espoir de l'unité perdue ? L'image qu'ils en rapportent oscille du rose au noir. Car ces lointains chargés de visions édéniques apportent aussi des visions de cauchemar et des massacres perpétrés par les hordes. Aujourd'hui où le mirage s'exerce toujours, il possède la même ambivalence : la drogue, Katmandou, la violence ou la réconciliation de soi avec le monde. Cette tension entre l'harmonie et le chaos, Bertrand d'Astorg la voit matérialisée par ses jardins chinois, sur les vieilles estampes, où les bosquets idylliques alternent avec les grottes ténébreuses.

Il souligne la place qu'occupe la femme dans ce désir d'une fusion entre deux mondes. La femme est l'intercesseur privilégié. « Amoureuse elle sauve le naufragé ou le vaincu du massacre pour l'élever au rang d'hôte ; en pays conquis elle s'échappe, par sa séduction, au rapt et à l'esclavage et s'élève au rang d'épouse... Le récit de voyage européen est épicurisme à l'origine. » Bertrand d'Astorg voit partout des « noces » individuelles ou collectives. Mais ces unions tournent mal. Voir Didon, Médée, Cléopâtre... Elles sont tragiques. Les « noces de sang » n'ont abouti qu'à la déception. De là à souhaiter d'autres noces, celles-là spirituelles.

AINSI une nostalgie se dégage de ce livre, qui se termine par un finale admirable autour de la mer Rouge. Contrée de pierre, de sable, de sel que la soif domine. Bertrand d'Astorg y convoque Gérard de Nerval, la reine de Saba, ce Rimbaud qui a testé d'or ses semences de vent et Nizem et Mairaux et Teilhard de Chardin... Sur les bords hostiles de cette mer qu'unissait autrefois le royaume sabéen, trois monothéismes aujourd'hui s'opposent. Le désir de Bertrand d'Astorg serait de les voir s'unir, vieux rêve qui fait écho au rêve d'autrefois.

Alors le guide n'est plus guide, il s'est fait poète.

LES Noces orientales allient l'originalité d'une recherche au plaisir constant de la lecture. Fouillant un imaginaire collectif au gré de sa fantaisie et de son étonnante culture, l'auteur, d'une allure élégante et classique, bien qu'il pose aux œuvres d'antan les questions d'aujourd'hui, nous entraîne dans un périple où de place en place surgissent de merveilleux spectacles. Pour les relier entre eux son fil d'Ariane est peut-être un peu flou. Mais cet essai est révélateur et non pas étude. On en sort ébloui.

★ LES NOCES ORIENTALES, de Bertrand d'Astorg, Le Seuil, 256 pages, environ, 65 F.

La guerre au cœur de la science-fiction

● Après l'amour fou, les jeux virils du casse-pipe.

LA guerre, classique ou nucléaire, chaude ou larvée, totale ou codifiée, impériale ou défensive, est un des principaux ressorts de la littérature de science-fiction. Deux passionnants romans de Jean Hougron, et la *Guerre olympique*, de Pierre Pelot, et un non moins excellent recueil de nouvelles, *La troisième guerre mondiale* n'en ont pas lieu, anthologie réunie par l'Américain Joe Haldeman, en administrant une fois de plus la preuve.

Après la phase « amour fou » des années 60, où les humanistes de tous peuples pratiquaient un coit intercontinent, nous voici revenus aux jeux virils du casse-pipe. Virils ? Vireux... Dans la nouvelle vague de science-fiction, les femmes ne se contentent plus du rôle passif de faire-valoir : les héroïnes musclées sont aujourd'hui sur tous les fronts.

Ce ne sont plus seulement, comme l'indiquait Marx dans son *Manifeste*, les hommes libres qui s'opposent aux esclaves, les patriotes aux plébiens, les barons aux serfs, mais les humains aux extra-terrestes, les mâles aux femelles, les êtres de chair et de sang aux machines, les oppresseurs de tous bords à d'autres oppresseurs plus vengeurs encore.

Si Hougron, dans le *Naguen*, adopte les formes très classiques du « space opera galactique », sa description minutieuse de deux sociétés hégémoniques très différentes, aussi peu soupçonnées l'une que l'autre du bien-être de leurs colonisés, reste sans égale. Fins de contrastes simplifiés : en trente-deux ans de guerre, les sociétés rivales se transforment en profondeur, se

stratifient, deviennent elles-mêmes des superarmes. A travers le récit du héros-vainqueur Dredt, torturé par les siens, Hougron brosse le tableau de deux cultures sclérosées, dans leur haine.

Le retour au combat des Horaces

Pierre Pelot, dans sa *Guerre olympique*, se limite plus modestement à la surface de notre vieille et belliqueuse planète : « La douzième guerre olympique de 2222 oppose comme à l'accoutumée le camp Blanc et le camp Rouge, le camp Blanc regroupant les États et les nations de la confédération libérale, le Rouge les États et les nations de la fédération socialo-communiste. (...) La douzième guerre olympique comptera un minimum de neuf millions de victimes. C'est prévu, calculé. »

Finis les guerres stupides, le napalm, la bombe atomique ! Finis les excès démographiques, la pollution sauvage et les révolutions ! Tous les deux ans, les champions surentraînés des deux blocs s'affrontent dans une lutte à mort. Au moment de la victoire, neuf millions de dévants et de délinquants de la fédération vaincue meurent rapidement, proprement, quand une capsule introduite préalablement dans leur cerveau explose sous l'impulsion de l'ordinateur central. Les encapsulés du camp vainqueur (ceux du moins qui ne meurent pas de peur), libérés de leur proches mortelle, n'ont rien de plus pressé que de se transformer en citoyens modèles. Le système, clos et logique, fonctionne à la perfection.

Pierre Pelot, jeune étoile variable de la science-fiction française, maîtrise dans ce dernier roman toutes les ficelles du suspense. Il saute ses héros juste avant l'holocauste : deux

condamnés, morts en sursis de chaque camp, aussi sympathiques et pitoyables l'un que l'autre, et un super-champion de l'Occident, bête de combat depuis jusqu'aux oreilles et tout aussi pathétique, en route vers la sanglante finale. Officiels et spectateurs, industriels du spectacle et du sport, politiciens, tous — moins neuf millions de personnes — commentent dans la même ardeur, sous les écrans de télévision géants des stades. Ces jeux olympiques ne connaissent pas le boycottage.

Un éventail de thérapeutiques

Bellisme français, pacifisme américain : au féroce et somptueux *Naguen* de Hougron, à la parodie grinçante de l'olympisme dans la joie réalisée par Pelot, Joe Haldeman oppose dans son recueil un éventail de thérapeutiques destinées à guérir définitivement notre soif de sang. Ses solutions sont toutes plus étranges — et plus fantasmatiques — les unes que les autres.

La guerre, Haldeman connaît : il l'a faite. Appelé au Vietnam en 68, il s'est vu une mine. Rapatrié, il se met à publier régulièrement des nouvelles de S.F. où s'affirme son obsession : plusieurs d'entre elles, réunies sous le titre de *Guerre éternelle*, obtiennent en 1974 le prix Hugo et le prix Nebula, les deux plus hautes distinctions de la S.F. anglo-saxonne.

« Quand j'ai demandé à cette auteure une contribution à cette anthologie, avoue Haldeman, je n'espérais pas que beaucoup d'entre eux me soumettraient de vraies solutions de remplacement à la guerre. » En effet, les alternatives proposées laissent rêver ; dans la nouvelle de Paul Anderson, *Nous vivons des temps d'avant le tesson*, la

guerre entre nations a fait place à l'assassinat programmé, isolé, des chefs adverses : plus de conflits généralisés, mais un terrorisme massif cautionné par les États et les peuples.

Dans le *Mercenaire*, de Mark Reynolds, les multinationales ont pris le relais des États-majors et organisent la réédition non simulée des grands massacres du dix-neuvième et du vingtième siècles. Le vainqueur conquiert le marché du vaincu. Quand un paisible « royaume de Dieu » promis par les textes sacrés, il faut attendre l'arrivée d'un messager extra-terrestre pour qu'il se réalise sur Terre, dans le très beau récit de Damon Knight. Autant dire que ce n'est pas pour demain.

Pessimisme ou lucidité ? L'univers de la S.F. n'échappe pas à l'éternel débat. Dans les années 50, le choix était clair, prédéterminé. Il y avait les bons (nous) et les méchants (les autres). Ces derniers s'appelaient indifféremment les Russes, ou les Reds, ils étaient bien organisés, malins, mais les bons finissaient par l'emporter grâce à leur sens civique et à leur amour fanatique pour la démocratie libérale. Finis ces temps heureux. Les méchants restent méchants, mais les bons le deviennent. Prenons-en notre part, et tant que notre mauvaise conscience toute fraîche d'ex-colonisateurs produit des récits d'une telle qualité, ne nous plaignons pas.

ALEXIS LECAYE.

★ LE NAGUEN, de Jean Hougron, Édit. Fata Morgana, 228 pages, environ, 65 F.

★ LA GUERRE OLYMPIQUE, de Pierre Pelot, Édit. Denoël, 312 pages, environ, 19 F.

★ LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE N'AURA PAS LIEU, anthologie de Joe Haldeman, coll. « Le livre d'or de la science-fiction », Édit. Presses Pocket, 336 pages, environ, 15 F.

HISTOIRE

Le Monde

lettres étrangères

L'Iran vu par ses écrivains

● Une précieuse anthologie de nouvelles contemporaines.

RUNISSANT et traduisant un choix de nouvelles d'écrivains iraniens contemporains (ou presque), Gilbert Lazard fait œuvre utile, voire nécessaire. On a beaucoup parlé de l'Iran ces derniers temps, et de mille façons. On a montré l'ébranlement de diverses manières. Certains ont dépeint l'Iran de la richesse, de la modernisation déterminée. D'autres ont insisté sur l'Iran traditionnel et religieux : celui de l'islam et des ayatollahs. D'un côté, la tradition maintenue. De l'autre, la tradition rompue.

C'est méconnaître deux faits d'importance : la pauvreté et le retard culturel de tout un peuple provincial vivant comme en marge du monde actuel, ou venant s'entasser dans les faubourgs de la capitale. Et, d'autre part, l'accord difficile, que les meilleurs esprits d'Iran recher-

chent, qui pourrait et devrait se faire entre la tradition et le progrès. Le vrai problème est là.

A la littérature persane classique, qui a des siècles d'existence, une autre littérature s'est substituée dans notre époque. Une littérature d'islam, et tentée par des exemples pris à l'étranger (et principalement à l'Occident). A l'origine de ce renouveau, il faut situer Sâdegh Hedayat, qui s'est suicidé à Paris en 1951, à l'âge de quarante-huit ans, et dont nous connaissons une grande œuvre (qui enthousiasme André Breton) : *La Chouette aveugle*.

Hedayat est représenté, dans cette anthologie, par six nouvelles d'un ton extraordinaire. Pour ma part, j'ai songé, les lisant, aux *Viesilles* de Nicolas Gogol. Le réel, ici, est saisi au ras des choses et du quotidien, mais la puissance fabulatrice de Hedayat est telle que le réalisme minutieux qui est le sien bascule dans la fantastique. L'ironie pessimiste, corrosive mais tonique, toujours au

travail dans les textes de cet écrivain majeur, montre mieux, de l'intérieur, ce qu'est le peuple d'Iran que cent reportages sur le même sujet.

Les quatre autres auteurs représentés dans *Nouvelles persanes* sont manifestement de l'école de Hedayat. Les thèmes se répètent : celui de la femme, celui du nationalisme, celui de la religion. On saisit l'Iran comme une volonté d'ouverture, et, en même temps, comme un repli sur soi. Lorsque la révolution de 1979 oblige les femmes à abandonner le chador et les hommes le costume traditionnel, ce ne fut pas une explosion de joie. Un récit de Djelâl Aleahmad montre qu'au lieu des hommes et des femmes se vêtant clandestinement — et malgré la police — selon les lois coutumières. Trait éclairant !

Il y a une fierté naturelle à un peuple qui a deux mille ans d'histoire derrière lui. Cela crée un nationalisme chatouilleux : le mépris des Arabes en est une conséquence manifeste. Mais ce nationalisme est également cri-

tique. Un Iranien peut vous dire beaucoup de mal de son pays, mais sans critiquer à votre tour, et condamner un point de détail, et vous le verrez prendre fait et cause même pour les absurdités de la tradition. C'est ainsi. Tout cela se voit à merveille dans les *Nouvelles persanes*.

Cependant, le lecteur s'abuse-rait en jugeant qu'il s'agit, ici, de textes documentaires. C'est à l'inverse : c'est de la littérature, et de la meilleure. Ce qui nous est donné à voir, c'est l'intérieur : la fantasmagorie d'un peuple, ses fantasmes coutumiers, ses fidélités et ses tentations. Bref ! ce qu'il y a de bon et ce qu'il y a de mauvais dans un pays qui se cherche. Ce livre offre un voyage (un voyage immobile, un voyage de lecture) indispensable aujourd'hui.

HUBERT JUN.

★ NOUVELLES PERSANES, L'IRAN D'AUJOURD'HUI ÉVOQUE PAR SES ÉCRIVAINS. Choix de textes. Traduction et présentation par Gilbert Lazard. Éditions Phébus, 256 pages. Environ 57 francs.

Un poète subversif du VIII^e siècle

● Les deux passions d'Abû-Nuwâs.

Frère d'homme, lève ton verre à la santé des beaux garçons au ventre plat, la taille fine, la joue où luit le ruisseau rond ! Buons à nos amours sorcières, à leurs beaux yeux et attitudes, et que, dans son éclat brillant, la Beauté coule dans nos verres !

Voici un poète écrit il y a douze siècles. Il est d'Abû-Nuwâs, le plus grand poète arabe. Ce chant d'amour, cette audace, sont impensables aujourd'hui dans le monde arabe, où la production littéraire est soumise à la censure politico-religieuse et à l'autocensure. Et pourtant Abû-Nuwâs est encore très lu. Il a acquis la dimension du mythe classique.

Né vers 747 dans le Khouzistan, dans le sud-ouest de l'Irak actuel, près de la frontière irakienne, Abû-Nuwâs était un « esclave », c'est-à-dire un libre penseur, un poète joueur et provocateur, scandaleux et audacieux. Il vivait pour deux passions : l'amour des beaux garçons et le vin. C'était aussi un chasseur. Il a écrit de très beaux poèmes cynétiques, qui ont par la suite fortement inspiré Al Mutanabbî, qui est né à Kufa, cent ans après la mort d'Abû-Nuwâs, et qui marqua le dixième siècle arabe.

Porté à l'ironie et à l'humour féroce, il est en fait l'héritier d'une longue tradition de la poésie anté-islamique qui a célébré l'érotisme et le vin. D'après Vincent Montell, qui l'a remarquablement traduit : « Pour Abû-Nuwâs, le vin n'est pas seulement délectable en soi : il est surtout le prétexte obligé des amours épiques, et les jeunes garçons jouent le rôle principal. » A l'époque, le poète — même s'il était contestataire — vivait aux crochets des mécènes. Abû-Nuwâs a été, comme tant d'autres, un courtisan et un poète de cour, chez le calife Harun al-Rachid notamment. Il se payait aussi le luxe de mêler l'éloge à la

diffamation. Il connaît ainsi la disgrâce des princes et la prison. Ses panégyriques sont tissés de sarcasmes et de dérision. Ses satires politiques sont célèbres. Mais l'image la plus populaire d'Abû-Nuwâs est celle du libertin, chanteur de la fête de vivre, le poète bouddhiste qui a écrit trois cent vingt-trois « chansons à boire » (*Khamsariyyât*). Il a laissé derrière lui la réputation d'un ivrogne et d'un pédéraste qui a osé chanter la beauté et l'ivresse dans un monde « arabo-islamique ». Il a consacré sa vie à deux passions, condamnées toutes les deux par l'islam.

Dans la soustraie Les Poètes (XXVI), il est dit à propos de l'histoire de Loth, dans le verset 165/66 : « Accomplissez-vous l'acte charnel avec les mâles de ce monde et laissez-vous vos épouses que votre Seigneur a créées pour vous ? Or, vous êtes un peuple transgresseur » (trad. Blachère).

Abû-Nuwâs est un poète de la transgression. Il scandalise les défenseurs de la vertu et de l'ordre par sa liberté et la crudité du vocabulaire utilisé. Point de symbolisme ni de détour. Même ses images sont transparentes. Pour dire son homosexualité, il écrit : « L'homme est un continent. La femme, c'est la mer. Moi, j'aime mieux la terre ferme. » L'important, pour lui, c'est le miracle de la beauté. D'où la présence aussi dans ses poèmes de figures androgynes : « Aussi bêtise que de fille, elle sert de garçon (ghulamiyya) ». Les rares femmes dont il parle sont des chanteuses et danseuses, celles mêlées à la marginalité.

Vincent Montell cite souvent dans son introduction des poètes qui n'ont probablement pas lu Abû-Nuwâs, mais participent de la même exigence et de la même liberté : Villon, Verlaine, Rimbaud et Baudelaire.

TAHAR BEN JELOUN.

★ LE VIN, LE VERT, LA VIE d'Abû-Nuwâs. Choix de poèmes traduits et présentés par Vincent Montell ; calligraphies de Hassan Massad ; coll. « La bibliothèque arabe ». Sindbad Éditions, 200 pages. Environ 55 F.

la vie littéraire

Paul Neuhy : un « non » dans les lettres

Ceux qui ont lu la collection complète de la revue *Ca Ira* publiée à Anvers, de 1950 à 1953, et rééditée aux Éditions Jacques Antoine, se souviennent au moins du « numéro Dada », qui, dès novembre 1951, réunit des contributions de Picabia, Péret, Eluard, Ribemont-Dessaignes, Penser, Pas et mal : à publier cela dans la *Vieillesse*, de Max Elskamp !

L'un des animateurs de *Ca Ira* Paul Neuhy, vit toujours et, aux dernières nouvelles, il ne regrette rien de sa jeunesse. Pie encore, il a publié un livre de poèmes il y a trois ans, *Octavie*, où il affirmait avec pas mal d'insolence que « la vieillesse fait naître des idées supérieures ».

Le forlège de ses recueils, intitulé *Le Pot-au-feu mangé*, qu'il publie aujourd'hui chez Belfond, enjambe le siècle, de 1914 à 1977, et montre que Neuhy, avant Dada comme après, a toujours pratiqué une façon décapante et douloureuse de regarder le monde des vivants, avec ses tramways jaunes et ses lampes à arc.

L'absurde, le grand mot doit être lâché, même s'il le tient en laisse, montre le bout de son nez entre les regards, les rues et les sources de pluie. Mais quel enlèvement à la lettre en boîte, pour ainsi dire ! On voudrait que ceux qui ont perdu le goût des bottes fortes et des cigarettes acres prennent la peine de découvrir un homme à qui les commentaires ni les louanges n'ont fait tourner la tête. Il s'en est passé jusqu'à aujourd'hui.

Il s'est aussi connu mieux que personne : « Poète sans beaucoup d'audience, je me suis fait un « non » dans les lettres. » — R.S.

« Rencontre avec F.-J. Temple »

La revue *Entailles* consacre un récent numéro à une « Rencontre avec F.-J. Temple ». Il s'agit pour Philippe Nadal, l'animateur de la publication, de prouver que, au-delà du traducteur de Tennessee Williams, de Neal Cassidy et bien sûr de Miller, au-delà du biographe de D.H. Lawrence et du révélateur de la correspondance Deltat-Miller (Belfond, 1980), il existe en F.-J. Temple un romancier et un poète authentiques. A travers un long et riche entretien, nous apparaît un écrivain écorché vit, à « l'état d'esprit apocryphe » et toujours prêt à répéter qu'il « existe une communauté méditerranéenne à reconstruire ». Cette revue, qui comporte une partie anthologique faisant écho aux thèmes développés par Temple, sera précieuse à qui se propose de relire aujourd'hui un roman comme *Les Eaux mortes* (Albin Michel, 1979), ou un recueil de poèmes comme *Foghorn* (Grasset, 1978), ou de découvrir le prochain roman de F.-J. Temple intitulé *Un cimetière indien*, dont on lit quelques bonnes feuilles dans la présente livraison d'*Entailles*.

DIDIER POBEL.

★ Revue *Entailles*, n° 11-12. Puits des Bequilles, 34 Montpellier (130 pages).

« Uniformes »

Avec sa cravate kéké foncé, sa ceinture de flanelle blanche, son « pantalon golf », ses bandes molletières, ses brodequins de marche modèle 1917, le fantassin français du printemps 1940 découvre le prochain livre d'Alain Finkielkraut, *Le soldat*, paru chez Grasset. D'où, pourquoi pas, la dédicace. Argout-Éditions, qui publie la Gazette des armées et des uniformes, sort un numéro hors série, réalisé par François Vauvillier, et

consacré à « ces soldats sans armes qu'on avait habitués pour un autre destin ». C'est un document qui en dit long sur un épisode retourné de notre histoire, où le tragique et le grotesque vont de pair.

On a oublié que 194 000 soldats français sont tombés en mai-juin 1940, au terme de « huit mois de balade et six semaines de course à pied ». François Vauvillier, sans manquer un bouton de guêtre, nous donne à voir ce qu'était cette armée perdue dans une guerre que ses chefs n'avaient ni prévue ni préparée. Rien ne lui échappe, et même les indifférents apprendront avec un soupir que le kéké français, surnommé « drap moutarde », était obtenu avec du jaune d'antracite tiré sur mordant au chrome.

R.S.

Karthala, une maison d'édition pour le tiers-monde

Karthala (du nom d'un volcan des Comores), créée par Robert Agnès, l'un des fondateurs de l'Harmattan, vient de publier son premier ouvrage *Le Bal des océans*, roman d'un jeune Camerounais de vingt-trois ans. Cette nouvelle maison d'édition, principalement orientée vers le tiers-monde, a choisi comme vocation principale les rapports Nord-Sud afin de « dévoiler comment nos destins sont aujourd'hui, et de plus en plus, liés à la dimension internationale, et comment nos propres choix de société et de personnes dépassent à leur tour l'horizon de notre pays ». A noter également parmi leurs collections en chantier : « Chrétiens en liberté », « La parole aux anciens », et « Sarabande », destinée aux enfants. Karthala crée également une agence photographique. (Karthala, 22-24, boulevard Arago, 75013 Paris, tél. : 381-15-33.)

Vivre à Samarcande

● Une incursion dans l'Asie centrale soviétique d'aujourd'hui.

L'AFGHANISTAN, qui mobilise à juste titre l'attention internationale, ne devrait pas faire oublier le pays de l'Asie moyenne : c'est Ouzbékistan, par exemple, que, n'importe où, on pourrait dire son voisin. Un livre récent vient de jeter un utile éclairage sur la vallée du Zerafshan. Cet « épanouissement d'or » trace entre le Syr-Daria et l'Amou-Daria une sorte d'« arbre de vie », dans un environnement que seule l'énergie des hommes sauve de l'aridité.

Les Ouzbeks s'y étaient installés au début du deuxième siècle, et le Khanat de Boukhara s'y prolongea fort avant dans le dix-neuvième. La colonisation russe y apporta une première mise en valeur, non sans soulever plusieurs révoltes d'une ombreuse identité musulmane. La construction du Transcaspien et du Transaralien désenclava la région, où l'on cultiva systématiquement le coton pour le besoin des usines russes. Le pouvoir soviétique, établi fermement à partir de 1924, provoqua diverses mutations, dont, sur le plan économique, un dynamisme remarquable attesté aujourd'hui le succès.

Historien-géographe, familier de surcroît avec les problèmes de l'irrigation, Sylvain Bensidoun livre dans une étude claire et équilibrée, préfacée par Jean Dresch, le résultat de l'enquête approfondie que lui ont permises sa pratique du terrain et l'accès direct aux sources russes. Il n'est pas jusqu'aux rejets monumentaux de Boukhara et de Samarcande qui ne lui inspirent d'attachantes descriptions. Écrit avant que n'éclatent en Afghanistan les tumultes que l'on sait, un tel livre ne nous dote pas seulement d'une documentation analogue. Il nous aide à formuler des questions.

L'incontestable avancement du peuple ouzbek, qui paraît à l'auteur ressortir d'indices objectifs, ne lui a pas pour autant fait perdre ses caractères spécifiques. C'est sur ce point, dont, dans un ouvrage récent,

Mme Carrère d'Encausse tirait les pronostics les plus sombres, qu'on aurait aimé de M. Bensidoun davantage de détails.

Ne pèche-t-il pas, lui, par optimisme, en traitant par préférence les problèmes éventuellement posés par l'installation d'une minorité russe d'origine parmi les Ouzbeks, et suffit-il d'assurer qu'« il est de notoriété générale que ces hommes vivent en bonne intelligence et s'entendent » ? Et puis, s'il est bien vrai que la transformation des rapports avec l'écologie modifie, à terme, les mentalités, la mutation volontariste du milieu ne produit-elle pas dans la psychologie collective des mutations compensatoires ? Les dirons-nous seulement réactionnaires, ou seulement « irréguliers » ? Mais une part des vrais renouvellements ne tient-elle pas à cette irrégularité même ? Et que dire de ces constantes culturelles, religieuses entre autres, où l'identité peut chercher des sauvegardes, à raison même de ses transformations ? De récents événements ont fait ressortir en la matière l'importance d'aspects trop souvent négligés par historiens et politologues.

On rêve de l'étude d'anthropologie historique, que dis-je, de prospective de notre temps sur quoi M. Bensidoun pourrait faire écho à sa solide investigation. Nul ne serait aussi qualifié que lui pour la mener à bien.

JACQUES BERQUE.

★ SAMARCANDE ET LA VALLÉE DU ZERAFCHAN, UNE CIVILISATION DE L'OASIS EN OUZBÉKISTAN, U.R.S.S. de Sylvain Bensidoun, préface de Jean Dresch. Ed. Anthropos, 290 pages, 21 cartes et photos. Index. Environ 60 F.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Farnet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde », 5, rue de la Harpe, PARIS-IX^e.

Reproduction autorisée de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57437.

Jean RAMBAUD

RESTANQUES

« LOIN DE PARIS, DES RENCONTRES D'OÙ RESSURGIT LA VIE. »

— ROMAN —

ÉDITIONS D'AUJOURD'HUI. — 83120 PLAN-DE-LA-TOUR.

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections

manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat. Notre contrat hebdomadaire est déposé par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

TÉLEX PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS 345.21.62

Le Monde DE L'ÉDUCATION

MEUSEL - JULIET-AULIOT 80 16 RUE DES TOULAINS 7547 PARIS CEDEX 08 TEL. 2407233 No 53-77

LE PALMARES DES UNIVERSITÉS ET GRANDES ÉCOLES



CLASSES PRÉPARATOIRES
SOCIOLOGIE
PSYCHOLOGIE
LINGUISTIQUE
HISTOIRE
GÉOGRAPHIE
INFORMATIQUE
CHIMIE
ÉLECTRONIQUE
MÉCANIQUE

JOBS D'ÊTRE BIEN NEGOCIER SON CONTRAT
DES LIVRES D'ÉTANTS LES METIERS DU DESIGN
POUR LES VACANCES

مكتبة من الأصول

Des chevaliers de la liberté

JOSÉ CABANIS.
★ LA FLEUR DES SAINTS
d'Omer Englebert, Albin Michel
472 pages. Environ 85 F.

Comment doit-on jouer Coppélia ? A l'ancienne, naturellement ! Et Bameau ? De même, St Vivaldi et Jean-Sébastien Bach ? Les instruments d'époque, les doigts, les coups d'archet, le phrasé de la musique romantique... On utilisera des cornes naturelles sans piston, des trompettes en la et si bémol, des bassons en la et si bémol, des clarinettes en sol et si bémol, des flûtes en do et si bémol, des cordes à quinte baissée, on montera les violons baissés, des cordes au boyau et au chanfrein, on jouera du violoncelle tertiaire. Faut-il préciser que rien de tout cela n'avait été pris en considération lors de récentes représentations à l'Opéra-Comique, dans une version que l'on qualifiait d'authentique ? L'orchestre avait-il déjà eu l'occasion d'avoir rétabli les dialogues perdus et supprimé des coupures que l'auteur avait peut-être cru bon

Ainsi toute la musique, exception faite de celle composée d'après une cinquantaine d'années, est-elle susceptible de se voir attribuer une des deux catégories que, comme anciennes, et ceux qui s'étonnaient du parti pris que l'Academy of Ancient Music d'interpréter des œuvres de J. S. Bach, et ceux qui, comme nous, se joignent en Angleterre dans les années 1790 comme on ne le fait plus depuis cent cinquante ans, pouvaient seulement qu'ils avaient mal mesuré l'étendue du parti pris.

Le principe lui-même ne souffre plus la condamnation, et à ceux qui disent avec juste raison que nous n'écouterons plus aujourd'hui avec la même oreille que nos pères, nous répondons que nous répondons péremptoirement que le clavier, dont les sonorités grésillaient tout juste à l'intérieur des mélomanes du début du siècle, est capable à présent de nous émuvoir aussi directement que les instruments à vent, à cordes, à force, sorte d'instrument hybride, il a déjà cessé de sonner comme un mauvais piano. Pour que les choses évoluent il faut deux générations, un peu de mollesse, un peu de lâcheté, un peu d'efféminé, puis beaucoup d'indécision per-

meuvent de penser qu'on n'a pas encore assez pris en considération l'esthétique et le style particulier de Joseph Haydn, chaque tentative en ce sens mérite d'être suivie avec intérêt même si elle est décevante. C'est pourquoi à l'église Saint-Etienne-du-Mont, certains aspects restent discutables.

Alors, les *Trio* aux variations, pour être plus violents et virtuoses, qui ouvrait le concert, semblaient relever davantage du maniérisme que de la musicalité ; il est difficile de dire si c'était une question de conception ou de réalisation ; l'exécution sur instruments anciens et avec les coups d'archet baroques (était seulement insuffisante) était de conception. Les mélodies qui suivent formaient le plus heureux contraste. Judith Nelson les a chantées avec cette simplicité intelligente qui n'a rien de commun avec le maniérisme ; que certains chanteurs croient devoir infliger aux chansons pastorales du dix-huitième siècle, et que certains chœurs se permettent de peindre, de démontrer que le piano forte est le seul instrument capable de faire sonner convenablement la musique qui lui était

En effet, sur nos pianos modernes, la partie confiée à la main gauche acquiert une sorte d'épaisseur confuse qui fait paraître d'autant plus mince celle de la main droite. Rien de tel avec le piano forte, qui nous permet toujours de faire entendre les deux mains de refuser aux pianistes le droit de jouer Haydn, Mozart et le jeune Beethoven. Il n'est pas nécessaire d'être un inépuisablement de la main droite, mais il est préférable d'entendre ces compositeurs sur l'instrument qu'ils pratiquaient.

Tant de difficultés rencontrées en chemin...

Le rideau est tombé sur l'An I de l'Opéra du Nord. Cette saison inaugurale qui débute en décembre avec le *Trouvère* et s'achève par la reprise de l'*Antigone* de Cocteau, nous offre une nouvelle chorégraphie du jeune maître de ballet Christian Taulieu. C'est l'honneur aussi du premier bilan pour le directeur. « Nous sommes satisfaits de ce gros travail par cette saison de transition, préparée forcément à la hâte des nos arrivés. L'an dernier nous n'avions rien fait pour moi et c'est atteint, dit-il. Nous avons d'énormes soucis à imposer la qualité... »

En effet, au I, à des les premiers spectacles du *Trouvère*, dans une mise en scène de Jean-Claude Anvay, place la baronne de Sade, le ballet de Christian Taulieu a été dirigé par un orchestre de cinquante-six musiciens sous la direction d'André Gaillois, reconstruit, les chorégraphes ont été recrutés (de charistes) sous la conduite

d'un jeune chef d'origine américaine, Bruce Grand, et relancer aussi le corps de ballet... Il serait puéril de dire que l'on frôle la perfection, mais les distributions (de niveau international), les mises en scène, même si elles ont soulevé parfois des polémiques passionnées comme celle de *Lohegrig*, de Numa Sadoul, les nouveaux décors ont incontestablement suscité un très net regain d'intérêt du public. De Valenciennes, Douai, Arras ou Saint-Omer, on commence à revenir à Lille tout simplement parce que

affaire et bonne
opéra on trouve les
passer maintenant à quatre
représentations pour chaque ou-
vrage. En ce qui concerne l'opé-
ra, la série de représentations
le taux de fréquentation était
excellent et la moyenne des
recettes s'établit à 34 millions.
Ce qui est tout à fait comparable
aux chiffres de la saison qui
offrent encore de vraies saisons
lyriques.

Mais l'ambition de cet Opéra
du Nord est aussi la création
d'un théâtre moderne, celui de
de Tourcoing qu'annexe Marcel
Féru. Les spectateurs de cette
ville et de la métropole ont sou-
vent été déçus par des œuvres
de valeur comme le *Naz ou Vol*
de Rostropovitch, qui ont été
en réalité conquises par d'autres
qui conviendrait d'ouvrir des
horizons à des habitudes du ré-
pertoire qui n'entendent pas en
décrocher. Le corps de ballet na-
turel qui donne toute sa valeur
à ces spectacles, les *Jeux d'été*
Germain, d'après Sola, et *Antigone*,
qui ont été bien accueillis
pour la simple raison qu'il ne dis-
posait pas encore des locaux qu'ils
doivent lui être attribués à Rou-
baix.

Cela pose le problème des trou-

pendants. L'Opéra du Nord a un budget modeste de quelque 20 millions de francs. Les municipalités de Lille, Roubaix, Tourcoing acceptent un gros effort financier. On a donc un budget de 100 millions de francs. C'est énorme. C'est la première fois que, après le lancement de l'Orchestre philharmonique de Lille, a soutenu cet autre pari culturel, à l'instar du Nord, d'une commune de 100 millions de francs. C'est Lille. Une partie de ce crédit doit être consacrée à l'équipement des salles, et particulièrement de Roubaix, où l'Opéra de Lille devrait s'installer l'an prochain.

On lâchonne encore, c'est évident. Ce qui n'empêche pas de préparer l'avenir. On a décidé qu'il s'ouvrira avec *Faust*. Le problème est bien de retenir des vedettes, des agences surchargées. Mais on n'a rien de mieux que le Opéra, qui doit rayonner progressivement sur toute la région, un outil de très grande valeur, peut-être, semble-t-il, sur la bonne voie.

Et l'on peut faire état d'une volonté régionale à laquelle on souhaite que l'Etat, répondant, on ne le croit pas, à nos vœux, ne nous le recroqueville pas, nous le soutienne. M. Noël Joseph, vice-président du conseil régional, responsable de l'Association pour l'Opéra du Nord-Pas-de-Calais, nous a fait un tel effort, à la fois, qui fait de l'Etat un pied de mur. Nous le ferons ! au plan de diffusion, nous le ferons ! nous le ferons faire vivre l'art lyrique, nous le ferons vivre dans la capitale !

Enfin, au rapport de la réunion des théâtres lyriques municipaux français (R.T.L.M.F.) tenu tout récemment à M. Charpentier, directeur de la musique, on peut constater que, sur les 100 millions de budgets établis par la R.T.L.M.F., moins que la grise en charge par les villes s'élève à 265 millions, soit 26,5 %, et qu'il faut ajouter les subventions des autres collectivités, soit 27 millions de francs. Le déficit total de la R.T.L.M.F. s'élève donc à 348 millions, soit 34,8 %, et, si l'on ajoute, soit subventionnent les théâtres à 50 % il nous amène, compte tenu de la participation des collectivités, payés 83 millions de francs, soit 8,3 %, quel que soit le motif de cette participation. L'Opéra du Nord-Pas-de-Calais peut-on penser que l'importance des théâtres des plus grandes villes de France méritent une aide égale à la moitié de celle que nous leur avons accordée ? Opéra français ?

Dans le Nord-Pas-de-Calais, on souhaite tout simplement que l'Etat, comme la région lègne une aide financière pour une poignée de millions.

GEORGES SUEUR.

son a donné trois *Chants écossais* à transcrire : par Haydn, mais qui ne sont que des transcriptions de quelques-uns de véritables compositions originales. Le troisième, *The White Cockade*, remporterait un franc succès dans une opérette de Gilbert et Sullivan, mais, comme les autres, n'est qu'une transposition. Les deux autres, qui ne sont pas supposés avoir le goût plus fin, c'est un plaisir double de les voir, les voir apprécier ici ce qu'ils mépriseraient ailleurs... Judith Nelson n'est pas moins remarquable par sa maîtrise et son plein d'humour que dans la mélancolie de *O. Teneful Voice*. On ne dira jamais assez que la musique a

besoin d'interprètes, inspirent, à l'orchestre, une attitude qui n'est ni passive, ni résignée, ni craintive, mais réflexive. La conviction y était moins évidente, et, si le phrasé était toujours présent, l'équilibre était souvent manqué, la participation de chacun au sein de la polyphonie, restait problématique. Commencerait-elle à s'améliorer, au fur et à mesure que les possibilités de servir toutes les données du problème, « ce n'était pas ça ».

Heureusement, tout s'achevait pour moi mieux avec la transcription pour quatuor à cordes, flûte et piano, faite à la symphonie, et la surprise, du fait que le chef d'orchestre, Salomon, N'en déplaise aux tenants de l'anecdote, ce chef d'orchestre, organisateur de concerts et violoniste, était aussi un compositeur capable de frapper à la porte de Haydn en lui disant : « Je suis Salomon, de Londres, et je suis à la recherche d'un compositeur capable de signer un contrat. » Ainsi, la réduite mal, nullement édulcorée, la symphonie sonne avec une énergie, une densité, une confiance, une fermeté que le chef d'orchestre, à cause de son inertie, ne rend souvent qu'im-

parallèlement, la distance entre une telle intention et celles qu'on entend d'habitude résidait principalement dans cette bienfaisante ascétisme et dans le choix d'une articulation différente pour certaines figures, parfois en contradiction avec le texte imprimé que nous connaissons. Mais, pour ces raisons mêmes, les traductions sont nécessairement fidèles, les interprètes « modernes » prennent toujours des libertés et, souvent, à moins bon escient. A la fin du concert on avait oublié la vieille chanson des « anciens » et les « modernes » ça après quelques aïeas, la musique avait pris le dessus, et c'est exactement ce qui devrait se produire chaque fois.

GÉRARD CONDÉ

★ Ce concert, organisé par le Festival estival de Paris, était retransmis en direct par France-Musique.

Radio-France propose pour la prochaine saison dix-huit séries d'abonnements aux concerts (soit une de plus que l'an passé), qui présentent, comme chaque année, une variété d'œuvres et d'artistes défiant toute analyse, mais permettant à chacun de trouver son bien.

Mentionnons en premier lieu un cycle de trois ateliers et trois concerts, *RSI et l'Oreille*, réalisés en collaboration avec l'association *RSI et l'Oreille*. Pierre Boulez dirigera lui-même deux des concerts. Œuvres de Webern, Ferny, Schoenberg, Bartok, Stockhausen, Boulez, Cage, Varèse, Ligeti, Berlioz.

Dans les programmes des vingt concerts de l'Orchestre national, répartis en six séries, on relève les noms de Massenet, Coeur, Poulenc, Debussy, Ravel, Stravinsky, Bartok, Rautava, Bouc, avec, parmi les solistes, J. Norman, M. Price, Rampal, Zeibler, les chœurs L'Esquif, les Solistes Nouveaux, les Chœurs de femmes de Mähler (quarante et cinq), et deux de Bruchner (première et troisième), la *Prehension* de Boulez, et la *Deuxième* de Sibelius, les *Chœurs* de Schoenberg, un festival Bartok des œuvres de Jolivet, et les *Œuvres complètes* de Debussy.

[illegible]

Pour sa deuxième saison à la tête du Grand Théâtre de Nancy, Jean-Albert Carlier annonce, sur six opéras et six opérettes à l'affiche en 1980-1981, cinq productions nouvelles. Gianni Schicchi, de Puccini, et Paillasse, de Lecocq, feront l'ouverture le 3 octobre dans une mise en scène de Jean-Louis Thamin (avec Fedora Barbieri, Gabriel Bacquier, Faith Esham, Lajos Meller). Pierre Constant montrera une nouvelle Tosca de Puccini, avec Maria Stasivska et Jorge Vassallo. Le 17 octobre, seront joués Les Femmes d'Albi, d'Hindemith, et L'Hôte, d'Alban Berg, avec les Chœurs de Barbe-Bleue, de Barbe-Bleue.

Côté opérette, les deux productions nouvelles seront *la Veuve joyeuse*, de Lehár, dans une mise en scène de Brian MacDonald, avec Felicity Lott, et *les Mousquetaires au couvent*, de Varney, réglé par Robert Fortune.

Au programme également : *The Rake's Progress*, venu de Glyndebourne, Werther par l'Opéra de Houston, *Oriando Furioso* par le Théâtre de Vérone.

À Avignon, les grands moments de la saison seront la *Norma*, de Bellini, avec Monserrat Caballé, en décembre. *Otello*, de Verdi, avec Jon Vickers, en mai, *Turandot*, de Puccini, avec Monserrat Caballé, Mirella Freni, Luciano Pavarotti, en juin. On verra aussi, en février, la *Grande-Duchesse de Gerolstein*, d'Offenbach, avec Régine Crespin.

Maurice Béjart préparait pour l'ouverture, le 11 septembre, de la saison 1980-1981 du Grand Théâtre de Genève, dirigé désormais par Hugues Gall, ancien administrateur adjoint de l'Opéra de Paris, la mise en scène de *Don Giovanni* de Mozart avec Ruggero Raimondi, Stafford Dean, Katia Ricciarelli, Eugenia Miodovanova. Ce spectacle sera repris, en janvier, au Théâtre de la Monnaie de Bruxelles. Maurice Béjart montre également, en mars, la *Fuite enchantée* de Mozart (sous forme de ballet) et, en juin, *Spécial de danse* de son fils, sous la direction de sa fille aînée, à la fin de la saison, la direction du Théâtre de la Monnaie. On verra aussi à Bruxelles, en janvier-février, la mise en scène, mise à l'épreuve, de *Don Quichotte*.

jeunes Français (Delbort, Dumay, Lodon, B. Pasquier), et la saison lyrique (trois séries) sera riche, comme toujours, d'opéras peu connus, de Barber, Massenet, (Chérubin, Verdi (L'oiseau bleu), Chabrier, Barraud, Rameau (les Boréades), Rossini (Matthéo de Salarno), Wagner (Rienzi), Strauss (Daphné), Enesco (Edipe), Donizetti et Chausson.

Enfin, deux cycles de musique de chambre permettront d'entendre les Quatuors de Zurich, Vienne, Chillingford, Alben-Berg, et de nombreux autres, mais aussi d'autres assemblés.

★ Renseignements et abonnements : Radio-France, pièce 2237, 116, avenue du Président-Kennedy, 75786 Paris Cedex 16 tél. 234-23-83.

L'ensemble orchestral de Paris, que dirige Jean-Pierre Walle, a révisé son programme pour la saison prochaine : trente-deux programmes pour trente-deux concerts ; en effet, la plupart des œuvres, qui ont été jouées l'année passée, comme c'était le cas l'an passé, mais trois concerts seront donnés sans *Spiel* et quatre à Saint-Sébastien.

Dans les programmes, on remarque en particulier une soirée consacrée à *Beethoven*, *Schubert*, *Haydn*, *Mozart*, *Debussy*, *Stravinsky*, avec Louis Seizmer ; un opéra du dix-huitième siècle, *Pierre et Thérèse*, de Bassis, dirigé par Louis Seizmer ; trois concertos de *Beethoven*, de *Haydn*, de *Grieg*, de *Cl. Bolling* ; neuf concertos *Bach* (avec *L'Oratorio de Noël* et la *Passion saint Jean* Jean) ; la part importante faite à la musique française (vingt-trois compositeurs).

Parmi les chefs et solistes invités : M. André P. Badura-Skoda, les Beaux Arts Trio, Y. Menuhin, M. J. Campana, R. Fauriol, G. Navarro, M. Plesner, J. R. Leli, A. Lagoya, A. van de Wiele, M. Debot, H. Dreytus, etc. (Renseignements et abonnements à : *Le Journal des Artistes*, avenue Montaigne, Paris-16).

« PILE OU FACE », de Robert Enrico

Rarement film français aura été porté sur les fonts baptismaux avec autant de succès. Lancé par un beau jeu : sans parler des deux super-vedettes du moment, Philippe Noiret et Michel Serrault, il y a d'abord Georges Cravenne, un brillant publicitaire, l'ancien ami de Darryl Zanuck, sans oublier son tout jeune fils, le fils de Gérard de la production de la Mirabelle, qui joue tout en mettant tous les autres dans sa manche. Puis Marcel Jouhan, l'ancien directeur d'Antenne 2, qui a mené tambour battant l'adaptation d'un roman policier américain, avec un scénario tiré d'un roman à succès californien dans la mystérieuse ville de Bordeaux; et Michel Audiard, qui avait adoré cette histoire et a enfilé un dialogue à sa manière. Enfin Robert Enrico a assuré une mise en scène prudente, sage, sans aucun effet de style, qui rappelle son premier burlesque de 1960.

Cela pourrait s'appeler la balade des quinquagénaires : l'un, Baroni (Philippe Noiret), simple inspecteur-chef qui n'a pas su faire carrière et qui, à la veille de la retraite, poursuit rageusement sa victime, le présumé coupable ; et son tuteur-valoir, son souffre-douleur, Morlaix, employé de banque ou d'administration, dont la femme a, un jour, plongé morellement dans un sixième étage à travers la fenêtre d'un grand ensemble.

La grève des acteurs américains s'est entrée dans sa quatrième semaine, bloquant le tournage des films et des émissions télévisées. Les grévistes réclament 8 août), 1946. La grève pourrait, pense-t-on, être plus longue que celle de 1930. La dernière en date, qui avait duré six semaines.

Les piquets de grève se succèdent à Hollywood, devant les studios de la M.G.M., de la Fox, de la RKO, de l'Universal. Les conférences des acteurs aux portes des studios s'adressent grossièrement aux touristes qui viennent demander des autographes. Les journaux Universal, leur nombre est passé de vingt mille à vingt-deux mille par jour. « Excellents publicités », a dit un porte-parole du studio. Aucune perspective de

Rappelons que les acteurs, auxquels se sont joints les musiciens, veulent obtenir une participation aux bénéfices provenant de la vente des programmes et, notamment, à ceux de la vidéo. Ils réclament une participation de 6 % dès le premier dollar gagné sur les ventes. Les producteurs offrent 3,6 % après deux ans de diffusion. Actuellement, 90 % des acteurs américains gagnent moins de 10 000 dollars (42 000 F) par

Plus de vingt films sont au point mort, mais ce sont les chaînes de télévision qui risquent de pâtir le plus de la grève déclenchée au moment où une vingtaine de feuilletons étaient en préparation. Les responsables des chaînes risquent d'être obligés de diffuser des prises, ce qui pourrait entraîner, avec la perte d'audience prévisible, une diminution de 25 % des revenus publicitaires. — (A.F.P., J.P.)

La fête de Marvejiols

Pour la troisième année consécutive, Marvejols, en Lozère, a reçu pendant une semaine sa « Fête de la Langue ». Ce fut une réussite, un travail accompli de professionnels en possession de leur moyen. « Le théâtre de la Carrière » a présenté une pièce de la terre, *Le Miroir des jours*, trame simple et beau, épreuve de la solitude et de la liberté pour une paysanne brusquement poussée par le décès de son mari.

Le théâtre de Rampe a joué une pièce pour enfants, *Pompeï, l'agreste*. Un chanteur occitan, *André Bessières*, et un conteur, *Claude Bessières*, ont raconté, au théâtre, des contes, des drôles ou *monovocaux* — avec un air très sérieux et très personnel du rythme du conte.

Il y eut même, un soir, sur deux cafés-théâtre avec le théâtre de la Ménévaire Tête.

Les derniers soirs à été consacré à la culture occitane réunissant un groupe de jazz et un groupe de musique traditionnelle.

Enfin, *André Sauveterre*, mélanicien, a joué, dans une rencontre, *Le conteur occitan* (saxo, clarinette, saxo et harpiste) instruments anciens, comme le fut par la *compagnie d'Arvern* ou la *compagnie de la main* dans une rencontre qui ne fut pas la moins du monde *obscure*.

Le jour, l'animation de la ville

L'affaire serait vite classée si Barin, avec le flair du détective, ne s'acoquinait aux banques de Morlaix, ne cherchait à tout prix à le noyer. Le récit prend alors un tour cocasse, une amitié farfelue naît entre les deux hommes que rapproche leur commune condition de milliardaire. Le film se déroule naturellement qui surprend et pimente cette histoire biffée aux mesures de ses deux vedettes.

Assez rapidement, Baroni et Morlaix deviennent Louis et Edouard, presque deux copains, même si Louis est le plus âgé, le plus doué, le tendre vicieux. Le film glisse vers le tableau de mœurs. Deux Français moyens barbotent dans leurs fantaisies, tout un univers de petites combines grenouille s'entour, le pouvoir tire les ficelles.

Rolande Témis, froide et grand film, en attire d'après un peu à la manière d'un épisode cynifique

ramarquée cette année à Cannes, *Bienvenue, mister Grance*, avec Peter Sellers. Manquant la grâce, l'élan, la nervosité qui auraient su trancher le cordon ombilical avec le réel, nous lâcher dans la foie douce. Antoinette Moya, l'épouse enquiquineuse envoyée ad patres au tout début, dans un court sketch qui légitime le reste du film, a beaucoup de talent.

LOUIS MARCORELLES.
(*) Voir les films précédents.

LE XX^e CICI
A LA CINÉMATHEQUE
DE LUXEMBOURG

Le XX^e Congrès indépendant du cinéma international aura lieu du 1^{er} au 8 septembre dans la capitale du Grand Duché de Luxembourg, sous le titre « Naissance d'une cinématographie ». Son programme est, en effet, celui d'un film : « Naissance d'une cinématographie » par Pier Juncq, coordinateur des affaires culturelles et conservateur de la cinématèque municipale de Luxembourg. Cette cinématèque, fondée en 1977, compte mille cinq cents titres dans ses archives et prend actuellement une importance que le GICX a tenu à souligner.

Cette manifestation commencera par le *Capitan*, film en deux épisodes, de Robert Vernay (1945), cinéaste français récemment déchu de son pouvoir pendant la Seconde Guerre mondiale. Ensuite *Amour et sang*, de Tim Whelan (1943), avec Michèle Morgan; *Catherine*, d'Albert Dieudonné (1944); *La Tentative Ennemie* (1935) et *Le Désespéré* (1946), de Max de Vaucorbeil; *Le Capitaine Corcoran*, de Georges Buis (1945); *Robert Siodmak* (1955); *Mauvaise graine*, de Billy Wilder (1934), avec Danielle Darrieux, des œuvres d'Eric von Stroheim, de Georges Lacombe, Jacques Tourneur, et de Georges Buis. Enfin, *Le Capitaine Corcoran*, de Georges Buis. Si ces films de ce réalisateur qui sera présent à Luxembourg, Les programmes auront lieu à la cinémasalle Vox, place du Théâtre.

■ Le vingt-huitième Festival international de cinéma de San-Sebastian, qui aura lieu du 13 au 24 septembre, présentera, en clôture, le dernier film de Stanley Kubrick, « The Shining ». Parmi les autres films : « La Banquière », de Francis Girod ; « Gloria », de John Cassavetes ; « Prostituée », de Tony Garnette ; « Atlantic City », de Louis Malle.

Marvejols

moniteurs ou stagiaires, venus pour les ateliers. Ils ont raconté sur leur coin des rues ou au milieu des champs, sous le titre la "Partie", l'histoire de la bête du Gévaudan, en quatre épisodes. Mais ce spectacle d'animation, adapté au lieu, a aussi eu le mérite de tous les passages, apparaît peut-être un peu stéréotypé. Ils ont aussi parcouru en masques toute la cité, jusque dans les parcs, dansant au rythme d'airs populaires.

Cette animation a-t-elle entraîné l'adhésion de la population ? Asses superficiellement. Les enfants, les défilés de masques ont surpris dans une ville qui n'a pas de longue tradition carnavalesque. En revanche, la tradition d'un journal quotidien

«...assuré un... Mais, sans
il serait restée très diluée. Un
métrage de six cents exemplaires
pour une vente proche de cinq
cents, ce n'est pas un mauvais
résultat. Ce journal qui, en quel-
que sorte, fut l'officiel du festi-
val, s'est fait l'écho, sous le titre
« La tête se mord-elle la queue ? »,
des difficultés rencontrées dans
ces contacts. Le festival cherche
à gratter, ou non, dragon, cette
question éternelle qui nait sans
cesser. L'évêque de la « Bestia »
devra alors changer sa croce
pour la crosse.

cinéma

NOIRET • SERRAULT

PILE FACE

ENRICO • AUDIARD

INFORMATIONS « SERVICES »

RÉTROMANIE

CHINE D'AOUT

Si la plupart des antiquaires de Paris et des grandes villes ont pour quelques semaines baissé le rideau de fer, les marchés aux puces et centres d'antiquité continuent à accueillir les amateurs de meubles et objets anciens. Il n'est pas un seul jour où il ne soit possible de partir à la découverte d'antiquités en tous genres.

Pour les curieux de tous pays de passage à Paris et pour les vrais chineurs qui ne prennent pas de vacances, voici les marchés de brocante et groupements d'antiquaires ouverts en août.

Les inépuisables marchés aux puces de Saint-Ouen sont ouverts samedi, dimanche, lundi toute la journée. Métro : Porte-de-Saint-Ouen ou Porte-de-Glignancourt. Parkings : rue Paul-Bert, rue Marie-Curie et 110, rue des Rosiers.

En suivant la rue des Rosiers (à partir de l'avenue Michalé), vous trouverez successivement :

- Le marché Vernaison : 300 stands ; de tout et des copies ;
- Le marché Biron : 220 boutiques ; les puces élégantes, bons spécialistes ;
- Le marché Cambo : 40 boutiques sur deux niveaux ; Napoléon III, meubles anglais et rustiques du dix-neuvième siècle ;
- Le marché des Rosiers (8, rue Paul-Bert) : 20 exposants ; tableaux, bronzes, art nouveau ;
- Le marché Paul-Bert (18, rue Paul-Bert et 98, rue des Rosiers) : 220 stands très diversifiés, de la Haute Époque au 1930, meubles régionaux, Extrême-Orient, bronzes, armes, faïences, etc. ;
- Le marché Serpente (110, rue des Rosiers, parking) : 130 stands couverts. Marché récent et actif ; beaucoup d'art nouveau et d'art déco, armes, ferronneries ;
- Le marché Jules-Valée (7, rue Jules-Valée) : 30 stands ; curiosités, pendules, vieux papiers ;
- Le marché Malik (vers le périphérique) : fringues d'occasion, phonos, motos.

Autres marchés aux puces :

- Marché de la porte Didot (métro Porte-de-Vanves), samedi et dimanche, 8 h. à 19 h. ; 70 exposants, plus d'innombrables marginaux (avenue Maro-Sangnier) ; brocante insolite, bibelots, occasions ;
- Marché de la porte de Montreuil (métro Porte-de-Montreuil), samedi et dimanche, 7 h. à 19 h. Attention : les vraies « puces » sont au-delà du rond-point (arrivé par le nord), mais le long du périphérique, 300 brocanteurs s'étendent sur plus de 500 mètres. Déballage intéressant le samedi à l'aube ;
- Marché du Kremlin-Bicêtre (métro Porte-d'Italie). Les puces poudrées et pittoresques. Dimanche (avec extension vers le cimetière d'Ivry), mais aussi le mardi et le jeudi, le long de la route Paris-Fontainebleau (RN 7) ;
- Marché d'Aligre (place d'Aligre, 75012, près du faubourg Saint-Antoine, métro Ledru-Rollin). Le seul marché aux puces de Paris ouvert tous les jours

(sauf le lundi) de 9 h. à 13 h. : bibelots plus ou moins anciens, livres, curiosités, vaisselle (assiettes à 5 F) et légumes frais.

Groupements d'antiquaires parisiens :

— La Louvre des antiquaires (place du Palais-Royal, rue de Rivoli, rue Saint-Honoré, 75001. Métro Palais-Royal. Tél. : 297-27-10). Ouvert du mardi au samedi inclus de 11 h. à 19 h. (et le dimanche à partir du 15 septembre) : 240 boutiques d'antiquaires dans un décor moderne climatisé. Sous spécialités de l'antiquité classique aux arts déco, meubles de marque, porcelaines régionales, garanties d'authenticité ;

— Village suisse (78, avenue de Suffren, 54, avenue de La Motte-Picquet, 75015. Tél. : 734-91-47. Métro La-Motte-Picquet). Ouvert tous les jours y compris le dimanche du jeudi matin au lundi soir. Meubles anciens soignés, bons spécialistes de la Haute Époque au dix-neuvième siècle, instruments scientifiques, faïences, argenterie ;

— Au Bon Marché (88, rue de Sévres, 75006. Galerie des antiquaires, magasin 2, 1^{er} étage) : 30 boutiques : brocante, meubles régionaux, meubles Napoléon III, 1900-1930, bibelots, bijoux anciens ;

— Brocante 32 (32, avenue du Général-Leclerc, 75014. Tél. : 540-40-18. Métro Mouton-Duvernet). Tous les jours (sauf dimanche et lundi matin) de 10 h. à 19 h. : 30 exposants sur deux étages, meubles divers, faïences, porcelaines, poupées, argenterie, tableaux, bronzes.

Hors Paris

— Lyon (69) : Brocante Siffringrad (113-115, boulevard de Stalingrad, Lyon-Villeurbanne. Tél. : 78) 32-70-09) : 150 marchands, jeudi et samedi toute la journée, et dimanche matin. Meubles en tous genres, curiosités, nombreux spécialistes ;

— Toulouse (31) : marché Saint-Séverin (autour de la Basilique), samedi et lundi toute la journée, et dimanche matin : puces traditionnelles ;

— Bordeaux (33) : Marché à la brocante (place Meynard, quartier Saint-Michel, du mardi au vendredi, de 8 h. à 19 h., et le dimanche de 8 h. à 13 h.) ;

— Strasbourg (67) : Marché aux puces, mercredi et samedi matin, place du Vieil-Hôpital ;

— Benfeld (67) : Brocante, 4, avenue de la Gare, samedi et dimanche de 9 h. à 19 h.

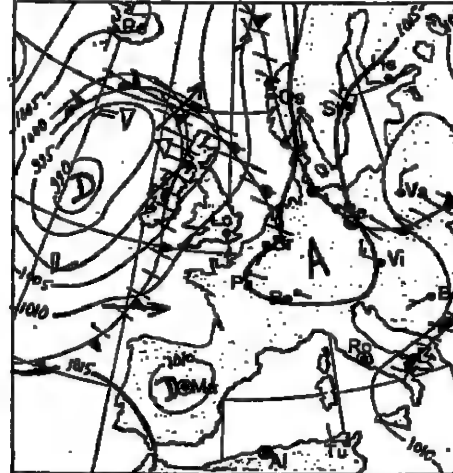
GERSAINT.

COLLOQUES

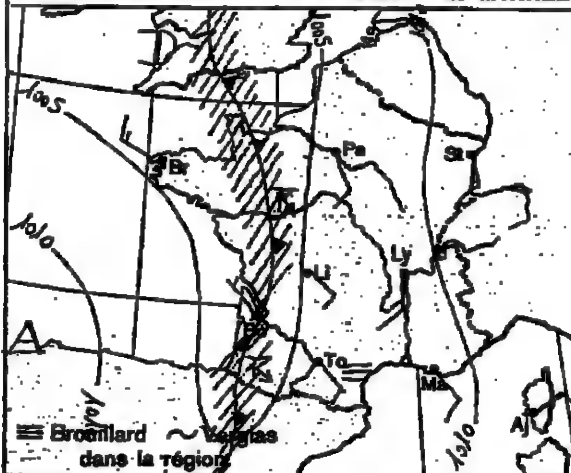
LA CERAMIQUE A LIMOGES. — Des journées d'études sur les industries céramiques seront organisées à Limoges les 30 septembre, 1^{er} et 2 octobre prochain, sur l'initiative de l'établissement public régional à l'école nationale supérieure de céramique.

MÉTÉOROLOGIE

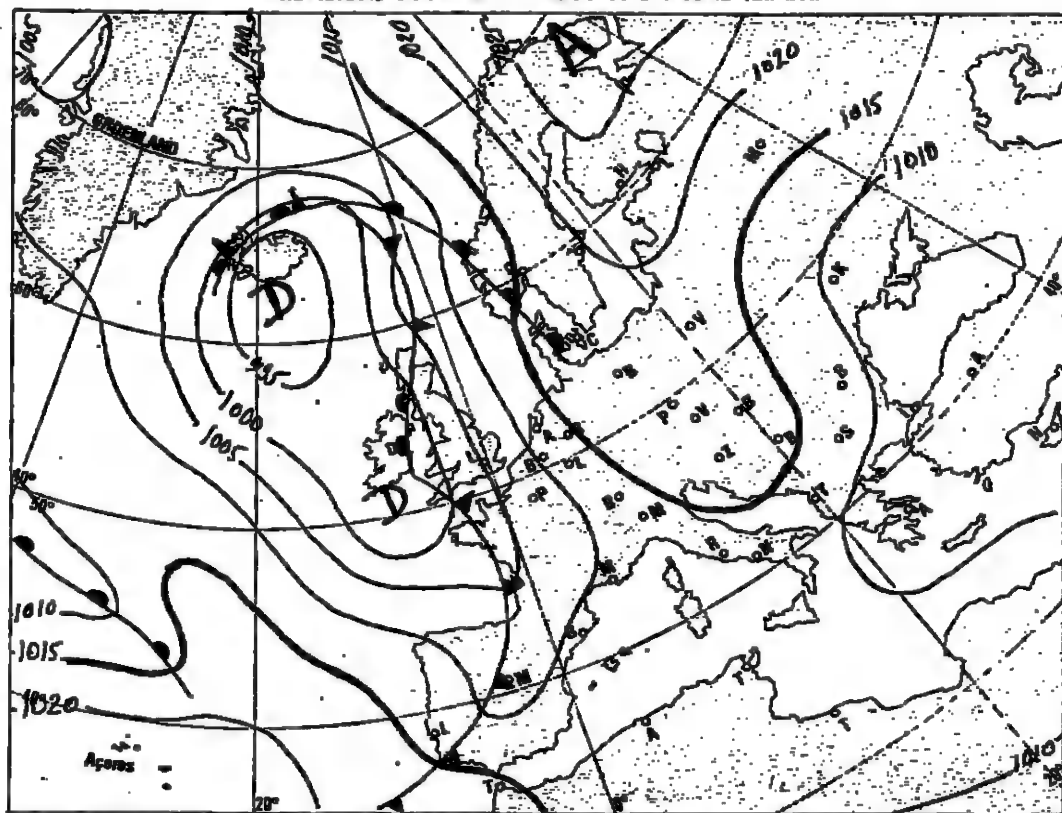
SITUATION LE 14 AOUT A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 15 AOUT 8 80 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 15 AOUT A 0 HEURE (G.M.T.)



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2,5 de mm)

— Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Brouillard — Vergles

— Flèche indiquant la direction d'où vient le vent — Force du vent : 5 nœuds / 10 nœuds / 50 nœuds

— Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 14 août à 0 heures et le vendredi 15 août à 24 heures :

Priorité d'une évolution orageuse dans l'air chaud qui recouvre l'Europe occidentale, un front froid venant de l'Atlantique traversera localement la moitié ouest de la France.

Vendredi 15 août, sur les régions dépendant de la Bretagne et de la Normandie au Bassin aquitain, des pluies et des orages nocturnes ou matinaux seront suivis d'éclaircies assez belles l'après-midi et le soir. Le temps deviendra moins chaud dans un flux de secteur ouest assez fort par moments sur les côtes. Au cours de la journée, la zone pluvio-orageuse progressera vers l'est, à travers le Bassin parisien, le Massif Central et les régions pyrénéennes. Elle s'étendra le soir des Ardennes au golfe du Lion, mais des orages isolés sont également à craindre de la Provence à la Corse. Un rafraichissement sensible accompagnera les précipitations, mais les températures maximales seront souvent très élevées dans l'air chaud antérieur,

avec un temps peu nuageux sur l'Alsace et la Franche-Comté. Le jeudi 14 août, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 013,5 millibars, soit 1 013,5 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 août ; le second, le minimum de la nuit du 13 au 14) : Alais, 27 et 20 degrés ; Biarritz, 27 et 18 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Bourges, 26 et 15 ; Brest, 21 et 17 ; Caen, 25 et 19 ; Cherbourg, 22 et 18 ; Clermont-Ferrand, 25 et 12 ; Dijon, 19 et 15 ; Grenoble, 28 et 13 ; Lille, 19 et 14 ; Lyon, 23 et 12 ; Marseille, 20 et 15 ; Nancy, 18 et 15 ; Nantes, 20 et 15 ; Nice, 27 et 21 ; Paris-Le Bourget, 23 et 16 ; Pau, 27 et 15 ; Perpignan, 30 et 17 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 18 et 15 ; Tours, 24 et 16 ; Toulouse, 28 et 14 ; Poitiers-Puy, 28 et 23 ; Valenciennes, 24 et 15.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 31 et 18 degrés ; Amsterdam, 19 et 16 ; Athènes, 29 et 24 ; Berlin, 15 et 12 ; Bonn, 21 et 15 ; Bruxelles, 17 et 16 ; Le Caire, 34 et 30 ; Les Canaries, 24 et 21 ; Copenhague, 21 et 10 ; Genève, 22 et 11 ; Lisbonne, 28 et 18 ; Londres, 25 et 17 ; Madrid, 28 et 18 ; Moscou, 21 et 13 ; Nîmègue, 25 et 13 ; New-York, 28 et 23 ; Palma-de-Majorque, 28 et 17 ; Rome, 29 et 20 ; Stockholm, 24 et 13 ; Téhéran, 35 et 24.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

CONCOURS

LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE recrute cinquante médecins inspecteurs de la santé le 7 octobre. Les inscriptions doivent avoir lieu avant le 4 septembre au ministère de la santé et de la sécurité sociale, D.A.G.P.B. Division du recrutement et de la formation permanente, 1, place de Fontenoy, 75700 Paris. 567-55-44, poste 46-24.

P.T.T.

TELEPHONE INTERNATIONAL : SIMPLIFICATION DES TARIFS. — Un arrêté publié au « Journal officiel » en date du 10 août simplifie le système tarifaire des communications téléphoniques et télégraphiques internationales. Entre la France et les pays européens, il y aura ainsi deux tarifs au lieu de cinq. La tarification du service téléx est aussi simplifiée ; ainsi, pour l'Europe ne subsistent que deux tarifs au lieu de trois. Enfin, en raison du déficit important du service télégraphique, un léger relèvement des tarifs les plus bas a été décidé.

STAGES

ARTISANAT DURANT L'ÉTÉ. — Les ateliers des trois ateliers proposent encore du 18 août au 14 septembre 1980, six sessions de stages de formation pour adultes sous la responsabilité de formateurs hautement qualifiés. Entre autres activités : poterie, travail du bois, tissage, peinture, vannerie et en particulier du 1^{er} au 7 septembre un atelier de sensibilisation à l'expression. Participation aux frais : 500 F pour trente-six heures effectives.

Renseignements tous les jours, sauf les week-ends : Ateliers des trois ateliers, 75, rue Eugène-Pois, 69004 Lyon, tél. (16) 78 23-34-39.

PARIS EN VISITES

VENREDI 15 AOUT

« De Saint-Louis », 15 h, métro Pont-Marie, Mme Zujovic (Oulme nationale des monuments historiques).

« Saint-Germain-des-Près », 15 h, 15, rue des Cloîtres (Mme Barbier).

« Montagne Sainte-Geneviève », 15 h, métro Cardinal-Lemoine (Connnaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le Saint-Louis », 15 h, 23, quai d'Anjou (Mme Ferrand).

« Hôtel de Ville », 15 h, métro Saint-Louis-Pauli (Mme Baulier).

« Le Marais », 15 h, métro Saint-Paul (Lutèce-Villages).

« Le Marais Inconnu », 15 h, métro Rambuteau (Rénovation du passé).

« Port-Royal de Paris », 18 h, 123, boulevard de Port-Royal (Mme Rouch-Gain).

« Le Marais Illuminé », 21 h, place de l'Hôtel-de-Ville (le Vieux-Paris).

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2735

HORIZONTALEMENT

I. Fraîches quand elles viennent d'arriver. Qui aime donc le commerce. — II. Pour les voir, il faut de bonnes lunettes. Grand mouvement. — III. Pronom. Qui n'approuve donc pas le socialisme. — IV. Qualifie un temps parfois regretté. Faire un travail sur le charbon. — V. Circonculait en Chine. Article arabe. Participe. — VI. Qui n'est donc pas dans l'obscure. Ce qui peut arriver de pire à un bricoleur. — VII. Enguirlande, par exemple. Quand elle est de ménage, il y a des éclats. — VIII. Qualifie des principes auxquels on ne peut pas renoncer. Ne peut être grand qu'avec un bon couturier. — IX. Sans effets. Dure quand on ne laisse rien passer. Nom de genre. Rejoignit le troupeau. — X. Un grand fauve. Qualifie des matières précieuses. — XI. Baie du Japon. Siège d'une exposition internationale. Marque l'égalité. — XII. Peut susciter des protestations. Fournit de la faïence. — XIII. On n'en fait parfois qu'une bouchée. Son jour est férié. — XIV. Saint. Un peu de sel. Montre, autrefois. — XV. Pas admise. Qualifie un certain blanc. Utile quand on veut percer.

VERTICALEMENT

1. Exercice qu'on peut faire sur un bras. C'est parfois une bonne pensée. — 2. Fut vice-roi de Sicile et de Naples. Furent gravés sur pierre. Éléments d'une palpe. — 3. Nœud. Serré quand on ne peut pas cracher. Crie comme un fauve. — 4. Faire des mistres. Foyer qui peut être plein de charme. — 5. Va et vient. Très utile pour les échanges. — 6. Adverbe qui peut évoquer une façon de voir. Peuvent former une batterie. — 7. Blanc, pour l'innocent. Font souvent un pli. Préfixe. A le bras long. — 8. Peut remplacer l'ordonnance. Un prédecesseur de Carter. Peut intéresser le bricoleur. — 9. Le demi-faisait à

Solution du problème n° 2734

Horizontalement

I. Dipsoname. — II. Edition. — III. Bœ ; Elève. — IV. On ; La. — V. Italie ; At. — VI. Site ; Tour. — VII. Été ; Pi ; Ti. — VIII. Mété ; Etoc. — IX. Icône. — X. Nœ ; Léthé. — XI. Turf ; Sein.

Verticalement

1. Désoisement. — 2. Identité ; Ou. — 3. Pie ; Atelier. — 4. St ; Clé ; Oc. — 5. Oie ; Al. — 6. Mol ; letières (cf. « Fûle »). — 7. Ance ; Tête. — 8. Auto ; Bi ? — 9. Electricien (cf. « Cosse »).

GUY BROUTY.

LISTE OFFICIELLE

loterie nationale

ARLEQUIN

TIRAGE N° 43 DU 13 AOUT 1980

FINALES ET NUMÉROS SORTIS AU TIRAGE :		8	12	663	215	2 665	
FINALES OU NUMÉROS	SOMMES À PAYER CUMULÉES COMME POUR UN BILLET SÉRIE F	FINALES OU NUMÉROS	SOMMES À PAYER CUMULÉES COMME POUR UN BILLET SÉRIE F	FINALES OU NUMÉROS	SOMMES À PAYER CUMULÉES COMME POUR UN BILLET SÉRIE F	FINALES OU NUMÉROS	SOMMES À PAYER CUMULÉES COMME POUR UN BILLET SÉRIE F
8	50	2 665	2 005 000				21 000
12	200	2 666	10 000				2 000
21	100	2 656	10 000				2 000
663	3 300	5 266	10 000				2 000
368	600	5 626	10 000				2 000
636	600	5 652	10 000				2 000
215	3 000	5 256	10 000				2 000
125	300	5 355	10 000				2 000
152	300	5 626	10 000				2 000
251	300	5 562	10 000				2 000
512	600	4 825	10 000				2 000
521	400	5 652	10 000				2 000

Prochain ARLEQUIN : le mercredi 10 septembre 1980 à Valence-d'Agén (Tarn-et-Garonne). Tirage télévisé à 19 h. 15.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER, TOUTS CUMULÉS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TRANCHE DES HORTENSIES		TERMI. NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER	TERMI. NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER
1	2 621	5 000	626	500	6	1 106	1 000
	7 141	5 000	1 636	1 000		0 986	5 000
	117 321	3 000 000	5 296	10 000			
2	192	500	7	70	7	97	220
	962	500				8 927	1 070
	1 012	1 000				0 067	5 070
	7 302	1 000					
	8 092	5 000					
	05 902	100 000					
3	33	150	8	58	8	189	500
	423	500				9 139	10 000
4	4	70	9	189	9	1 690	1 000
	5 244	220				6 840	1 000
		1 070				0 680	5 000
5	915	500	0	122 870	0	500 000	500 000
	7 075	1 000					
	7 905	1 000					
	86 095	50 000					

PROCHAIN TIRAGE : TRANCHE D'AOUT DES SOMMES DU ZODIAQUE LE 20 AOUT 1980 à 19 h. 15 (Tous les Azimuts)

PROCHAIN TIRAGE LE 20 AOUT 1980 VALIDATION JUSQU'AU 19 AOUT APRÈSMIDI

PÊCHE

SUR LES BORDS DE LA MANCHE

La plupart des barrages établis par les marins-pêcheurs ont été levés

Quatre bâtiments de la marine nationale sont intervenus, ce jeudi 14 août vers 8 heures, au Havre, pour contraindre les marins pêcheurs de Port-en-Bessin à lever le blocus du port qu'ils avaient mis en place la veille dans l'après-midi. Mais les chalutiers sont restés dans le chenal d'accès et le trafic commercial n'avait pu reprendre que partiellement ce jeudi matin.

Le barrage du port de Boulogne-sur-Mer, qui avait été mis en place le 13 août vers 18 heures, a été levé volontairement trois heures et demie après. Celui de Calais a été levé ce même mercredi à 23 heures. Durant l'après-midi, seuls les hovercrafts avaient pu assurer un service normal à travers la Manche.

Le trafic des principaux ports français sur la Manche a ainsi été interrompu mercredi. Et en Gran-

de-Bretagne comme en France, des milliers de voyageurs ont été bloqués. Plusieurs ferries venant d'Angleterre se sont déviés vers Dunkerque, dont l'accès était libre. De nombreux touristes se sont aussi déviés sur ce port.

Dans le Calvados, les ports de Trouville, Deauville, Honfleur et Dives-sur-Mer ont eux aussi été barrés, mercredi, et continueraient à l'être ce jeudi matin, ainsi que celui d'Ouistreham (dont les pêcheurs ont refusé de se joindre au mouvement), condamnant ainsi le canal d'accès au port de Caen. A Grandcamp et à Deauville les plaisanciers ont tenté d'obtenir sans succès la levée du blocus du bassin qui les empêche de sortir en mer. En Normandie, seul le port de Cherbourg a encore une activité normale.

Les pêcheurs de La Rochelle

se sont déclarés prêts à se joindre au mouvement, à partir du lundi 18 août, si la majorité des ports français décidait une grève illimitée.

Le Comité central des armateurs de France et la Fédération des agents consigneurs de navires et agents maritimes de France ont protesté, dans un communiqué, « contre les actions de toute nature qui portent atteinte au libre accès des navires dans certains ports de commerce français ». « Ces actions sont de plus en plus inadmissibles, disent-ils, qu'elles entraînent des sinistres, des pertes de navires, des difficultés étrangères aux difficultés de la pêche. » Ils demandent aux pouvoirs publics d'assurer « le libre accès dans les ports français » et menacent les organisateurs de ces manifestations d'intenter des poursuites judiciaires.

Boulogne en colère

(Suite de la première page.)

M. François Laguin, autre responsable de la C.F.T., était tout aussi incisif : « Nous luttons pour repousser l'attaque coalisée des armateurs et du gouvernement contre notre convention collective et contre notre système de vie. Notre syndicat ne peut admettre que ce soit les marins seuls qui fassent les frais des problèmes de la pêche. »

L'inquiétude des marins-pêcheurs a été encore renforcée par les conclusions du rapport du VIII^e Plan pour la pêche qui ont été publiées récemment. Le chiffre d'affaires de ce secteur devrait, en effet, diminuer de moitié d'ici à 1985, les importations de poisson devraient passer de 3 à 6 milliards de francs et le nombre des marins-pêcheurs devrait être ramené de 25 000 à 8 000. « Cela montre bien l'urgence d'une véritable politique de la pêche en France et le désordre qui règne à Bruxelles », conclut M. Louis Copin, secrétaire général de l'Union fédérale maritime C.F.D.T.

Ce sont ces différents éléments qui ont facilité l'extension du conflit et ont contribué à la mobilisation de la population boudonnaise, qui, dans le passé, est partie en guerre contre ce qu'on appelle ici la « provocation » du ministre.

ventions des dirigeants syndicaux, les messages de solidarité venus de tous les coins de France et, en particulier, celui des marins de Concarneau affirmant qu'on attendait là-bas « toutes consignes du syndicat pour entrer dans l'action », les marins se rendaient en cortège au centre ville, place Danton, où les attendaient plus de deux mille personnes. Vers 17 heures, la manifestation prenait forme, réunissant, en plus des pêcheurs et de leurs familles, des travailleurs de l'acier de la ville voisine d'Outreau, les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, les cheminots, le personnel de santé et des hospitaliers. En tête du cortège se rassemblaient diverses personnalités politiques de la région : M. Guy Lengagne, M. Jean Bardol, député (P.C.) d'Outreau, M. Henri Darras, président (P.S.) du conseil général du Pas-de-Calais, et M. Pierre Maury, président (P.S.) du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais et maire de Lille.

Le ministre Ponce Pilate

Ainsi, plus de trois mille manifestants parcoururent les rues de Boulogne, derrière une banderole où on pouvait lire : « Vive le travail dans le Boulonnais », « Marins, oui, galériens, non », « La Theule, démission », « Armateurs, exploités ».

Tous les magasins de Boulogne avaient fermé leurs rideaux à l'exception de certains cafés envalés par les touristes, retenus ici à cause du blocage des ferries au port. Sept départs ont été effectués, cinq vers les îles, les autres vers la baie au large de Boulogne pour attendre de pouvoir rentrer au port.

Cette situation inquiète sérieusement M. Charles Drouot, secrétaire général de la chambre de commerce et d'industrie de Boulogne : « Le blocage porte un préjudice énorme à l'activité commerciale du port, nous a-t-il déclaré, ce n'est pas acceptable dans la mesure où cette ville n'a rien à voir avec le conflit. Arrêter le trafic trans-Manche, qui a permis de donner à l'économie du port de Boulogne, désormais très bien équipé, c'est aussi

causer indirectement un tort certain à l'activité des pêcheurs. La situation est dramatique. »

Après la manifestation, M. Pierre Maury a rencontré les organisations syndicales pour faire le point de la situation avec les marins-pêcheurs. Il s'en est pris très vivement au gouvernement : « Il est inacceptable que le ministre des Transports, écrit M. Ponce Pilate, ose déclarer que le conflit d'aujourd'hui est le domaine privé, a-t-il notamment déclaré. La pêche est désormais au premier rang des affaires publiques. Si elle a des difficultés, c'est qu'il y a des incapacités au niveau gouvernemental et chez les armateurs. Nous condamnons la fuite du ministre devant ses responsabilités et, si les armateurs ont été incapables de prévoir leurs difficultés, si les profits ne sont plus ce qu'ils étaient, qu'ils se retournent vers les pouvoirs publics. M. Maury, Lengagne et Darras ont demandé dans un télégramme à être reçus d'urgence par le ministre.

Les marins-pêcheurs devaient se réunir le vendredi 15 août au matin en assemblée générale à Boulogne, pour étudier leurs actions à venir. Un nouveau blocage des ports est prévu, mais on parle d'une possible extension du conflit à la Bretagne et vous attendent que le gouvernement accepte enfin de sortir de son quant-à-soi.

OLIVIER SCHMITT.

LA LETTRE DE M. MITTERRAND A M. JOËL LE THEULE

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, demande personnellement dans une lettre adressée le 13 août à M. Joël Le Theule, ministre des transports, que celui-ci reçoive une délégation d'élus socialistes au sujet du conflit des marins-pêcheurs.

« Le conflit des marins-pêcheurs de Boulogne qui s'étend et se prolonge, écrit le ministre des transports, est une situation qui touche le secteur de la pêche industrielle, écrit le responsable socialiste. Le parti socialiste qui a suivi depuis longtemps l'évolution de ce dossier souhaite que tout soit fait pour aboutir à une solution très rapide sans laisser se détériorer davantage la situation des marins-pêcheurs de la région boudonnaise. »

« Je vous demande donc », continue-t-il, « de bien vouloir recevoir dès après les élections une délégation d'élus socialistes particulièrement concernés par ce problème. Nous pensons, en effet, que le gouvernement doit définir et appliquer une politique d'aides tenant compte du contexte européen, qui préserve les intérêts de la France et permette à ce secteur de vivre et de se développer. »

TRANSPORTS

Concorde : pertes sur Londres-Singapour. Les compagnies aériennes British Airways et Singapore Airlines ont enregistré en 1979 une perte de 9,5 millions de dollars (140 millions de francs environ) sur le service Concorde-Londres-Singapour qu'elles exploitent en commun. Elles s'attendent à un déficit plus important en 1980 à cause notamment du renchérissement du prix du fuel, et ont pour cela suspendu leurs plans d'extension de ligne vers l'Australie.

Le coefficient de remplissage moyen des Concorde sur cette ligne n'est que de 50 % — (A.F.P.)

Trente-quatre pays sous pavillon libérien. Des navires de trente-quatre pays naviguent actuellement sous pavillon de complaisance du Libéria, indique l'Institut pour le transport maritime de Exhime. Ces navires emploient 85 798 marins — (A.F.P.)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

UNE ÉTUDE DE L'INSEE

L'économie corse a beaucoup progressé mais reste très fragile

Le dernier numéro d'*Economie et statistique*, la revue de l'INSEE (1), publie une étude de Nadine Salakany et Alain Véniot sur l'évolution de l'économie corse depuis 1967. On peut en retenir les notations suivantes : « Depuis le début du siècle, la Corse a perdu 86 000 habitants. En fait, sa population a baissé de façon continue, perdant jusqu'à 120 000 personnes jusqu'au début des années 60, à partir desquelles s'amorce une remontée spectaculaire. Si cette remontée doit quelque chose à un léger surcroît des naissances sur les décès et à un solde migratoire faiblement excédentaire avec le continent, elle est principalement le fait d'une immigration étrangère qui, jointe au rapatriement de Français d'Algérie, compte pour plus de la moitié des 50 000 habitants regagnés depuis 1967. L'emploi s'est accru relativement davantage encore, avec 30 000 postes créés au cours des années 1963-1975, permettant une croissance de l'emploi d'1,2 %, croissances essentiellement dues aux étrangers, mais aussi aux femmes. »

« Ce retournement est dû à l'introduction en Corse d'une agriculture moderne et d'un développement volontaire du tourisme. Une mutation sociale et économique s'ensuit, qui détermine à son tour de nouveaux déséquilibres. »

« L'économie corse, en effet, reste fragile. L'agriculture est marquée par les problèmes de la vigne et de l'industrialisation, qui rend difficile l'installation ou l'extension d'exploitations agricoles. Le tourisme est une activité soumise à divers aléas, dont le climat, n'est pas le coût de l'énergie. Le bâtiment doit faire face à une réduction de la demande de résidences secondaires et à la baisse des commandes publiques. »

« Le renouveau économique n'a pas pu empêcher par exemple que 6 500 personnes soient inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi au début de l'année 1979 (8,6 % de la population active). Il faut en rechercher les causes

dans la nature même des emplois créés : ouvriers ou manœuvres dans le bâtiment, salariés agricoles dans les grandes exploitations, saisonniers dans les hôtels ou les complexes touristiques. »

« A une époque où le travail manuel subissait de la part des jeunes une certaine désaffection — ceux qui souhaitent être « employés » représentent 67 % des demandeurs d'emploi — il n'a donc pas été étonnant de constater une montée du chômage

parallèlement à l'expansion économique. »

En conclusion, les auteurs de l'étude font cette remarque pertinente : « Ce bilan économique de la mise en valeur de la Corse devrait être complété par un bilan social : comment se fait l'intégration sociale des individus, les « routes » de la socialisation (délinquance, etc.), la mobilité sociale entre générations, les pratiques culturelles, etc. »

POINT DE VUE

Ils ne peuvent se battre seuls...

par JOEL BROQUET (*)

DANS l'interview qu'il a accordée au *Monde*, le 9 août, M. Edmond Simeoni, l'un des responsables de l'Union du peuple corse, déclarait ne pas vouloir collaborer avec les autres régionalistes français pour une raison facile à saisir : « On nous accuse, disent-ils, de vouloir démanteler la France. Nous ne voulons pas alimenter cette accusation. » M. Simeoni précise encore, pour justifier son refus d'un front commun des régionalistes français, que « la situation en Corse ne peut absolument pas être comparée à celle des autres régions françaises ou des régions européennes ».

Il y a ici une question difficile à éluder : la concertation avec les autres mouvements régionalistes français risque-t-elle plus de « démanteler la France » que la volonté manifestée en 1977 par l'U.P.C. et d'autres mouvements régionalistes de vouloir démanteler la France ? Il est certain que l'intempestive évocation du problème corse par M. Coppieters (député belge) à l'Assemblée de Strasbourg est plus suspecte (au regard de la cohésion nationale) qu'une concertation avec d'autres mouvements régionalistes.

S'il s'agit réellement, comme le veut Edmond Simeoni, comme nous le voulons aussi, de choisir « entre le statu quo » et l'« aventure », s'il existe, comme nous le croyons aussi, « un chemin pour aboutir à une émancipation raisonnable », il apparaît que la voie est celle où, toutes les régions de France s'y engageant, aucune d'entre elles ne pourra servir, soit de bouc émissaire aux Jacobins soit de banc d'essai aux aventuriers.

C'est précisément en laisant le « cas corse » de la crise française

que l'on risque des affrontements lourds de drames immédiats, gros de tragédies pour demain. Lors du colloque organisé en février dernier à Aix-en-Provence, sur le thème « Le régionalisme se confronte aux problèmes de société », Robert Lafont avait déclaré qu'il ne s'agit pas d'opposer le peuple corse au peuple français, mais de trouver un médiateur entre deux existants. Nous faisons nôtre ce point de vue.

Au terme de contacts, tant avec des parlementaires qu'avec des représentants de mouvements régionalistes français ou étrangers, il apparaît que parier « d'internationaliser la question corse » est ambivalent. Légitime lorsqu'elle vise à élever une culture dans le contexte d'une civilisation, cette internationalisation est beaucoup plus discutée lorsqu'elle tend à s'appuyer sur des intérêts politiques étrangers. Critiquable encore une internationalisation qui aurait pour effet de dégrader une idéologie régionale européenne, à l'instar de certains intérêts régionaux tribunaux de la cohésion et de la vie d'une politique nationale ; que ce soit en Lorraine ou, encore, dans la Langueadoc.

Ce n'est pas le désir de polémiquer qui nous guide ici, mais celui d'une clarification à laquelle nous contribuons en affirmant que les régionalismes constituent un élément de réponse capital à la crise que traversent les sociétés françaises et plus largement européennes. Or, c'est bien à une même crise que tentent de répondre les différents régionalismes, nous croyons utiles et efficaces de tenter de les coordonner.

(*) Membre du comité directeur du Comité de liaison pour l'action locale et régionale.

TOURISME

RÉFÉRENDUM SAUVAGE SUR LA COTE BASQUE

L'Association de défense de Guéthary consulte les habitants sur un projet de la municipalité

Bayonne. — Guéthary, au sud de Biarritz est une charmante station : mer, montagne, campagne et même, assure-t-on, un microclimat favorable. Tous ses habitants le constatent et le regrettent : le tourisme qui a fait la prospérité de ce coin de la côte Basque a besoin d'être encouragé, « revitalisé », dit-on. Sept hôtels sur quinze ont depuis quelques années fermé leurs portes.

D'où l'intérêt qu'ont pu susciter les récents projets d'équipement de la municipalité, mais aussi, autre signe du temps, les craintes qu'ils n'ont pas manqué ensuite de provoquer. Bravo, ont dit les habitants, mais cela va nous coûter trop cher. Bref, le débat s'est peu à peu envenimé au point qu'une association de défense a décidé d'organiser un référendum dans la commune, vendredi prochain 15 août.

A l'origine de la polémique, il y a le projet d'aménagement du quartier du Trinquet dont le projet a été élaboré par les services de la Mission interministérielle d'aménagement de la côte Aquitaine, la MIACA, en accord avec le conseil municipal. Les terrains et les installations édifiées en cet endroit par le Touring Club de France, il y a trente ans, ont été achetés au début de 1979. A la place, pour répondre aux nouveaux besoins du tourisme social il a été prévu de construire un nouveau Trinquet, une salle de pelote basque, ainsi qu'une vingtaine de logements permanents destinés à la location.

L'ensemble du projet a été étudié en s'efforçant de préserver le style basque des bâtiments et les espaces verts qui doivent les entourer.

Un tel projet, dont le coût total est estimé à 25 900 000 F, dépasse largement les possibilités financières de la petite commune. Un plan d'investissement a donc été monté avec soin. Il prévoit le recours à des subventions ou à des emprunts auprès d'organismes divers, emprunts que le conseil général des Pyrénées-Atlantiques n'a pas voulu garantir. C'est à ce moment qu'a éclaté le conflit entre la municipalité, dirigée depuis deux mois par Mme Solange Beaudou (sans déguisement), et l'association de défense de la qualité de

De notre correspondante

la vie à Guéthary présidée par M. Scholle.

Les membres de l'association déclarent n'être pas hostiles au projet ni, personnellement, au maire qui l'a lancé. « Nous ne cherchons querelle à personne et ne visons que le bien de tous », affirment-ils, en expliquant les raisons de leur opposition. Le budget de fonctionnement de la commune est de 3 500 000 F. Trouve-t-on normal qu'une commune de neuf cent soixante-six habitants emprunte près de 10 000 F par tête ? Comment des organismes s'ajoutent-ils à la responsabilité financière dans la commune peuvent-ils par le biais de subventions, l'obliger à s'endetter de cette façon ? Peut-on assurer qu'il n'y aura pas de dépeuplement du prix dans les travaux ? Peut-on être sûr que le « village vacances » sera vraiment rentable ainsi que le nouveau Trinquet ?

Le maire avance d'autres arguments : les emprunts envisagés ne sont pour la plupart sans intérêt avec différé d'amortissement ; la commune est propriétaire des murs et du terrain ; les gestionnaires du village de vacances et du Trinquet paieront des loyers confortables. L'opération, en outre, va permettre la création de dix-huit à vingt emplois, dont bénéficieront en priorité les habitants de Guéthary. Enfin, la

venue dans la station, et cela désormais durant toute l'année, de nouveaux touristes sera bénéfique pour tous.

Ces prévisions et ces explications sont, évidemment, contestées à leur tour par les membres de l'association, qui reprochent surtout au maire de ne pas organiser la réunion d'information qu'ils demandent depuis plusieurs semaines. C'est certainement cela qui les irrite le plus. Ainsi, n'ayant pu obtenir de la municipalité qu'elle organise un référendum pour savoir si la population était d'accord ou non avec son projet, et surtout avec son plan de financement, l'association a-t-elle pris l'initiative d'organiser elle-même la consultation. La loi n'autorisant pas ce type de référendum, l'association a tourné la difficulté en prévoyant une « consultation privée » dont le dépouillement aura lieu en présence d'un huissier dument assermenté.

Les électeurs de Guéthary sont contactés par lettre et sollicités de dire « oui » ou « non » à « l'arrêt immédiat des travaux dans le quartier du Trinquet » et à la mise en place d'un projet mieux adapté à leur commune. S'ils répondent « non », l'association n'aura plus sa raison d'être. Mais s'ils répondent « oui », ses représentants se déclarent décidés à mettre tout en œuvre pour défendre les intérêts des contribuables de Guéthary.

FRANCINE MOREAU.

Deux conflits en un

De la Manche à l'Atlantique, le monde de la pêche est en ébullition, même si la Bretagne, première région maritime française, et le Midi atlantique ou méditerranéen restent calmes. Tous les marins-pêcheurs sont unis par le métier qu'ils font et parce que, directement ou indirectement, ils sont tous victimes du renchérissement du prix du pétrole.

Mais ce sont, en fait, deux conflits différents auxquels on assiste. L'un, celui de Boulogne, est un conflit salarial semblable à ceux que peut connaître le monde industriel, des salariés ne veulent pas supporter seuls les conséquences de la restructuration de leur entreprise. Pas question pour eux d'accepter une diminution des emplois ni a fortiori une baisse de leur pouvoir d'achat.

Pourtant, il est indispensable que la pêche industrielle de poisson frais s'adapte aux nouvelles conditions du marché. Celle de Lorient a commencé à le faire. Pour améliorer sa rentabilité un armateur a mis au point un système de roulement : il y a cinq équipages pour quatre navires : ceux-ci, ainsi, restent moins longtemps à quai. Le même armement a aussi créé une « base avancée » à Kyla, sur la côte ouest de l'Ecosse. Après huit jours de campagne, ses chalutiers y débarquent leur pêche : ils ne

reviennent ainsi que tous les vingt-cinq jours à Lorient. Les frais de carburant sont diminués, mais les équipages restent plus longtemps éloignés de chez eux. En compensation, l'entreprise a pu profiter des aides débloquées par le gouvernement au mois d'avril. Boulogne peut-il s'engager sur même chemin ?

Dans le second conflit, né à Port-en-Bessin, les revendications des pêcheurs-artisans s'apparentent davantage à celles des agriculteurs. Dans ce genre de pêche, les matelots payés à la « part », donc en fonction des revenus du bateau, ont depuis longtemps dû supporter le renchérissement du fuel, ce que refusent les marins salariés de Boulogne. Mais, toujours comme dans le monde agricole, les situations sont très diverses d'une région à une autre, d'un port à un autre.

Les pêcheurs du pays bigouden, qui ramènent des espèces « nobles », donc chères, comme les langoustines, ont une position plus confortable que ceux qui pêchent des poissons moins prisés. Pour eux comme pour les agriculteurs, le seul interlocuteur est le gouvernement. Lui seul peut s'attaquer à une réforme des circuits de distribution ; lui seul peut réduire les conséquences de l'augmentation du pétrole qui frappe durement cette activité.

SOCIAL

Selon une étude de l'INSEE

La consommation médicale a absorbé 7.7 % du produit intérieur brut en 1979

Dans un communiqué publié le 12 août, la Confédération générale des salariés n'accepteront pas de voter d'urgence.

les salariés n'accepteront pas de
voir dégraisser »

De son côté, Gaz de France souligne que les hausses de ses tarifs seront comprises entre 7,4 et 11,3 % (7,4 % pour la clientèle domestique, 9,3 % pour

(De notre correspondante.)

Oslo. — Deux mille employés de

vingt-six plates-formes de forage mobiles qui opèrent dans des eaux norvégiennes et étrangères devaient reprendre leur travail ce jeudi 14 août après une grève de près de cinq semaines. Par l'intermédiaire du ministre de l'Intérieur, Mme Valde, les grévistes dont les intérêts ont été

pris en compte par le Syndicat des marins qui fait partie de la centrale syndicale L.O. et leur contrepartie, les propriétaires de plates-formes, se sont mis d'accord pour accepter la création d'un bureau d'arbitrage des salaires dont ils auront eux-mêmes choisi les mem-

La grève qui a paralysé le forage dans le secteur norvégien en mer du Nord a éclaté à l'occasion des négociations salariales. La semaine dernière, 18 % séparaient l'offre des patrons de la demande des grévistes, ceux-ci réclamant une hausse des salaires de 30 %. Le bureau d'arbitrage dont deux membres représentent chacun des côtés et dont trois membres seront neutres, selon l'accord du mercredi 13 août devrait décider d'une augmentation située entre 23 et 28 %. — C. L.

P.T.T.

« M. Debatisse vise à faire croire que dans la sphère agro-alimentaire tout va bien, alors que la politique gouvernementale s'accompagne d'un véritable abandon de pans entiers de notre agriculture (1) de la mise en

La F.B.I. vient de décider d'accorder à l'Inde deux prêts d'un montant total de 1 milliard de dollars, révèle le « Financial Times ». Ces prêts vont consolider les réserves de devises de ce pays, qui avaient beaucoup baissé depuis un an.

nant à 6,2 milliards de dollars (contre 7,7 milliards en septembre 1979). C'est le premier crédit accordé par le F.M.I. à l'Inde depuis cinq ans.

environ la production agricole, mais a aussi réduit les fournitures d'électricité avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur l'industrie et les exportations expliquent, selon le F.M.I. — avec la hausse continue du pétrole et certaines mesures protectionnistes prises par les pays industrialisés, — les prêts qui viennent d'être décidés.

● Le redressement d'activité qu'on observait depuis un an dans le bâtiment semble s'être interrompu au deuxième trimestre, écrit l'INSEE dans sa dernière enquête trimestrielle. Le freinage est très net pour le second œuvre. Le manque de main-d'œuvre ne permet pas au gros œuvre d'assurer globalement une compensation. Les entrepreneurs prévoient que l'activité continuera de s'infléchir à court terme.

cause de notre indépendance alimentaire dans nombre de secteurs importants, de la mise à mort de la recherche scientifique et de la restructuration de l'institut national de la recherche agronomique », a déclaré, mardi 13 août, M. Freddy Rhok, secrétaire de la fédération C.G.T. de l'alimentation, au cours d'une conférence de presse. Il a dénoncé les exportations de capitaux français, qui « vident le potentiel industriel et agricole de notre pays ». Les exportations étrangères sources des dernières années passant de 64,5 milliards de francs à 93,5 milliards

de francs de 1978 à 1979 avec, notamment, les investissements réalisés par les groupes B.S.N.-Gervais-Danone et Villegrain en Afrique, Beghin-Say, au Brésil, Perrier aux Etats-Unis, etc.

● **Les prix des matières premières importées par la France** ont très légèrement baissé en juillet (— 0,1 % par rapport à juin). Par rapport à juillet 1979, la baisse est de 3,6 %. Les prix des matières premières alimentaires ont nettement baissé : 4 % entre juin et juillet ; 20,3 % en un an. Les prix des matières premières industrielles ont, elles, augmenté : + 3,1 % en un mois, + 14,3 % en un an.

La C.G.T. a également souligné l'aggravation du chômage et la misère des salariés des entreprises dans le secteur, citant, entre autres exemples, la sucrerie de Mamez, la biscuiterie Prior et les conserves de fruits, les déroutes et les colères du Breizh. Depuis dix ans, le nombre des salariés du secteur alimentaire privé (sans les coopératives) a diminué de 100 000 mille, le chiffre des licenciements s'est élevé à 1 000 000 mille. Rappelé M. Huch, avant de citer les prévisions du VIII^e Plan (soixante mille à soixante-dix mille suppressions d'emplois, au lieu de quarante mille prévues).

Il a enfin souligné la fragilité de l'excédent commercial dégagé par le secteur, qui s'appuie pour sa survie sur quatre sources de bruts : les céréales (-) et le sucre (+).

● **Protestations des éleveurs de porcs bretons.** — Les représentants des éleveurs de porcs des quatre départements bretons, réunis le 13 août à Saint-Brieuc, ont protesté contre les importations en provenance des pays extérieurs à la Communauté. Estimant la situation « catastrophique », ils ont demandé la mise en œuvre de la clause de sauvegarde et la révision immédiate du calcul de la cotation nationale. Le même jour, les producteurs de porcs du Finistère ont mis en place deux barrages routiers à Landivisiau (Douglas, pour protester contre l'effondrement des cours du porc à la production.

**LA DISTRIBUTION
DU COURRIER EST PARALYSÉE
PAR UNE GRÈVE
D'AGENTS INTÉRIMAIRES.**

(De notre correspondant régional.)

Nice. — L'encheînement et la distribution du courrier ont été profondément perturbés le mardi 12 août dans les Alpes-Maritimes à la suite du blocage du centre de tri de Nice-aéroport par une quarantaine de grévistes appartenant à la brigade départementale de la gendarmerie. Les gendarmes ont assuré les remplacements d'agents et l'intérim des receveurs, notamment pendant les périodes de congés, ont entamé une action depuis le 28 juillet, comme l'ont fait leurs collègues de plusieurs régions. Une circulaire fixant un nouveau mode de calcul de leurs frais de déplacement.

Dans la matinée de mardi 10, ont eu caducées les portes extérieures donnant accès au centre de tri et formé un barrage de voitures sur la bretelle routière desservant le bâtiment des P.T.T. Les agents n'ont pas l'apporé la situation s'est compliquée par une intervention de la police tendant à faire lever le barrage. Ce qui a entraîné aussitôt un débrayage des agents employés au poste de tri. Les discussions entre les grévistes et la direction départementale des P.T.T. ont toutefois permis d'aboutir à un accord provisoire en fin d'après-midi en attendant l'examen, en septembre, des plans régionaux de réaffectation présentés par les revendicateurs 2.

La chambre de commerce et d'industrie de Nice et des Alpes-Maritimes, ainsi que l'Union patronale inter-professionnelle des Alpes-Maritimes ont vivement protesté contre ce mouvement de grève qui devait prendre fin jeudi.

**UNE CONSULTATION EST LANCÉE
POUR LA FOURNITURE
DE QUATRE MILLIONS
D'ANNUAIRES ÉLECTRONIQUES**

La direction générale des télécommunications a lancé, à la fin du mois de juillet, une double campagne d'information destinée à promouvoir la fourniture d'annuaires électroniques.

On sait que les P.T.T. ont décidé en 1980 et à titre expérimental, un terminal automatique des trois cent mille abonnés au service téléphonique par télé-vidéo. Ce projet, qui sera doté d'un clavier relié par câble aux banques d'informations, est destiné à remplacer progressivement le classique annuaire papier. L'installation déjà, l'administration a commandé à quatre industriels — Thomson-Matra, T.E.R.-Radiotechnique (P.N.I.), S.A. de France Télécom, Radioprix et S.F.E.R. — des prototypes de radioterminal (l'un chacun) livrables en 1981.

Ces quatre groupes ont mis au point des terminaux différents : Honeywell-Bull (Cap. Segret), Hecatel-Sollac, S.F.E.R. et Thomson-Matra. Ces derniers sont retenus pour l'étude de faisabilité du système de mise à jour automatisée des annuaires et la réalisation du système de mise à jour automatisée des annuaires électroniques du futur annuaire télé-vidéo.

A la suite d'un conseil interministériel sur les télécommunications, qui s'est tenu le 15 juillet, l'administration a donc lancé une première consultation (prix, caractéristiques, etc.) auprès des industriels pour la fourniture en 1982 de trois cent mille appareils destinés à l'Île-et-Vilaïne.

Dans une seconde consultation, la D.G.T. demande aux industriels de lui faire des propositions au cas où les commandes publiques seraient portées à quatre millions de terminaux annuels électroniques par

(Publicité)

M. GÉRARD, Joailliers
Département brillant
8, avenue Montaigne, PARIS-8^e
Tél. : 723-78-00

Prix d'un brillant rond
BLANC EXCEPTIONNEL
1 CARAT
14 AOUT : 175.209 F T.T.C.
+ commission. 4,30 %

S.O.P. GOARIN, JEGOUVEKI, notaires associés, REDRIVEN 56410 - STEEL
SAMEDIS 15 AOÛT 1986 à 15 h. en l'office - ADJUDIC. VOLONTAIRES

TRÈS BELLE VILLE (Construction 1972)

sise au Couédo en LOCOAL-MENDON

bordure riverain STEEL (Côte Sud Morbihan) - Sept pièces principales,
deux salles de bains, sous-sol quatre pièces - Garage - Terrain 2.946 m²
Proximité CARNAC - LA TRINITE-SUR-MER - LORIENT - AURAY
Tous renseignements à l'étude, tél. 15 (07) 33-34-03.

1^{er} lot: Comm. de JULIUOULE
TERRAIN A LOTIR : 9.726 m²
MISE A PRIX : 1.450.000 FRANCS

2^e lot: Com. de St-Pair-sur-Mer
TERRAIN 3.110 m² - Bordure de mer
MISE A PRIX : 130.000 FRANCS

S.O.P. GOARIN, JEGOUVEKI, notaires associés, REDRIVEN 56410 - STEEL
SAMEDIS 15 AOÛT 1986 à 15 h. en l'office - ADJUDIC. VOLONTAIRES

TRÈS BELLE VILLE (Construction 1972)

sise au Couédo en LOCOAL-MENDON

bordure riverain STEEL (Côte Sud Morbihan) - Sept pièces principales,
deux salles de bains, sous-sol quatre pièces - Garage - Terrain 2.946 m²
Proximité CARNAC - LA TRINITE-SUR-MER - LORIENT - AURAY
Tous renseignements à l'étude, tél. 15 (07) 33-34-03.

1^{er} lot: Comm. de JULIUOULE
TERRAIN A LOTIR : 9.726 m²
MISE A PRIX : 1.450.000 FRANCS

2^e lot: Com. de St-Pair-sur-Mer
TERRAIN 3.110 m² - Bordure de mer
MISE A PRIX : 130.000 FRANCS

(Publicité)

M. GÉRARD, Joailliers
Département brillant
8, avenue Montaigne, PARIS-8^e
Tél. : 723-78-00

Prix d'un brillant rond
BLANC EXCEPTIONNEL
1 CARAT
14 AOUT : 175.209 F T.T.C.
+ commission. 4,30 %

